Vol 16 # 29 • Du 18 au 24 Janvier 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

GRÈVE ILLIMITÉE DES MÉDECINS DE L'HUEH



Voir page 3

Les médecins résidents de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) ont déclenché depuis le 19 décembre 2022, une grève qu'ils disent illimitée puisqu'ils en ont trop bu la coupe amère de l'inacceptable jusqu'à la lie

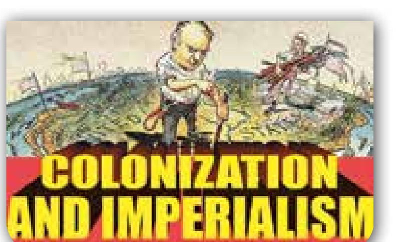
LE BINUH CHANGE DE COMMANDEUR



Voir page 3

Le Commissaire de police sénégalais Pape Samba Mbodj, a été nommé par le Secrétaire Général des Nations Unies António Guterres, à la tête du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (Binuh)









Cinq conditions pour la renaissance d'Haïti !

Par Berthony Dupont

« *La nouvelle société renaîtra des cendres de l'ancienne* », a écrit le célèbre communiste allemand Karl Marx. Devrons-nous donc commencer à réfléchir sur la construction d'une nouvelle Haïti, car l'effondrement complet de l'ordre ancien s'est, effectivement, bien produit ? Pour la première fois de toute notre histoire, notre pays se retrouve dans une phase critique, où il n'y a pas un seul élu, pas une seule institution fonctionnant en toute légalité, pas une once de légitimité constitutionnelle au sein de l'actuel gouvernement. Ce mécanisme honteux est directement lié à la conséquence des mauvaises gouvernances, la corruption et ses corollaires qui ne font que plonger le pays dans une gestion malsaine et mesquine.

De cette perspective, peut-on construire un nouvel ordre haïtien ? Oui, nous le pouvons, mais un nouveau schéma architectural est nécessaire ; pas celui qu'a entrepris le Premier ministre de facto Ariel Henry sous le diktat des puissances tutrices. Puisque rien n'est encore joué, tout demeure possible pour qu'Haïti renaisse de ses cendres. Voici nos propositions : les cinq piliers nécessaires et indispensables à la construction d'une société nouvelle, juste, souveraine et prospère par le peuple haïtien et pour le peuple haïtien.

1) Non à l'intervention étrangère !
Rien de bon ou de durable ne peut être construit en permettant aux mêmes puissances impérialistes, qui ont exploité nos ressources et notre force de travail, saboté nos efforts de lancer la démocratie haïtienne, de se convertir en nos habiles bienfaiteurs. Elles nous ont conduits dans un bourbier politique et économique bien précis, comment prétendre maintenant qu'elles peuvent nous libérer de leur barbarie ?

Aucun emballage ne pourra changer cette réalité fondamentale. Les Etats-Unis ont déjà essayé plusieurs formules différentes entre autres, avec les Nations-Unies, l'Organisation des États Américains (OEA) et, enfin, un conglomérat régional ou mondial de marionnettes et d'alliés, comme la « Coalition of the Willing » (coalition des volontaires) qu'ils avaient concocté comme une couverture internationale pour leur invasion illégale de l'Irak en 2003. Toute solution produite par le « laboratoire » impérialiste devrait être rejetée, car elle contiendra du poison violent contre l'autodétermination haïtienne. Le peuple haïtien doit forger ses propres solutions, avec ses propres forces comme l'avaient fait nos ancêtres.

2) Résister aux projets de sape
La résistance dans la lutte est la première condition de la victoire. L'Administration Biden vient de déployer un nouveau programme migratoire pour offrir aux Haïtiens des visas de travail pour une durée de deux ans. C'est une distraction, un mirage pour nous tourner davantage en dérision. En fait, l'impérialisme conditionne toujours les exploités et les opprimés tout en les instrumentalisant de sorte qu'ils ne deviennent pas un catalyseur de changement, de remise en état et de reconstruction de leur pays.

Cette solution est sans issue. C'est abandonner notre pays au moment le plus critique. Ce stratagème, est le propre du capitalisme sauvage de brader d'abord l'indépendance des pays appauvris et ensuite par la misère et la faim forcer les peuples à tourner le dos à l'avenir de leur patrie au lieu de s'y atteler pour forger leur devenir dans leur pays.

3) Rejeter toute alliance «contre nature»
La notion sur laquelle on insiste aujourd'hui à propos des « Accords » politiques, est « le plus grand nombre de signatures, étant le mieux». Cela implique un nombre incalculable de faux endossements. C'est une illusion complète de croire que n'importe quel « consensus », de surcroit truqué, pourrait apporter une solution porteuse d'un projet national.

Haïti, comme d'autres néo-colonies, est divisée en classes antagonistes, où une classe dirigeante vit de l'exploitation des forces du travail de l'autre : capitalistes contre ouvriers et grands propriétaires terriens contre paysans pauvres. Par la plus classique des politiques de diviser pour mieux régner, Washington a misé sur Ariel Henry pour gouverner le pays. Dans le même temps, il a assuré une grande promesse aux groupes de Montana.

Nous, les masses haïtiennes, devons refuser de marcher sous la direction de la bourgeoisie haïtienne et des grands intérêts qui prédominent dans ces coalitions opportunistes et capitalistes de la classe politique, qu'elle soit de Musseau, de Montana, de Pen ou Karibe, etc.

4) L'unité des forces politiques saines
L'alternative serait de préférence une alliance de toutes les forces saines de la nation, des organisations ouvrières incontestablement nationalistes, anti-impérialistes, des organisations populaires conscientes et conséquentes. Toute organisation progressiste qui se tient vraiment aux côtés des masses défavorisées, particulièrement, les ghettos, les bidonvilles, et défend leurs intérêts.

Aucun groupe n'est parfait. Il suffit que des militants sincères et dévoués prédominent dans leur leadership, des gens fidèles, sincères aux principes professés. Ils doivent intensifier la lutte pour parvenir à une unification nationale effective et totale. En clair, un front uni progressiste, voué à une véritable Révolution en Haïti. Seule une coalition des exploités et des opprimés en harmonie avec les aspirations populaires peut nous montrer la voie afin d'atteindre le niveau de l'objectif souhaité.

5) Un gouvernement progressiste
La première étape consiste à la constitution d'un gouvernement de solidarité nationale et populaire. Vient ensuite la seconde, peut-être la plus dure s'agissant d'essayer de survivre face à la réaction contre-révolutionnaire et à l'assaut des puissances impérialistes.

Ce nouveau régime ne survivra guère par des concessions ou des compromis avec les impérialistes. Sa survie dépendra d'une solidarité franche avec d'autres pays progressistes et tous les peuples frères en lutte pour la transformation de leur société.

La victoire glorieuse de nos ancêtres a marqué le début de la fin de l'esclavage et du colonialisme dans le monde entier. La présente et future génération d'Haïtiens peut à nouveau inaugurer une nouvelle ère de l'histoire de l'humanité. Nous en sommes capables !

Par conséquent, il convient de terminer par une autre citation de Karl Marx : *« Si vous pouvez isoler les gens de leur histoire, alors ils peuvent être facilement persuadés. »* Dans ce cas, ne nous séparons pas de notre histoire, rappelons-nous de préférence qui nous sommes. Résistons à la pression de nos oppresseurs qui nous poussent à renoncer à notre souveraineté et à notre brillant avenir d'avant-garde dans notre lutte courageuse pour la liberté et le socialisme pour qu'enfin Haïti renaisse de ses cendres.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Grève illimitée des médecins de l'HUEH



Les conditions de fournir des soins au plus grand centre hospitalier du pays ne sont pas réunies.

Par Marie Laurette Numa

Depuis le 19 décembre 2022, les médecins résidents de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) ont déclenché une grève qu'ils disent illimitée puisqu'ils en ont trop bu la coupe amère de l'inacceptable jusqu'à la lie.

Les grévistes dans leurs revendications légitimes dénoncent les conditions de travail qui ne sont jamais appropriées. Et le pire, malgré leurs complaintes, les responsables s'adonnent à faire la sourde oreille sans jamais essayer de faire le moindre effort pour apporter même quelques miettes d'améliorations aux multitudes problèmes qui de jour en jour ne cessent de s'empirer.

Selon le docteur Yveson Samuel Georges, porte-parole du comité des résidents, les conditions de fournir des soins au plus grand centre hospitalier du pays ne sont pas réunies. On ne peut pas considérer que nous fonctionnons dans un endroit pour assurer la santé, car la vie de toutes personnes qui fréquentent le centre est menacé par toutes sortes de maladies. A titre d'exemple, les rats sont les visiteurs les plus fréquents de l'hôpital et les patients ne devraient jamais être exposés à un tel déboire.

Sur toute la cour de l'hôpital, on rencontre des mares d'eau dormantes qui peuvent amener la prolifération des moustiques et c'est un grave danger pour les patients.

L'électricité fonctionne à temps partiel et cela réduit les heures pour les opérations parfois urgentes.

« Les blocs opératoires ne sont pas fonctionnels, il n'y a pas d'eau, les plateaux pour les interventions chirurgicales ne sont pas disponibles, il n'y a pas d'oxygène ; parfois, nous avons honte de donner une prescription à un patient juste pour acheter une paire de gants. Malgré tout, nous sommes toujours restés au chevet des malades. Car nous avons une responsabilité morale envers eux » a pour sa part indiqué le Dr Exantus.

Parmi les nombreuses revendications reviennent la question du salaire insignifiant des résidents soit 12 500 gourdes, estimé à environ 80 dollars US chaque mois.

Selon le docteur Yveson Samuel « *De nos jours, un résident gagne moins de 400 gourdes par jour, et travaille 24 heures sur 24 sans aucune couverture sociale. Nous ne sommes pas des employés de l'État, mais l'allocation qui nous est due doit nous permettre de vivre et surtout faire face à l'inflation galopante* » Personne ne peut vivre avec un tel salaire. Voilà pourquoi ils exigent des autorités sanitaires une augmentation considérable appropriée à leur travail.

Comme il est de coutume que les résidents font la grève, les autorités ne se sont pas montrées concernés. Ils ne font aucun cas des revendications des médecins résidents et ce sont toujours les malades qui en paient les frais.

En fait, on fait face à l'effondrement total des infrastructures du pays et le système de santé n'est pas épargné. Et cela n'alerte personne même le principal dirigeant de l'Exécutif, le Premier ministre Ariel Henry qui est un neurochirurgien, qui dans le passé exerçait dans les plus grands hôpitaux du pays et enseigne dans nos meilleures facultés de médecine.

C'est dans cette perspective, que l'organisation des droits humains Action internationale pour les droits humains (Aidh) exprime ses vives préoccupations par rapport à la grève des médecins résidents de l'Hôpital de l'université d'État Haïti (Hueh). Et dans une note datée du 16 janvier 2023, l'Aidh signale que la majorité des gens qui y étaient hospitalisés, ont été renvoyés chez eux.

L'organisation profite pour exhorter les grévistes à ouvrir un couloir humanitaire pour permettre aux personnes blessées et malades d'urgence de recevoir les soins appropriés, puisque le service d'urgence ne fonctionne pas actuellement.

L'organisme Action internationale pour les droits humains invite les autorités gouvernementales à satisfaire les revendications des travailleurs de la santé puisque selon l'article 25 de la déclaration universelle des droits humains.

« Tout personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires » D'autant plus, selon l'article 19 de la Constitution haïtienne de 1987 *« L'État a l'impérieuse obligation de garantir le droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la déclaration universelle des droits humains »*

Le Binuh change de commandeur



Cérémonie de décoration du successeur de Mme La Lime Pape Samba Mbodj



Mme Helen Meagher La Lime et le Secrétaire Général des Nations Unies António Guterres

Par Isabelle L. Papillon

Le Commissaire de police Divisionnaire de Classe Exceptionnelle Pape Samba Mbodj, d'origine sénégalaise, vient d'être nommé par le Secrétaire Général des Nations Unies António Guterres, à la tête de la composante du bureau des Nations-Unies en Haïti. Il remplace à ce poste Mme Helen Ruth Meagher La Lime, dont le mandat expiré le 14 janvier 2023 n'a pas été renouvelé.

Rappelons que le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a été formé par le Conseil de sécurité le 25 juin 2018 et entra en fonction le 16 octobre de la même année pour remplacer la Mission d'appui à la justice des Nations Unies en Haïti (MINUJUSTH). Mme Helen Meagher La Lime des États-Unis a été nommée le 14 octobre 2019 comme Représentante spéciale pour Haïti du Secrétaire général des Nations Unies, et Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH).

Son départ n'interpelle personne en Haïti, sauf les personnes qui vivent aux dépens de sa mission. Pour nous autres, du journal, il ne s'agissait pas de changer le chauffeur et de conserver le véhicule destructeur qui nous enfonce davantage dans le désastre.

Si La Lime jouait le rôle de commandeur pour les puissances impérialistes, la position de Pape Samba Mbodj ne sera pas différente. Il ne s'agit pas de remplacer l'américaine par un sénégalais ou par un haïtien qu'importe, ce n'est pas les affairistes, les soumis, les instruments au service d'un système criminel agonisant qui nous préoccupe.

La réalité est toute autre. Cette organisation : le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), est le symbolisme du colonialisme, il n'a pas sa place dans notre pays qui n'est plus une colonie.

Le rêve et la volonté du peuple haïtien est d'une Haïti libérée de toute contrainte internationale, de toute forme d'occupation policière, civile ou militaire.

Contre Mme la Lime ou Pape Samba Mbodj, se sera le même combat contre l'ingérence et pour notre souveraineté!

Lèt pou Etazini, Kanada, Lafrans ak manm Core Group yo



Claude Louis

Soti bò kote : Pèp ayisyen
Sijè : Lèt apresyasyon pou kowalisyon peyi "Zanmi Ayiti"
Dat: 11 novanm 2022

Zanmi nou yo,

Nou dwe nou, mezanmi, si Ayiti jwenn bourad nan chèche pou li oto-sifizan, si nou fè anpil pwogrè alawonnbadè, deplase sòti nan 170yèm nan Endis Devlopman Imen pou rive nan plas youn nan pi bon peyi sou tè a. Papadoc, diktatè ayisyen an, te di yon fwa "rekonesans se lachte", men kontrèman ak li, nou chwazi rete yon nasyon rekonesan.

Noumenm pèp Ayisyen, nou pa jwenn bon mo, pou n di kijan nou rekonesan, sitou pou zanmi Ameriken nou yo. Lè w te pote yon pati nan rezèv lò w yo la jis anvan okipasyon an. Lè w te elimine kochon kreyòl nou yo anba Babydok, nonm san pitye a, kòkòday ou nan rejyon an, ou montre nou konbyen ou pran ka nou. Depi jou endepandans nou an, lè nou te goumen pou libète, nou te rete bò kote nou. Menm jan li te di a, gwo jwè ka rekonèt gwo jwè. Sèl diferans ki te genyen, ou pa te esklav anba men Britanik yo, li te plis yon ti batay ant frè ak frè.

Paske ou pa t vle kanpe sou kote pou gade nou k ap depafini, ou te rive nan lane 1915 epi chanje lavi nou pou tout tan. Se te peryòd ki te pi bèl e rich nan listwa nou an. Lè ou te kite nan lane 1934, ekonomi an te fin refè. Envestisman ou nan enfrastrikti ak ledikasyon te poze fondasyon pou devlopman ak estabilite nou ap jwi jodi a. Menm Papadok asasen an te koute w.

Nan lane 1987, nou te vle Leslie François Manigat paske nou te panse li pa t nan bagay malonèt ak koripsyon e li te wè pi lwen pase moun ki te la anvan li yo. Men, ou deside li pa t bon ase. Se poutètsa, ou te ede nan retire l apre kat mwa tou kout, sa ki montre tout moun, ou te gen pi bon plan pou Ayiti. Ou te montre nou chak tan nan domèn pran desizyon, menmlè noumenm Pèp la ap viv sou tè a, ou konprann reyalite nou pi byen pase nou pap janm ka konprann li – epi ou toujou gen rezon.

Nan lane 1990, lè vag la te pete epi Aristide te pran plas la, devan nonm prensipal ou a, Marc Bazin, ou te aksepte rezilta a, jan li ta dwe ye nan yon demokrasi. Nou te kontan vire paj la epi ou te bò kote nou. Anplis, lè oligak yo te vle mete l atè apre sèt mwa sèlman, ou te kanpe sou chimen yo. Se te yon tan rèd anpil. Ou te fè tout sa ou te kapab pou kenbe demokrasi vivan. Malerezman, lame a te twò pisan. Ou te pèdi pandan yon ti tan, men nan lane 1994, twa zan apre, ou te genyen yon viktwa pi gwo toujou lè Prezidan Clinton te pote l tounen devan yo.

Lè kèk moun te soufle nan zòrèy ou pou w te enpoze yon anbago sou Ayiti, ou te voye lide sa jete. Ou te di "Ki jan ou ta ka pini pèp la – vwazen ou ak zanmi ou yo ?" Anplis, yon anbago toujou afekte moun ki pi pòv yo. Ou deside se sèlman oligak rich ki dèyè koudeta a ki ta dwe pini – se pa bèl pèp Ayiti ou renmen anpil la. Se te pi bèl bagay tou lè Prezidan an egzil la, ki renmen nou anpil la, Jean Bertrand Aristide te deklare li ta pito rete nan egzil pase l ta fòse yon anbago sou pèp ki renmen li an pou yo ka remete l kòm Prezidan. Li te tankou yon nasyonalis ki ta pito mouri pou pèp li a.

Lè Prezidan Clinton te fè Prezidan Aristide tounen, ou pa t janm pote pwòp lame pa w pou pile tè zansèt nou yo, nan respè pou konstitisyon nou an. Youn nan premye aksyon ki pi enpòtan yo se te demantèlman lame kòwonpi a, machin koudeta a, enstabilite politik ak vyolasyon dwa moun nan. Ak sipò Prezidan Aristide, ou kreye polis nasyonal la, fòs ki bon nèt nou te toujou bezwen an. Tranzisyon an te fèt swa. Enstitisyon sa a – kontrèman ak lame a – fè peyi a jwenn plis sekirite.

Depi travay ansanm ak gwoup D.E.A., kontrebann dwòg pase Ayiti rive Etazini se kounye a li pi ba nan Karayib la ak Amerik Latin nan. Li pa janm patisipe nan konfli enterè politik yo – li pa janm sèvi oligak yo epi li pa janm manyen lajan yo. Kontrèman ak lame ak tonton makout yo, polis nasyonal nou an pa teworize pòv sitwayen nou yo pandan manifestasyon kont gouvènman koripsyon an. Koripsyon se depi lontan sa mouri sou zile a. Anplis de sa, eleksyon nou yo jis kounye a gras ak pwofesyonalis polis nasyonal la, ak gras a ou menm, bèl zanmi Ayiti.

Nou regrèt bagay yo te sòti nan lane 2004, lè Jean Bertrand Aristide, dezyèm vèsyon an—nonm pèp la ou te pran inisyativ pou fè tounen nan lane 1991 la—pa te yon prèt oswa yon popilis ankò, men yon pechè ki ka kòwonpi. Ki moun ki konnen sa ki rive l ? Petèt yo jete yon sò vodou sou li epi yo te travèse emisfè serebral gòch li al nan dwat la. Moun vodou sa yo pafwa fè bagay medsin lòt kote poko ka fin konprann. Li te pèdi enterè nan pèp la pou asire zafè pòch li. Pèp la te vle li ale, kidonk ou te koute l. Ou te fè l desann epi asire w fòs polis ou te kreye a te nan travay la san yo pa tire yon sèl kout bal.

Apre li fin ale, ou te kite plas la pou gran sèvitè w, bon moun, Gérard Latortue, pou l dirije yon gouvènman tranzisyon. Nan de lane, Gérard fè yon mirak, kote peyi a vin pasifik e li òganize eleksyon René Préval, prezidan ki pa janm bwè plis pase dis gòdèt alkòl kri pa jou.

Pandan tranzisyon sa a, yon lòt fwa ankò, ou deside pa mete lame ou yo sou tè Papa Desalin lan. Lapolis te pran swen li poukont yo. Nou te konnen ou te toujou dwat nan sa w ap di—ou toujou konnen sa ki pi bon pou nou. Lame a ta kraze tout bagay. Yo ta jwenn yon fason pou kreye yon koudeta; se te sèl bagay yo te bon ladan l, ak touye ti pèp la. Lè sa a, nou wè klè Ayiti pa t bezwen yon lame.

Nan lane 2010, apre tranblemantè a ki te kapab touye prèske 500,000 moun nan Kiba oswa menm Kalifòni, sistèm medikal ijans, ponpye ak premye sekouris ou te ede nou antrene te redui kantite sa a sèlman kèk santèn viktim. San gwo lopital sa yo ou te bati pou nou ak doktè ou te ede nou fòme yo, li ta yon dezas. Ou toujou sanble ka ede nou wè bagay nou pa t ap janm wè pou tèt nou.

Nou te sezi wè gouvènman an te bay kay pou tout moun, tankou manje, rad, èkondisyone ak chofaj, klas pou timoun ki pa entène, ak pwofesè pou kèk fanmi sanzabri yo. Nou te rekonesan tou pou misyonè ou te voye priye pou nou yo. Nou pa konnen si se akoz baryè lang, men anpil fwa, si ou pa vin priye pou nou, mirak pa fèt. Sis fanmi te jwenn anpil benediksyon ak priyè sa yo, paske Lakwa Wouj te depanse tout $500,000,000 yo te ranmase pou konstwi yon chato pou chak fanmi.

Pandan kanpay eleksyon 2011 yo, nou te tèlman avèg nou te chwazi yon fanm prezidan ke nou te panse se te pi bon chwa pou epòk la paske lòt kandida pati "Tèt Kale" te mwatye alfabetize e yon entimidatè kap desann pantalon li devan moun. Ou leve, ou chwazi l paske li te je fèmen pi bon chwa a. Nou pa di la a rezilta yo pa bon, non, se pa sa nou vle di. Nou rive konprann kèk fwa, menm nan yon peyi demokratik, si yon moun se yon danje reyèl pou sosyete a epi li pare pou chanje wout ak prensip ki te etabli yo, ta dwe gen fason pou sispann yo.

Dam sa a te twò save e sa t ap yon gwo egzanp pou jèn kretyen nou yo. Nan peyi nou, twòp ledikasyon se rasin tout sa ki mal. Li petèt ta eseye montre Bondye pa egziste epi Karl Marx ta sovè a pito. Nou te soulaje paske ou te dekouvri l anvan nou; sinon, se li ki t ap prezidan e peyi a ta pran yon chimen diferan nèt.

Pandan diskou inogirasyon prezidan w mete a, li te di peyi a te ouvè pou biznis – tout kalite biznis. Ak yon pati nan 4 milya ki soti nan kòb Petro Caribe Venezyela a, gouvènman li a te konstwi 25 estad nan peyi a. Kounye a, estad nou yo pi bèl pase sa ki nan nò Amerik la. Anplis de sa, jwè yo renmen pase tan sou plaj nou yo. "Se yon bèl kote pou yon retrèt fanmi," se sa Clint Dempsey te di sou "Île à Vache" nan yon ti pale apre match pandan Gold Cup 2015 la nan estad Laurent Lamothe la.

Pandan 11 lane ki sot pase yo, ak pati Tèt Kale ki te dirije zafè nan peyi a, jan ou te deside epi anba sipèvizyon rèd ou, kalite lavi nou te vin bon nèt. Nou gen nouvo tren ak bon kondisyon transpò, lopital modèn ak lekòl nan tout peyi a. Kounye a nou gen yon pousantaj alfabetizasyon 99.96%.

Lè dyaspora te konseye yon taks anplis $1.50 sou chak transfè lajan ann Ayiti pou chak timoun te ka resevwa yon ledikasyon, pwopozisyon sa a te al tonbe lwen gouvènman an paske, ak sipò ou, chak timoun ann Ayiti resevwa yon ledikasyon egal ak ledikasyon timoun Ozetazini, Lafrans oswa Kanada. Ou te di timoun yo se lavni, kidonk ou te mete aksan sou ledikasyon.

Premye manda rejim Tèt Kale a, sòti 2011 rive 2015, te antre nan liv istwa yo. Ekonomi an te grandi pa 15% ak PIB pou chak grenn peyizan te monte a 40,000, twazyèm sèlman apre Etazini ak Kanada nan rejyon an. Rapè Ameriken Kanye West (Ye) te achte yon ti zile ann Ayiti, kote li planifye pou pran retrèt ak preche levanjil la.

Nan senkant ane li, rapè ayisyen Wyclef toujou ap eseye fè mizik pou jwenn kèk kòb pou achte zile Latòti. Nou te sezi wè l pa t asiste tiraj lè l te bay kandidati pou prezidan. Li t ap dirije yon òganizasyon ki pa t gen objektif fè lajan, ki te fè yon bon travay apre tranblemantè a, ki pwouve li te kapab dirije peyi a avèk siksè menm jan ak òganizasyon li a. Kòm pèp Ayiti, nou trè fyè li te pran drapo nou tout kote li te ale.

Sa gen anviwon yon lane yo te asasinen prezidan nou te renmen anpil la. Malerezman, nou toujou pa konnen sa ki te pase. Paske te gen anpil pati ki enplike, li difisil pou konnen ki jan sa te pase. Gen moun ki di se te moun andedan, pandan lòt moun di li te planifye. Men, nou kwè, jiskaprezan, lòt peyi ak zanmi Ayiti te prevwa e nan kèk ka, menm te ka anpeche evènman konsa rive, menm si yo te soti anndan. Gen moun ki di li te yon bon moun—se pa manti. Se moun ou te chwazi pou nou an ki te jis anvan li a ki te chwazi li. Li te gen ase lajan pou l te gen 25 machin chè nan kòtèj li a, men li pa t kapab peye yon kay nan yon katye ki pi fre. Li te rete toupre yon ravin, men nou pap jije moun sou preferans yo.

Lè moun mande videyo kamera siveyans lan, tout moun peze bouton bèbè a. Gen kèk ki di ke li te gen yon gwo sekrè li te vle met deyò, men nou pa konnen si se te verite sou plantasyon bannann lan oswa moun kap fè trafik dwòg nan pati Tèt Kale a. Antouka, nou te vrèman sezi wè, pou yon fwa, zanmi nou yo, peyi kowalisyon zanmi Ayiti yo ak Core Group la, pa t gen okenn lide sa ki te rive prezidan an, yo pa t konnen si te gen yon menas e yo pa t konnen tou si mèsenè yo te achte zam yo nan men yon konpayi nan Florid.

Konsekans lanmò li te pi rèd toujou. Pandan pèp la te fristre paske zanmi nou yo te lage prezidan nou an pou premye fwa, rimè te vire sou yon lis long nan moun ki ta ka patisipe nan zak asasinay sa. Sezisman pèp la, se wè youn nan yo, Doktè Ariel Henry, ki pa t ka sonje li te gen plizyè konvèsasyon menm swa a ak yon moun ki te akize pou l te planifye asasinay la, te chwazi pou yon inosan nan je zanmi nou yo ki soti nan Core Group la pou ranplase Prezidan an kòm Premye Minis.

Lè jij ki te sou dosye a te di Mesye Henry te dwe parèt nan tribinal ak avoka li yo pou reponn kesyon ki gen rapò ak konvèsasyon li te genyen nan lannwit sa a ak moun ki te sispèk la, li revoke jij la. Yon jou, nan televizyon, li te di li tèlman pisan li te kapab deklare lagè. Nou tout konnen Ayiti pa gen lame ankò, men moun yo mal entèprete sa li vle di. Antanke kretyen, li te vle di ak lame li a nan syèl la, li te kapab deklare lagè kont nenpòt move fòs nan espas.

Opozisyon sosyalis an Ayiti kontinye ap pale sou gang. Men, prèske pa gen gang isit la. Gwoup ki pi pre gouvènman an, se yon revolisyonè ki te deja yon ofisye lapolis ki ap dirije l. Akoz tanperaman li nan lapolis la, gouvènman an te panse li ta yon gwo avantaj si li te dirije yon gwoup 1,000 sòlda (ankò, se pa manm gang) ak zam ak AK, ak fizi atak pou goumen ak lapolis, ki te jis gen zam 9mm. An Ayiti, nou pa fè zouti pou lagè. Se poutèt sa, mèsi espesyal pou Etazini paske yo te ban nou yo, ak gouvènman nou an paske yo te kite yo pase nan ladwàn epi fini nan men gwoup sitwayen inonsan sa yo.

Se yon ti gwoup sosyalis ki byen monte konplo sa, ki fè jalouzi pou dekouvèt nou an kont gouvènman ki gen tout pouvwa a gwo doktè, sovè ak wa Ariel Henry, lidè kretyen nou an, "nonm san peche a" ou menm, ak Madam Helen La Lime (sitwayen Ameriken ak Reprezantan Espesyal Sekretè Jeneral Nasyonzini an Ayiti) ak Core Group ki nonmen l pou dirije isit la. Anplis de sa, ak yon tweet, pou tout moun nan lemonn ka temwen nivo transparans ak pi gwo respè pou konstitisyon ayisyen an.

Pwoblèm gang lan se yon fo pwoblèm, pi gwo nan syèk sa. Travèse Matisan vin likid. Chak wikenn, etidyan Pòtoprens ap rasanble nan plaj Jakmèl ak Côte des Arcadins. Kote tankou Cité Soleil, La Saline, Bel-Air, ak Croix-des-Bouquets vin tounen yon destinasyon pou touris.

Nou pè lè ou ede nou anpil, sitwayen nou yo isit la pral nan jou k ap vini yo gen yon pi bon kalite lavi pase sa ki lakay ou yo. Pa gen rezo kidnapin tou. Sa a se yon lòt fwa ankò yon fo pwoblèm, yon konplo pa opozisyon gòch la pou l ka vin sou pouvwa a. Swadizan kidnapin 17 Ameriken sa yo se te fo nouvèl tou, yon istwa byen monte pou fè nou parèt move moun.

Gouvènman an te fè yon bon travay nan mobilize tout fòs li yo pou konbat kèk gang – sa yo nèg sosyalis gòch yo te kreye yo. Nan yon pwen, te gen foto yo pou montre yap chèche yo toupatou. Yo te arete pifò nan yo e kounye a yo nan prizon nan Penitansye Nasyonal la. Se sèlman kèk nan yo ki rive sove epi al kache nan mòn yo. Nou kwè nou te genyen batay sa a. Jodi a, lapolis pa gen anpil travay.

Nou kwè sistèm jidisyè nou an se lank ki pi pisan ki asire sekirite peyi a. Jij nou yo pa janm aksepte pran anyen nan men koupab yo pou met nan prizon moun ki pwouve inosans yo, paske yo pa ka achte libète. Nou pa janm kite timoun nan detansyon jivenil pou 10 lane oswa plis san nou pa pase devan tribinal ak yo. Bagay sa yo pa janm rive isit la. Gras a milyon djòb ou te ede nou kreye, gen mwens moun nan prizon. Petèt, tankou Olandè yo, nou pral fèmen kèk nan prizon nou yo. Nou ta dwe konstwi plis inivèsite. Nou ka menm fini jwenn remèd pou kansè.

Anreyalite, pwoblèm prensipal nou an isit la se gwoup elit gòch sa a ak fo nouvèl sou rezo sosyo yo. Yo pataje tout pwopagann yo vle pou eseye devye pèp la ak piblikasyon sou Facebook ak Twitter. Pandan tan sa, nou pa janm tonbe. Yo akize Prezidan Trump li trete Ayiti tankou yon "peyi kaka", sa ki pa vre —li pa janm di sa. An reyalite, Prezidan Trump renmen Ayiti. Li tèlman travay di ke li menm tweet sou sipò li bay Prezidan Jovenel a 3zè nan maten pandan l ap manje McDonald's. Li planifye pou l òganize katriyèm maryaj li yon jou sou plaj Okap.



Medya yo menm te eseye gaye move konsepsyon Etazini te pran rezèv lò Ayiti nan lane 1914 epi yo pa janm retounen li. Yo te bay manti sou Prezidan Clinton ki te kraze pwodiksyon diri Ayiti pou zanmi li yo nan Arkansas epi Etazini te bay presyon pou aplike lwa ki diminye kòb sou machandiz enpòte soti nan plis pase 30% rive nan 3%, ki se yon gwo manti.

Medya yo te menm rayi Prezidan Barrack Obama. Yo mande "Kouman fè premye prezidan nwa Etazini an pa janm vizite premye repiblik nwa a ?" Yo toujou ap fè konnen si pa t gen yon revolisyon ayisyen, sa t ap pran 100 rive 200 lane ankò nan esklavaj pou yon lòt Dessalines oswa Toussaint te wè limyè a. Yo pa t di Airforce One te deja sou wout li pou Ayiti, lè prezidan an te resevwa yon apèl sou yon seremoni vodou deyò ayewopò a kote gwoup gòch la te planifye fè maji pou fè l tounen yon towo yon fwa li rive la. "Fè atansyon ak moun vodou sa yo, Barrack, paske yo ka fè moun tounen nenpòt bèt," se sa manman Michelle te di Prezidan Obama pandan li tap gade nan yon glas maten sa a. Obama te pè e li te bay pilòt la lòd pou l vire tounen.

Plis pase 26,000 touris ayisyen debake sou asfalt la nan Pòtoprens jiskaprezan anba administrasyon Biden. Men, pèdan sosyalis yo te akize gouvènman ameriken an depòte plizyè santèn ayisyen lè an reyalite moun sa yo se dyaspora ayisyen rich ki retounen lakay yo paske yo tande peyi a vin tounen bonjan Wakanda a.

Medya yo ap lave sèvo timoun nou yo pou yo fè yo kwè yo bezwen aprann istwa yo, e li pa te byen rakonte paske se menm moun ki te opresè yo ki te rakonte l. Ebyen pitit nou yo pa bezwen sa. N ap byen pase, men move gòch sa yo ap eseye detounen lespri yo pou yo gen rayisman nan kè yo. Medya yo te ale pi lwen toujou lè yo te anseye pitit nou yo ke gran zanmi nou an, Lafrans, te mande yon kòb pou endepandans nou. Men, yo p ap janm ka pwouve sa paske yo pa gen resi. Lafrans ap toujou rete ak Ayiti, basyon libète, basyon libète.

suite à la page(6)

Situation de crise politique en Haïti : Les conséquences d'une Révolution inachevée…



Aujourd'hui, chaque compatriote devrait prendre le temps de réfléchir à ce cri rageur de Jean-Jacques Dessalines : « Vivre libres ou mourir! » D'en trouver la signification exacte!

Par Robert Lodimus

« La pauvreté est la source de tous les problèmes de l'humanité. Enrayez-la et la terre redeviendra pour tous le paradis qu'elle fut à la Genèse… »
(Robert Lodimus)

Quelle tristesse pour les citoyens de ce pays qui a écrit le meilleur chapitre du livre sacré de l'histoire des peuples libérés de l'Europe coloniale! La République d'Haïti, le modèle phosphorescent, illuminant de l'**Union**, de la **Liberté**, de l'**Indépendance**, de la **Souveraineté**, de la **Solidarité internationale**… est devenue, au cours de deux centenaires d'existence, un exemple d'échec, d'incompétence, d'effondrement, de dégradation, de décadence… Et pourtant, quel début extraordinaire! Des discours enflammés, tonitruants résonnaient le 1er janvier 1804 sur la Place d'Armes de la ville des Gonaïves. Des généraux fiers, debout dans leurs uniformes de combat, ovationnés par la petite foule réunie en la circonstance, clamaient leurs exploits à l'envergure épopéenne contre les puissances esclavagistes. Ces officiers et soldats vaillants, téméraires venaient de construire un pays. Créer une Nation. Fonder un État. Sur la terre d'Haïti, la «**Liberté** » ne porte pas le sceau, la marque de « faveur » des « colons blancs ». Comme dans certaines régions de l'Afrique. Elle est le fruit incontestable de grands sacrifices humains, du sang, de la bravoure, de la guerre victorieuse… Cette « **Liberté** » a été gagnée avec les boulets des canons redoutables et à la pointe des baïonnettes impitoyables. Pour paraphraser le colonel Paulin [1], nous dirions que la croix des religions nous a été donnée par les colonialistes, par les impérialistes, par les hégémonistes. Ceux-ci peuvent la reprendre. Mais quant à notre « **Liberté** », notre « **Indépendance** » et notre « **Souveraineté** », nous les avons gagnées et conquises sur le champ de bataille. Personne ne devrait s'arroger le droit de nous les enlever.

C'est ce pays, hélas, que les États impériaux tentent d'assassiner après avoir passé plus de deux cents ans à le torturer. À persécuter son peuple. À détruire ses terres cultivables. À piller ses ressources naturelles. À voler ses réserves d'or. Contrairement à ce que nous écrivions précédemment dans nos analyses politiques et nos éditoriaux, « **la République est en train de mourir** ! » Et comble de malheurs, il n'y aura peut-être aucun «Prophète » pour la guérir voire, – advenant le pire –, la ressusciter ! Elle décèdera dans l'indigence! Par manque de vision sociale, politique et économique! L'état actuel d'Haïti n'est-il pas une déception pour la mémoire de Toussaint Louverture, de Jean-Jacques Dessalines, d'Alexandre Pétion, d'Henri-Christophe, de François Capois dit Capois-La-Mort…, qui voulaient faire œuvre qui vaille, en sacrifiant leur existence, en exterminant ou en chassant les colonisateurs féroces!

Aujourd'hui, Haïti figure sur la liste des pays les plus détestés par les États du G7. Les gouvernements néocolonialistes utilisent tous les stratagèmes pour réduire, affaiblir ou détruire Cuba, Haïti, Iran, Russie, Venezuela, Nicaragua, Chine, Corée du Nord… Et pourtant, Haïti n'a jamais nourri la moindre prétention d'acquérir les technologies de l'enrichissement de l'uranium qui permettent de fabriquer des armes de destruction massive. En quoi serait-elle une menace effective pour les États-Unis, le Canada et la France, – entre autres –, qui s'acharnent sans répit contre elle? Et cela, dès le premier jour de sa naissance! L'armée indigène, celle qui avait battu copieusement et exterminé sans pitié les troupes de Leclerc et de Rochambeau, celle qui faisait trembler la République dominicaine, n'existe plus depuis l'occupation étatsunienne de 1915. Elle a été démantelée et remplacée par une garde nationale servile et antipatriotique. Actuellement, Haïti n'a pas d'armée. Seulement une force de police aliénée, qui n'a même pas les moyens d'assurer la sécurité de la population et la sienne. Les chefs d'État haïtiens, – faudrait-il exclure l'empereur Henri Christophe –, sont-ils parvenus à exercer librement le pouvoir politique? Ceux-là qui ont tenté de résister aux pressions des puissances impérialistes, ne l'ont-ils pas fait jusqu'ici à leurs risques et périls?

Cette situation de vassalisation permet d'expliquer les causes des nombreux coups d'État qui jalonnent le parcours historique du peuple haïtien. Le 13 mai 2011, Thomas Vampire [2], sous le titre de « **De coups d'État en dictatures, l'histoire convulsive d'Haïti** », écrit dans Le Figaro : « *L'ancienne colonie n'a quitté l'esclavage que pour plonger dans deux siècles de chaos politique. Entre 1804 et 1957, quelque 24 chefs d'État sur 36 seront renversés ou assassinés. Pour ajouter à ces difficultés, les Américains décident à la faveur de la première guerre mondiale d'occuper militairement le pays, jusqu'en 1934. Une occupation dure, qui ne permet pas au pays de sortir de la misère. L'épisode crée malgré tout des liens durables : par la suite, plus d'un million d'Haïtiens se sont réfugiés aux États-Unis, en Floride surtout.* »

Haïti, pays sans capacité de productivité et de production, pays de flétrissement de l'économie et de la finance, parle jusqu'à présent le langage de la mondialisation ou de la globalisation. Des concepts inventés par les « *7 puissances étatiques prédatrices* » pour continuer l'écrasement systématique des nations défavorisées. Pour augmenter la dépendance économique et politique des régions déjà appauvries de la planète par rapport au « **Capital** ».

Pouvons-nous utiliser le mot « *dégénérescence* » en vue de caractériser, de qualifier la dictature, la misère et la décadence qui persécutent les Haïtiens. Depuis sa fondation, Haïti n'a-t-elle pas toujours été un tombeau ouvert pour les couches marginales de sa population ? Elle offre jusqu'à présent au reste de la planète le spectacle désolant, déroutant d'une multitude de misérables écrasés, aplatis, enterrés sous une avalanche de tragédies.

Le mouvement insurrectionnel conduit par les héros de l'indépendance n'a pas changé substantiellement le sort des victimes de la colonisation et de leurs descendants. Le résultat qui devrait s'apparenter à une véritable « *Révolution sociale, politique, économique et culturelle* », tarde à venir. L'abolition de l'esclavage n'a pas emmené les Haïtiens vers le bien-être qu'ils convoitaient à l'époque où ils se trouvaient dans les chaînes. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'ils devraient y rester. Seulement, il faut le reconnaître : le pays que nous avons construit, la Nation que nous avons fondée, l'État que nous avons créé n'a jamais pu atteindre les rives de l'autodétermination. Y a-t-il de « Révolution » totale, complète sans « Résultats » concordants et complémentaires ?

Comprenez bien! Il ne s'agit pas de banaliser l'exploit de nos ancêtres africains transplantés en Amérique sous des conditions d'humiliations indescriptibles, qui ont réussi à nous léguer ce pays : même s'il fonctionne, – malheureusement –, avec un État clopin-clopant, estropié à la naissance! La « Liberté » constitue-t-elle le but ultime du déclenchement d'un mouvement de « Révolution »? Il existe assurément d'autres réalités subjectives à la base d'une telle entreprise.

Paul Schrecker [3] a publié dans Les doctrines politiques modernes une étude philosophique intitulée « **Kant et la Révolution française** ». L'auteur nous apprend: « *Le progrès réalisé par la Révolution ne se borne donc pas seulement à l'organisation politique et sociale de la nation qui l'a faite; il embrasse l'humanité civilisée toute entière, en actualisant sa disposition morale latente, en provoquant son enthousiasme pour l'idéal de justice et en favorisant, par là, la fraternité cosmopolite exigée par l'idéal.* »

Les êtres humains sont disposés à mourir pour conserver leurs droits naturels qui demeurent, constituent les seuls garants de toutes les formes de bien-être rattachées à la plénitude de l'existence. La « Liberté » en fait partie. Nous ne voulons pas être libres pour « **Périr** ». Mais pour «**Vivre** ». Sinon, à quoi bon de l'être, si chacun des bénéficiaires est condamné à rester prisonnier dans la caverne de l'allégorie platonicienne, expliquée, définie dans le **Livre VII de la République**? Sans qu'il ait la possibilité de contempler le « *soleil de la désaliénation* » qui donne accès de manière inclusive à un monde nouveau! Cette « **Liberté** » ne serait-elle pas tout bonnement une « *hallucination* »? Une « *illusion* » naïve?

Dans le roman de Jacques Stephen Alexis, Compère Général Soleil, le héros, Hilarion Hilarius, est mort avec le cœur léger et la conscience soulagée. Il eut le temps de sortir de la « *caverne de Platon* » pour admirer le soleil libérateur dans un ciel nébuleux et un firmament tourmenté. Maurice Lemoine, dans Sucre Noir, a fait vivre la même sensation à l'ouvrier Paco Torres, après que la balle mortelle a traversé sa poitrine en plein meeting. Le bracero est assassiné au milieu de l'assistance. Comme Malcolm X. Sa mort est recouverte du voile de l'espérance. Elle n'est donc pas vaine. Même si les retombées sont encore loin d'être satisfaisantes. Il ne faut pas perdre la foi, comme l'Apôtre Pierre [4] qui cessa de regarder en direction de son « Maître » et qui s'enfonça dans les eaux de l'océan. Marcher en toute confiance. Sans détourner les yeux des objectifs spécifiques du grand combat pour la «**Libération** » et pour la « **Justice** ». Voilà la préoccupation des nombreux partisans du chambardement total du vieil ordre mondial!

Aujourd'hui, chaque compatriote devrait prendre le temps de réfléchir à ce cri rageur de Jean-Jacques Dessalines : « **Vivre libres ou mourir!** » D'en trouver la signification exacte! « **Vivre libres** » impliquait les conditions que la société aurait dû remplir pour assurer le bonheur individuel et collectif : faire des femmes, des hommes, des enfants, bref, de nous tous, des citoyens qui jouissent totalement de nos droits politiques, qui s'acquittent de nos devoirs civiques envers la patrie…

La révolution française de 1789 a aboli, dans un premier temps, la monarchie en France. Il y a eu une transformation graduelle et radicale du mode de fonctionnement sociétal : nouveau type d'État codifié dans une nouvelle constitution. Aurions-nous besoin d'élaborer sur les événements sanglants qui ont bouleversé l'ordre sociopolitique de la France, suite à l'anéantissement du royaume? Ou en Russie, après l'annihilation du tsarisme qui entraîna froidement l'exécution des Romanov? Beaucoup de livres en font mention. De nombreux documentaires cinématographiques retracent la prise de la Bastille qui conduisit Louis XVI et Marie Antoinette à l'échafaud.

Dans quelle mesure la mort de Toussaint-Louverture, de Jean-Jacques Dessalines, de Boisrond-Tonnerre a-telle permis aux masses populaires haïtiennes de vivre dans une société de droit? Les descendants des esclaves africains ont-ils appréhendé le sens des sacrifices que leurs devanciers se sont imposés? En sont-ils arrivés eux-mêmes à matérialiser les idéaux de grandeur qui motorisaient la bravoure des Africains sur les champs de bataille de la Ravine-à-Couleuvres, de la Crête-à-Pierrot, de la Butte Charrier, de Breda, de Vigie, de Vertières…?

Certes, les esclaves voulaient la « Liberté » pour eux-mêmes et pour les générations subséquentes. Cependant, de l'esclavage pratiqué par les métropoles européennes, la République d'Haïti est passée à celui instauré par une petite clique de nantis composés de mulâtres antinationaux, de Syriens et de Libanais avares et voraces, qui n'ont aucune reconnaissance envers la population qui les a accueillis avec leurs baluchons de fugitifs pariatisés. Cette terre n'est-elle pas devenue la nouvelle patrie des Boulos, des Mevs, des Apaid, des Brandt, des Madsen, des Baker, des Bigio… ? Pourquoi ces gens-là, – comme dirait Jacques Brel –, traitent-t-ils avec dédain les indigènes qui leur ont permis d'avoir un pays, un passeport, un toit, une famille, et qui ont largement contribué à leur réussite socioéconomique?

Étymologiquement, le terme « révolution » vient du latin « *revolvere* » qui signifie « *rouler en arrière* [5]». La Toupie lui donne cette définition : « *Sur le plan politique, une révolution est la suppression de manière brutale et parfois sanglante de l'ordre établi et du régime politique en place ainsi que son remplacement par une forme de gouvernement. Le propre de la révolution, par rapport à une révolte, une insurrection, une réforme ou un coup d'État est* ***l'instauration de manière irréversible d'un ordre nouveau****. Bien que souvent présente dans la révolution politique, la violence n'est pas nécessaire pour caractériser celle-ci. Ce qui importe est avant tout l'ampleur et la rapidité des changements.* »

Faudrait-il remettre en question le concept de « Révolution » attribué, – à tort ou à raison –, à la lutte des esclaves qui a abouti glorieusement, –comme vous le savez –, à l'abolition de l'esclavage institué par les colons européens à Hispaniola et

suite à la page(16)

Fenomèn Afèlyon : Ki sa l ye ?

J. Fatal Piard

Pou jan l fè frèt la a
Sanble se Bwadenn
Ki voye fredi sa a
Pou n ka fè estaj
Pawòl lari a

Enfòmasyon nou dwe konnen

Menmjan ak 30 jij sa a yo lajistis kwape paske yo maton an ekzèsis paserye, vin frèt kou nen chen, se konsa sa ye anpil kote nan peyi a. Wi, depi kèk jou anpil kote nan peyi a, anpil moun ape plenyen kòmkwa l fè twò frèt. Yon mak fabrik fredi peyi a pat ko janm konnen. Men, ki sa k do fè sa ?

E, ta sanble fredi sa a la pou jis fen mwa mas yo konsa. Men sa pou nou sonje sitou. An n chache konprann ki sa k esplike sa. Selon enfòmasyon nou rive jwenn, nan moman an moun Ayiti ap fè eksperyans ak sa yo rele Fenomèn Afèlyon an. Se sa moun ki maton nan lasyans ki okipe domèn metewoloji ak kesyon klima a yo esplike. Sa vle di tè a chak jou piplis ap vin pi lwen ak solèy la.

Afèlyon an, se pa yon fenomèn nou ka wè ak je. Men nou ka santi l nan kò nou pou jan fredi sa a pral panike nou anpil. Sitiyasyon fredi dwòl sa a ap dire jis nan finisman mwa mas la. Depi kounye a, chak jou ki pase l ap fè pifrèt. Fredi makawon sa a se yon bagay k ap rive pou premye fwa nan peyi a. Sa kab lakòz anpil moun vin gripe, yo pral touse sanrete, y ap gen pou yo anrimen, y ap gen anpil fikilte pou yo respire.

Pou ride kò a konbat anba fenomèn Afèlyon sa a fòk nou blende defans nou. Fòk nou pran anpil vitamin ki kab ride kò a vin pi djanm. Distans ki separe tè a ak solèy la se sa yo rele 5 minit limyè ki vle di 90 000 000 kilomèt. Se konsa l te ye anvan. Men, Afèlyon an vin fè tè a vin pi lwen toujou ak solèy la ankò. Ak Fenomèn Afèlyon an tè a vin pi lwen solèy la toujou de 152 000 000 kilomèt ki vle di 66% pi lwen toujou.

Fenomèn Afèchen

Fenomèn Afèlyon an ap vin fè nou dekouvri yon lòt fenomèn nou ka rele Fenomèn Afèchen. Menmjan l ap vin fè pifrèt, nen anpil sektè nan sosyete a ap vin pifrèt pase nen manman chen sanwont, sankonsyams, sansantiman. E kadav kò nou pa ko abitye ak tanperati sa a paske vin tèlman gen gwo diferans ak lè l te konn fè chalè. Fòk nou gen bon kondisyon lijyèn pou nou pa kaba anba fredi sa a.



30 jij sannen yo, sanfigi yo pap janm ka gen yon ti zing lawont ankò. Voye yo ale, pou nou kapab jwenn plas pou jèn jij ak nen yo ki pa pi frèt pase nen chen lamègzo

Menm si syèl la ta kouvri ak nyaj oubyen ta gen ti solèy, se ap toujou menm penpenp lan. Fredi pi rèd nan dengonn nou. Mezanmi, piga nou fè tèt di. Simaye nouvèl la tout kote pou piplis moun ka konnen pou yo pran prekosyon. Paske kòm nou konnen, prekosyon pa janm kapon vre. Afèlyon sa a vin mennen fenomèn Afèchen. E se sa k ap fini ak Ayiti.

Sektè Nen Chen

30 jij ki pote lamayòl nan chanpyona pa serye nan pwen pou Sèvis depatmantal lapolis jidisyè (SDPJ) ta menm kwape yo ta dwe vin frèt tou kou nen chen paske yo pa moun. Men pa pase jan l fè frèt nan peyi a. Menmsi apati avril ta sipoze gen ti lòsyè chalè, men si jij sa a yo gen yon ti zing nen nan figi yo fòk yo ta resi montre yo konn wont. Kòm pòv defen grann mwen bò kot manman toujou di l la, wont lan se yon volonte l toujou ye.

Konsa, youn nan 30 jij sannen sa yo, sanfigi sa yo pap janm ka gen yon ti zing lawont. Pou w ka rive wont fòk nen ou pa pi frèt pase nen chen lamègzo. An nou di pito se tout sektè nan sosyete a ki ta soufri maladi ki rele Fenomèn Nen Chen an. Olye Fenomèn Afèlyon an nou rele l pito Fenomèn Nen Chen. Paske se chen sèl ki san santiman tankou malfèktè sa a yo ki sèvi ak pozisyon yo pou dechèpiye sa k pi mal yo.

Lè nou konsidere dechèpiyè ak bib nan lekòl Manman Mari yo ak lekòl papa Jezi yo ki kenbe mago a anba grif yo detan lekòl pa ko janm louvri yon fenèt alevwa pou papòt yo. Fenomèn Nen Chen yo se pi gwo malè peyi a tankou mafya dola ak mafya kontrebann k ap fin toufounen sa k pi piti yo ak zougoudou lavichè.

Lè n gade byen fenomèn afèlyon ak fenomèn afè chen, se menm tennyen senkant santim ak de gouden monnen byen plen. Afè lyon kou afè chen, tout sou mannigèt. Tout se gwo malonnèt tout se malfèktè ak dechèpiyè. Legliz episkopwèl jwenn gras franchiz baryè lib pou rantre ak 2000 konntenè zam fannfwa pou vann bay bandi sanfwanilwa.

Lapolis arete pwofèt Bèje ki gen doktora nan pwogram kidnapin. Pwofèt Makennsonn mete ponya ladim anba gòjèt fidèl makak pou l dechèpiye yo. Nonm Amèn Laflèch la al jije nan pakè pou ekzèsis kadejak sou ti fi tèt pa dwat depi lè l te gen 16 lane nan pwen pou Ministè Kilti rive kannsèl otorizasyon pou l fonksyone kòm pastè.

Tout sa montre afèlyon ak afè chen se menm tenyen. Se yon kesyon : nen frèt kou nen chen sanwont. Sektè nen chen, boujwa sangwen GNB, kominote entènasyonal ipokrit, sektè kolera/kowona Minista, yo se pi gwo sida nan dengonn tout lakou Ayiti Toma. Si n chofe dife bwa gayak, nou ka gen chans rive konbat fenomèn Afèlyon an. Men, si n pa limen flanbo mobilizasyon an, se fenomèn Afè nen chen an tout sektè k ap konbat lavni tout yon nasyon.

Suite de la page (4)

Medya yo akize Nasyonzini yo tou paske yo te touye plis pase 10,000 ayisyen ak kolera ak komèt plizyè vyolasyon dwa moun, tankou vyole fanm ak ti gason epi kite plizyè santèn timoun apre yo fin ale ant 2010 ak 2017. Yo pa janm eksplike ke medam yo te sedwi premye fwa sòlda yo. Nenpòt fason, yo pa gen okenn fason pou yo pwouve li. Yo pral envante nenpòt kalite manti pou twonpe pèp la ak bay jèn yo gaz. Kòm yon peyi, nou pap kite sa rive.

Peyi a ap kontinye fleri toutotan ou menm, peyi kowalisyon ak zanmi Ayiti, kontinye bay presyon pou bon jan kalite demokrasi isit la, kontrèman ak sa ou genyen lakay ou, kote ekstremis gòch yo rele pwogresis tankou A.O.C oswa Jenica Atwin ka chita nan kongrè a, men isit la jèn yo pa gen plas oswa kapasite pou pran desizyon nan politik yo ki pral fòme lavni yo ak jenerasyon yo. Epi li ta dwe rete konsa.

Pifò nan yo se fanm, nenpòt fason, yo pa janm gen yon bon travay. Yo kwè manifestasyon y ap fè kont yon gouvènman kap vanse e ki pwoteje sistèm sa a, ka fè yo anfòm pou dirije. Gen nan yo ki gen odas pou panse yo ka prezante yo kandida nan pwochen eleksyon an, preche yon nouvo kòmansman, reklame yo se "jenerasyon ki ap kraze kite sa ak kòripsyon." De ki kòripsyon y ap pale la ? Èske yo ap eseye rele nou, zanmi nou, moun ki kòwonpi ? Nou p ap vote pou okenn kandida ou pa chwazi pou nou, mezanmi, paske nou pa ka chanje yon ekip k ap genyen. Jodi a, tout glwa pou ou, Ayiti se yon lòt fwa ankò trezò Karayib la. Nou pito gen alkòl la, senil la, oswa pi byen retounen nan mwatye-analfabèt la.

Zanmi nou yo, se pou volonte n fèt ann Ayiti. Se pou n rete pisan pou letènite. Se pou Core Group la ak wa Ariel, rete wa pou tout tan.

Avèk tout afeksyon nou,
Pèp ayisyen an.

Se Claude Louis ki ekri tèks sa, MD-otè liv timoun.

Tradiksyon kreyòl :Didenique Jocelyn ak Sarah Jean

* Claude Louis se yon doktè fanmi ki sètifye nan konsèy la e li se yon moun k ap resevwa Prim Salute to Service 2021 Sosyete Medikal Vijini pou eksplikasyon medikal entènasyonal. Li te fèt nan mòn Kenscoff, li te ale nan lekòl medsin nan Notre Dame University an Ayiti, klas 1998-2006 e li te marye nan University of Kansas Family Medicine Residency Program an 2012. 2008 li te fonde Words In Action Ayiti ak nan 2011 te kòmanse. Klinik Kominote Mo An Aksyon. Li se otè liv pou timoun tou.

Ayibopost 16 novembre 2022

FINERAY MADAN LAFONTAN FASIL

Madam Thérèse Justin tout moun te konnen li sou non Madan Lafontan FASIL se te bèlmè Anneseau Bissainthe, yon manm jounal la an Ayiti.

Li te mouri ak 93 lane, nan lannwit 30 pou rive 31 desanm 2022 nan zòn 2zè nan maten konsa. Li te yon lidè nan zòn kote li te abite a, li te gen 4 pitit, 2 fi ak 2 gason, malerezman youn nan fi yo, Marie-Maude Doyen limenm te mouri byen lontan. Li te rete Christian Doyen, Marie-Camelle Doyen ak Yves LOUIS (Bonhomme).

Se lendi 16 Janvye 2023 a lantèman an te chante nan Leglis Sent Terèz Petyonvil, zòn kote li te abite. Avan Madan LAFONTAN te mouri li te di Se Pè Jacky Doyen ki pou chante fineray li, sa gen plis pase ventan depi li te di « se oumenm ki pou chante lantèman mwen, pitit mwen », se sa ki fèt vre, pè Jacky te antre soti Vatikan pou chante lantèman Grann li.

Haïti : Des racines de l'impuissance aux ailes de l'errance



Le sauvetage improbable des charognards © Erno Renoncourt

Par Erno Renoncourt

219 ans après son indépendance, Haïti se retrouve à errer comme un fossile anthropologique, dans une lente érosion de dignité collective, sans stratégie de cohésion sociale, sans leadership politique compétent, sans projet économique flamboyant. Mais, pouvait-il en être autrement quand la culture et le savoir ont, par malice et indignité, laissé la médiocrité mettre l'intelligence en déroute ?

Nous partons du postulat que l'errance haïtienne, dans son segment historique, situé entre l'indépendance, proclamée en 1804 par les marrons de la liberté, et l'indigence, assumée en 2022 par les marrons de l'indignité, n'est qu'un prolongement de la géostratégie de la déshumanisation, connue sous le nom de la traite des esclaves, qui a fait la gloire et la richesse des puissances occidentales, notamment européennes et nord-américaines.

Le dissensus fractal

Ceci étant posé, nous assumons qu'il y a une flagrante insignifiance dans une certaine pensée qui veut sensibiliser la communauté internationale à modifier son approche dans la problématique du gangstérisme institutionnel qui a achevé de stratifier la société haïtienne pour mieux structurer l'errance séculaire du peuple haïtien. Vu l'évidence de cette dynamique, seuls ceux qui sont analytiquement impuissants et insignifiants peuvent ne pas comprendre que le gangstérisme d'état, institutionnalisé par les CLINTON, l'OEA et l'ONU en Haïti, n'est que le modèle d'affaires sur lequel repose la gouvernance publique haïtienne depuis le fameux slogan *Haiti is open fo*r (Drug, Crime and Human Trafic) business. Slogan du banditisme légal assumé et repris, avec ferveur en décembre 2015, par le président de la Chambre de Commerce Haïtiano Américaine (HAMCHAM) qui avait fait l'apologie de la culture des mauvais arrangements, lors de l'impasse politique causée par les élections frauduleuses de 2015, en incitant les acteurs étatiques et non étatiques haïtiens à ne plus perdre le temps de rechercher et de trouver des solutions de justice, trop longues et trop coûteuses.

De ce fait, une telle insignifiance, provenant d'une personne aussi avisée que Madame Michaëlle Jean, parait très grave à la lumière des faits du réel problématique haïtien. Pourtant, en dépit de sa gravité, cette insignifiance n'est guère étonnante. Bien au contraire, elle est même intelligible puisqu'elle provient des milieux culturels, économiques, académiques et médiatiques qui, pour leurs succès personnels, ont appris à vivre, dès le lendemain de l'indépendance, dans les rêves blancs d'ailleurs. D'où leur indifférence, leur insouciance, leurs irresponsabilités et/ou leur inconscience dans leur prise de position et dans les alliances qu'ils nouent et les accointances qu'ils développent avec les intérêts étrangers, alors même que tout le collectif haïtien agonise et dérive vers les abysses de l'indigence comme un fossile anthropologique.

Fort de ce constat, nous assumons le dissensus social en affirmant, de manière provocante, que c'est l'enfumage nauséabond, provenant du fumier foisonnant, alimentant le confort médiocre de ces milieux, qui a dérouté l'intelligence collective haïtienne. Pour mieux vivre tranquillement leur opulence indigente, ces milieux d'entre soi ont étouffé la pensée critique, obscurci l'horizon de la dignité nationale et réduit le champ des vibrations éthiques de la conscience collective. Dépourvus d'intelligence et incapables d'affronter les multiples incertitudes de l'écosystème, ils ont préféré trouver des consensus minoritaires pour échapper aux précarités en apprenant à vivre en transit sur le territoire en se projetant dans les rêves blancs d'ailleurs au lieu d'habiter le pays et de s'y enraciner dignement, responsablement et humainement. Ainsi, ils ont désappris à produire le coût cognitif et éthique nécessaire et indispensable quand il faut penser et agir avec intelligence à l'équilibre d'un possible humain dans la complexité du chaos qu'est la vie. En raison de leurs précarités humaines, il leur est plus facile de s'adapter à la routine confortable des légendes d'ailleurs et à la résilience que promeuvent les projets de l'assistance internationale. Car, en s'attachant à panser les maux de plus de deux siècles d'invariance plutôt que de penser au faisceau de causes qui les structurent, ils entretiennent les turbulences qui leur permettent d'émerger aux côtés de l'assistance internationale dans l'enfumage de cette performance paradoxalement défaillante.

N'ayant que leur enfumage transmettre, ils ont autorouté, avec arme et bagage, savoir et culture, vers les basses eaux marécageuses de la dépendance, là où les lettrés, humainement précaires, se bousculent pour se gaver, s'abreuver et se repaître tranquillement en toute indignité. C'est du reste pourquoi, l'axiomatique TIPÉDANTE cherche intranquillement à modéliser, en un jeu de données contextuelles, les postures managériales, professionnelles et humaines de ceux qui naviguent dans ces milieux, pour expliciter les failles qui peuvent objectiver les variables de responsabilité, comme leviers agiles, à portée de bras du collectif, pour une action collective innovante contre les pesanteurs insoupçonnées de l'invariance.

Nous défendons, envers et contre l'avis des experts, le point de vue minoritaire que l'enfumage qui obscurcit la dignité nationale haïtienne est entretenu par les étouffoirs communicants que forment les trois fumiers qui déversent leur indigence sur tout l'écosystème haïtien : nous voulons parler du cercle culturel, académique et médiatique des insignifiants, anoblis en lettrés pour leur indignité ; du club des automates médiocres, promus influenceurs politiques pour leur servilité et du cartel intouchable des hommes d'affaires fructifiant le business de l'argent sale et de l'impunité. Ce sont eux qui concourent à la perduration de la barbarie séculaire qui déshumanise Haïti, en alignant leur spectre radial sur les centres d'intérêt transnationaux, dans l'objectif de faire errer la gouvernance stratégique nationale, par occultation de l'intelligence collective (mise en déroute), par brouillage du radar éthique du leadership national.

La démarche TIPÉDANTE

En conséquence, nous croyons que c'est sous les strates des réussites de ces milieux qu'il faut creuser en profondeur pour détecter les fissures par où s'érodent la dignité nationale et l'intelligence collective. Car ce sont ces fissures qui deviennent, par rétroactions circulaires, des verrous qui bloquent de nouveaux possibles humains par dissipation turbulente l'engagement de SOI, source ô combien féconde de l'énergie de la cohésion sociale, ô combien nécessaire à l'irradiance de la flamme de l'intelligence collective. Nous pensons que c'est vers ce SOI métaphorique, projeté comme reliance entre la Société, les Organisations et les Individus, qu'il faut orienter les consciences, dans une perspective d'éducation à la responsabilité, pour forger le flambeau de la régénérescence en puisant dans la dignité et le courage de ceux qui ont allumé la flamme de l'indépendance. C'est cette flamme qu'il faut raviver pour trouver la brèche capable de propulser la nouvelle avant-garde du leadership national haïtien, conscientisée, intelligente, regroupée et enracinée sur son territoire, dans le temps, pour qu'elle parte à la recherche de cette intelligence éthique déroutée vers les raccourcis de l'indignité et de la dépendance.

Pour nourrir ce nouveau front de dissensus, je rebondis sur la publication du Nouvelliste ([i]) de ce 5 janvier 2023, dans laquelle ce quotidien, propriété d'une famille appartenant à l'élite haïtienne, donne un écho retentissant de la dernière prise de position de l'Honorable Michaëlle Jean. Celle-ci, "estime que les pays riches doivent admettre les erreurs qu'ils ont commises en Haïti et faire pression sur l'élite de la perle des Antilles pour qu'elle trouve une issue à la crise humanitaire actuelle". Toujours selon elle, "Ce qui est mis en danger, le grand risque, c'est la souveraineté nationale même de ce pays". Notre propos est de montrer l'insignifiance de ces prises de position qui, parce que ne tenant pas compte des paradoxes et de la complexité anthropologique, sociologique et géostratégique du drame haïtien, proposent des solutions et accumulent des rétroactions qui verrouillent davantage le pays sur son impuissance et confortent son indigence. Pour l'histoire, rappelons que Mme Michaëlle Jean a été ancienne gouverneure du Canada (2005 – 2010) et Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) (2014 – 2019). Deux prestigieuses fonctions qu'elle a occupées au moment même où se mettait en place, aux États-Unis, au Canada et en France, la stratégie macabre qui a accéléré, entre 2011 et 2022, comme un propulseur le mouvement de précipitation d'Haïti vers le naufrage de son rêve de dignité et de liberté. Et, durant l'exercice de ses honorables responsabilités, elle s'est toujours retrouvée dans le cercle intime des fossoyeurs nationaux et internationaux qui ont planifié, financé et sabordé la barque de l'indépendance haïtienne (voir photo famille de l'indigence ci-dessous), livrant tout un collectif impuissant aux fauves et charognards qui ont, de mémoire d'homme toujours traqué et dépecé les peuples pour affaiblir leur résistance.

Madame Michaëlle Jean semble avoir oublié qu'elle a été, par ses fonctions passées, en situation de pouvoir et de responsabilité, dans des contextes historiques qui étaient propices à un engagement humain de la communauté internationale en Haïti. Hélas, ce momentum, entre 2004 et 2021, confient sans doute les trames flamboyantes de la brèche qu'elle n'a pas su entrevoir pour orienter le destin d'Haïti ailleurs que sur cette voie de gangstérisme où l'a conduite la communauté internationale. A moins que les fonctions de Mme Jean n'aient été, comme nous le croyons, que des titres symboliques et des rôles d'automates influents, mais insignifiants, visant à enjoliver la géostratégie de la déshumanisation. Géostratégie si chère à l'occident, qu'il a besoin en permanence de la flouter par des impostures promouvant l'image de la diversité par l'accession de quelques personnalités noires au sommet des grandes institutions internationales.

Pour mieux rafraîchir la mémoire de Mme Michaëlle jean sur les forfaits et les méfaits assumés des organisations internationales en Haïti, je lui rappellerai qu'en dépit du fait que toutes les organisations internationales savent que l'écosystème informationnel de la gouvernance publique haïtienne est un foutoir incohérent et désarticulé favorisant un management d'improvisation comme porte dérobée de l'institutionnalisation de la corruption, de 1987 à 202, malgré les réformes de renforcement institutionnel portées et célébrées par les grandes agences internationales, il n'y a aucune organisation publique (et même privée) haïtienne qui possède un système d'information documentaire capable de refléter la cartographie de ses processus métiers pour permettre d'identifier les risques de corruption. Pourtant, il semblerait que l'OIF avait financé pour l'Office de la Protection du Citoyen entre 2012 et 2015 un projet d'informatisation qui a été un fiasco total. Et alors que ce fiasco semblerait être au nombre des nombreuses forfaitures ayant débouché, entre 2018 et 2019, en conflit ouvert et larvé entre l'ancienne protectrice et son administration (notamment avec l'ancien vice protecteur et l'ancien Directeur Général), allant même jusqu'au sabordage du système informatique de l'OPC (rassurez-vous, je sais de quoi je parle), l'OIF n'a exigé aucune évaluation de ce projet. Pourtant en 2021, après l'assassinat de Jovenel Moïse, Madame Michaëlle Jean déambulait dans la presse ([ii]) pour raconter combien les entrailles d'Haïti sont pourries et gangrenées par la corruption et que *« l'assassinat du président Jovenel Moïse, le 7 juillet, n'était que la résultante d'une absence d'État de droit et d'une violence croissante des gangs armés »*. Dommage que, pendant son mandat à l'OIF, cette organisation et toutes les organisations internationales semblent ne pas voir pris cette donnée en compte en finançant des projets qui n'ont été que de vastes champs d'application de cette corruption systémique.

Les droits humains : floutage et vernissage pour enjoliver l'éternelle déshumanisation

Ainsi, disons clairement à Madame Michaëlle Jean que sa lecture des dernières sanctions, prises par une partie de la communauté internationale à l'encontre de quelques puissantes personnalités haïtiennes, est erronée : il n'y a pas eu d'erreur dans la géostratégie de la déshumanisation que conduisent les USA, la France et le Canada en Haïti. Ces puissances sont dans la continuité de la logique de leurs intérêts néocoloniaux et hégémoniques. L'erreur de certains esprits simplistes est de croire, qu'en reconnaissant l'esclavage comme un crime contre l'humanité et en promouvant la culture de la diversité et les droits humains, les puissances occidentales sont devenues moins barbares. Ces esprits ne peuvent pas intégrer l'axe des paradoxes dans leur repère analytique pour comprendre que la géostratégie de la déshumanisation a appris à procéder par floutage, en recourant à des prismes d'enfumage dont le double standard : ce qui est promu en amont est toujours une valeur de contre feu pour mieux imposer en aval sa valeur antinomique qui n'est qu'imposture et enfumage. Croire en la promesse des droits humains, énoncée comme axiome d'un socle fondateur d'une certaine humanité unie, par des puissances occidentales, dont les intérêts sont stratégiquement dépendants de la déshumanisation, est la posture d'un esprit insignifiant



Photos de famille de l'insignifiance et de l'indigence © Erno Renoncourt

Dans une approche plus complexe, l'intelligence voudrait de préférence qu'une promesse, qu'importe qu'elle soit portée par un joli énoncé de stratégie et déclinée en des objectifs plus ou moins réalistes, n'ait aucune valeur en soi. Car, une valeur ne devient effective et "réelle" que dans le contexte d'une relation R entre des sujets A et B (John R Searle, La construction de la réalité sociale). On peut prendre l'exemple du droit universel de migration et montrer le double jeu qu'il cache selon que son contexte d'application mette en relation (entre autres relations possibles) des pays d'accueil et des pays de départ qui se reconnaissent comme ayant la même culture (Français et Ukrainiens) ou qui assument de partager des cultures différentes (Français et Tchadiens). Autrement dit, il n'y a pas de droits théoriques universels en soi. Les droits ne prennent de sens que dans le contexte culturel, économique et éthique d'une société donnée, dans laquelle président des logiques d'affaires et des intérêts qui dépendent

suite à la page(15)

De l'Accord de Musseau à l'Accord Karibe, Ariel Henry consolide son pouvoir !



La constitutionnaliste Mirlande Hyppolite Manigat a été désignée par la classe politique moribonde au Haut Conseil de la Transition (HCT)

Par Catherine Charlemagne

(2e partie)

Selon les termes de l'Accord signé à l'hôtel Karibe le 21 décembre 2022, les signataires se déclarent tous *« Conscientes des faiblesses actuelles des forces de l'ordre haïtiennes, les parties signataires se déclarent favorables à l'assistance internationale immédiate en matière de sécurité sollicitée le 9 octobre 2022 par le gouvernement, en vue d'aider la Police nationale d'Haïti dans la planification d'interventions et la mise en œuvre d'opérations qui garantiront la liberté de mouvement de la population et la gestion de la crise humanitaire et de l'insécurité à laquelle fait face le pays .»* Par conséquent, c'est sans ambiguïté que tous ceux ayant pris part ou contribué à la mise en place du Haut Conseil de la Transition (HCT) qui est un organe politique cautionnent, en connaissance de cause, une possible intervention étrangère en Haïti. Personne du groupe, par quelques exercices intellectuels qui soient, ne pourra se soustraire à cet engagement collectif.

La constitutionnaliste Mirlande Hyppolite Manigat, au soir de sa vie militante, politique et intellectuelle, a vendu son âme au diable juste pour avoir le titre de Présidente d'un organisme d'Etat mort-né, sans aucune utilité, sans légitimité, qui durera le temps que les « Blancs » débarquent pour rétablir l'ordre selon le jargon communément employé dans les instances des Nations-Unies. Car, en vérité, vu le tollé qu'a suscité ledit Accord de la part de la quasi-totalité des acteurs politiques et de la Société civile qui comptent vraiment sur l'échiquier et dans cette Transition, il y a fort à parier que ni le Haut Conseil de la Transition (HCT), ni l'Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale (OCAG) qui sont issus de l'Accord qui a été publié dans *Le Moniteur*, le journal officiel, du 3 janvier 2023, ne feront long feu. Naturellement, après cette prise politique de choix, le Premier ministre de facto s'empresse de s'en féliciter et même de jouer à la provocation en déclarant « *Arrêtons les marchandages égoïstes. Pensons pays. Quand il y a marchandage, il y a toujours un prix à payer et c'est le plus souvent au détriment du peuple et de l'intérêt collectif.*

Il nous faut maintenant apporter à la nation la preuve de notre bonne volonté en mettant rapidement sur pied nos institutions démocratiques, et rendre la direction des affaires du pays à des élus choisis en connaissance de cause par le peuple haïtien dans le cadre des élections libres, inclusives et transparentes. Si nous voulons prendre un nouveau départ et faire entrer notre pays dans la modernité politique et économique, il nous incombe de prendre les bonnes résolutions maintenant et de commencer à les mettre en pratique », a-t-il avancé tout en qualifiant l'Accord d'historique, puisque, selon lui, c'est le résultat de très longues concertations. On peut comprendre la joie d'Ariel Henry qui voit dans cet Accord le prolongement de son mandat à la tête du pays même si, à aucun moment depuis son arrivée au pouvoir, il est noté quelque part que son mandat est limité dans le temps.

Ariel Henry et ses partisans ont fait d'une pierre deux coups, non seulement ils arrivent à actualiser l'Accord du 11 septembre 2021, mais pour le coup, ils pensent se maintenir à la tête de la Transition pendant encore longtemps, vu qu'il est stipulé dans le document que « *Le gouvernement, ayant à sa tête le Premier ministre, exerce le Pouvoir exécutif. Le Premier ministre fait appliquer les décisions du gouvernement qu'il dirige. A la signature du présent consensus national, il évalue, en concertation avec le HCT, la composition des instances gouvernementales et procède aux changements nécessaires au niveau du gouvernement et des hautes directions de l'administration publique. Considérant les défis auxquels le pays est confronté en termes de sécurité publique, de conditions sociales et humanitaires, de réforme constitutionnelle, de renforcement de l'État de droit, de réforme économique et de création de conditions pour des élections libres et équitables, et surtout la nécessité de s'assurer que les réformes et les progrès se traduisent par un changement stable à long terme pour les citoyens haïtiens.*

Les signataires du présent Accord conviennent que la période de transition englobera les nouvelles élections générales qui se tiendront en 2023, l'entrée en fonction d'un gouvernement nouvellement élu le 7 février 2024 et la première année du mandat de ce premier gouvernement post-réforme.» En clair, Ariel Henry peut espérer demeurer à la Primature au moins jusqu'au 7 février 2025, non 7 février 2024 comme disent les commentateurs, une aubaine donc pour l'équipe au pouvoir. Comme garantie, et pour flatter l'égo des signataires, le texte prévoit que les membres du Haut Conseil de la Transition participeront à des décisions clés du gouvernement de Transition, entre autres, la désignation des membres du Conseil Electoral Provisoire (CEP), de ceux du Comité devant se charger de la révision de la Constitution, à la nomination des juges de la Cour de cassation, au changement dans la diplomatie, à la nomination des hauts fonctionnaires. Cerise sur le gâteau, Mirlande Manigat et ses deux assesseurs, Laurent Saint-Cyr et Calixte Fleuridor, si ce dernier est toujours en poste, pourront même participer à la formation du nouveau cabinet ministériel en donnant leur avis sur tel ou tel citoyen, voire proposer le nom des personnalités qu'ils estiment aptes à intégrer le nouveau gouvernement, c'est le graal en quelque sorte.

Dans son allocution pour remercier les signataires, Ariel Henry s'est engagé à donner tous les moyens possibles aux deux entités nouvellement créées : HCT et OCAG afin de pouvoir mener à bien leurs tâches vis-à-vis de la nation. Au moment de la signature dudit Accord ce 21 décembre 2022, les anciens et nouveaux alliés du pouvoir étaient aux anges. Maître André Michel, le chef de file du parti Secteur Démocratique et Populaire (SDP) et principal soutien du pouvoir, évidemment, fait partie des principaux signataires du nouvel Accord. Il croit que ce document permettra de mettre fin à la crise et à la Transition. Le parti FUSION de Edmonde Supplice Beauzile de son côté n'est pas en reste. Représenté dans le gouvernement d'Ariel Henry par Rosemond Pradel, le ministère des TPTC (Travaux publics) reprend en cœur la même chanson que ses amis du SDP, Marjorie Michel et André Michel, ou de Ricardo Nordin du RDNP. Tous ne jurent que pour ce « Consensus national pour une Transition inclusive et des élections transparentes ».

Outre ces leaders politiques connus de la place, d'autres personnalités politiques comme Henry Robert Sterlin, Louis Gérard Gilles, Reynold Georges manifestaient leur joie parmi des militants, membres des Organisations Populaires (OP) présents à Karibe à la recherche sans doute de quelques subsides. Ces chefs politiques apportent tous leur soutien à l'Accord qui stipule que les signataires s'accordent et s'engagent à « *Élaborer et publier une feuille de route conjointe d'engagements, d'étapes et de jalons vers des changements constitutionnels, des élections libres et équitables et un programme de transformation structurelle à long terme, coopéreront pour guider et soutenir le gouvernement intérimaire dans la mise en œuvre de cette feuille de route, et suivront et vérifieront sa mise en œuvre à travers les organes de Transition, et avec le soutien des amis internationaux impartiaux d'Haïti.*»

Il n'y a aucun doute, Ariel Henry semble remporter la seconde manche dans son bras de fer avec ceux qu'il qualifie d'« égoïstes » notamment, les signataires de l'Accord de Montana et alliés qui considèrent que cet Accord n'en est pas un mais quelque chose concocté pour le maintenir au pouvoir si la Communauté internationale donne son aval. Mais, la joie du Premier ministre de facto peut être de courte durée. En effet, à l'exception du Parti FUSION d'Edmonde Supplice Beauzile qui est déjà membre du gouvernement, aucune autre grande formation politique n'a paraphé l'Accord du 21 décembre, par exemple : UNIR/INI AYITI, PHTK, Pitit Dessalines, Fanmi Lavalas, LAPEH, Renmen Ayiti, OPL, etc. Tous préfèrent garder pour le moment leur distance avec ces nouveaux organismes - HCT et OCAG - créés de toutes pièces pour servir les intérêts politiques du « Roi Henry » comme le surnomment certains de ses adversaires.

Le document *« Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes »* comporte des éléments qui pourraient le mettre en porte-à-faux avec ses anciens et nouveaux alliés. En effet, tant que le processus électoral n'aura pas démarré, Ariel Henry n'a rien à craindre du côté de ses amis, et certainement pas de retournement de casaque non plus. Mais, là où cela risque de se gâter, c'est qu'il est prévu dans le texte final que même les ministres démissionnaires ne pourraient participer aux futures élections même s'ils devaient démissionner longtemps avant les scrutins. Pareil pour les membres de l'OCAG qui, eux, ont un délai de six mois pour quitter leur fonction. Un piège qui pourrait vite se refermer sur certains si, dans la précipitation et l'euphorie, ils se seraient laissés tenter par un poste dans le futur gouvernement et d'autres fonctions dans les organismes fraichement créés.

En tout cas, ils ne pourront pas dire qu'ils n'étaient point informés. Sur ce point, le texte est précis et clair, il indique que : *« Le Gouvernement et le HCT élaborent la feuille de route de la Transition; dans un délai ne dépassant pas un mois après leur entrée en fonction, les membres du Gouvernement et tous Grands fonctionnaires et Grands commis feront leur déclaration de patrimoine par-devant les autorités compétentes; le Premier ministre et le HCT n'entretiennent pas de relations de subordination : l'un ne peut démettre l'autre de ses fonctions; le Premier ministre et l'OCAG n'entretiennent pas de relations de subordination : l'un ne peut démettre l'autre de ses fonctions; en cas de démission et d'indisponibilité d'un membre du HCT ou de l'OCAG, l'organe en question établit le contact avec le groupe constitutif concerné qui, à travers les signataires dudit groupe constitutif, proposera une nouvelle personnalité.*

Les membres du HCT, le Premier ministre et les Ministres ne peuvent pas participer aux prochaines élections, lors même qu'ils démissionnent avant la tenue des joutes électorales; les membres de l'OCAG ne peuvent pas participer aux prochaines élections, sauf s'ils démissionnent six (6) mois avant la tenue des élections; le mandat de l'OCAG expire dès qu'un gouvernement nouvellement élu entrera en fonction; le mandat du HCT se poursuit jusqu'à la fin de la première année du mandat du premier gouvernement haïtien post-réforme. Mais, suite aux élections prévues par le présent consensus, les termes de référence du HCT seront ajustés pour se concentrer sur la seule responsabilité de celui-ci dans le soutien du processus de dialogue politique ». Maintenant, il reste la mise en application de cet Accord qui, depuis qu'il a été rendu public et publié dans le Journal officiel ne cesse de faire couler beaucoup de salive dans l'ensemble de la classe politique et de la Société civile et du Secteur privé des affaires.

Certains, pas les plus radicaux, n'ont de sérieux doute sur la réussite de l'Accord du 21 décembre estimant que les signataires n'ont pas vraiment cherché à faire un vrai consensus parmi les acteurs politiques et ceux de la Société civile. D'autres demeurent très pessimistes sur l'organisation des élections au cours de cette année tant le climat sécuritaire n'est point favorable et que les conditions pour résoudre la crise demeurent faibles. Selon eux, même avec une éventuelle intervention militaire étrangère, la condition optimum pour réaliser des scrutins crédibles ne sera pas au rendez-vous. Mais, ça n'est pas vraiment le problème. C'est l'hostilité d'une très grande majorité des acteurs politiques et d'autres entités de la société civile à la présence d'Ariel Henry à la Primature qui est le nœud de cette problématique. Henry, selon certains, n'inspire guère confiance tant qu'il est à la tête du Pouvoir exécutif, même Washington aura du mal à convaincre les autres acteurs de prendre part au processus électoral. Le Premier ministre de facto demeure donc un « irritant » dans la résolution de cette crise post-Jovenel Moïse. (**A suivre**)

C.C



Le chef de l'Exécutif Ariel Henry, l'architecte du controversé document « Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes »

Five Conditions for Haiti's Rebirth



Thousands marching in Port-au-Prince in May 2013. "The alternative must be an alliance of all the healthy forces of the nation, of the conscious, consistent, and indisputably nationalist, anti-imperialist, and pro-working class parties and popular organizations."



UN occupation troops in Haiti. "Any solution cooked up by the imperialist 'laboratory' will contain poison for Haitian self-determination."



Haitians awaiting U.S. visas in Mexico. The Biden administration has now rolled out a new program offering Haitians two-year work visas. This is a distraction and a mirage.

by Berthony Dupont

"The new society will rise out of the ashes of the old," the German communist Karl Marx famously wrote.

We must now begin to rebuild the new Haiti. The complete collapse of the old order has occurred. There is not one elected official, not one institution that is functional, not one shred of legitimacy left.

This shameful situation is a direct consequence of bad governance, corruption, and all the corollaries which only plunge the country into ever-deeper crisis.

Can we build a new Haitian order? Yes, we can! But an architectural schema is necessary. It is not the one that de facto Prime Minister Ariel Henry has undertaken under orders from his guardian powers. Nothing is yet set in stone, and everything remains possible for Haiti to rise from its ashes. Here are our propositions for the five pillars necessary for the building of a just, sovereign, prosperous, new society.

1) No to Foreign Intervention

Nothing good or lasting can be constructed by allowing the same imperialist powers – which have exploited our resources and labor power, sabotaged our efforts to launch democracy, and led us into this political and economic quagmire – to posture as our expert benefactors and pretend that they can lead us out. How can they now feign that they can free us from their barbarity?

No packaging changes this fundamental reality. The U.S. has tried and will try several different formulae: the United Nations, the Organization of American States, and, lastly, a regional or global conglomeration of puppets and allies, called something akin to the "Coalition of the Willing" that they concocted as an international cover for their illegal 2003 invasion of Iraq. Any solution cooked up by the imperialist "laboratory" will contain poison for Haitian self-determination. The Haitian people must forge their own solutions, as our ancestors did.

2) Resist Undermining Projects

Resistance is the first condition for victory. The Biden administration has now rolled out a new program to offer Haitians two-year work visas. This is a distraction and a mirage. It just offers people a dead-end solution to abandon their country at its most critical hour. Imperialism always tries to brainwash the exploited and oppressed, diverting them from becoming catalysts for change and reconstruction in their country. Haiti's diaspora needs to spend its hard-earned salaries to support Haitians fighting for change inside Haiti, not enriching U.S. capitalists, large and small. This is always capitalism's strategy, to first sell off impoverished countries' independence and then, through misery and hunger, force people to turn their backs on their homeland's future instead of addressing and shaping it.

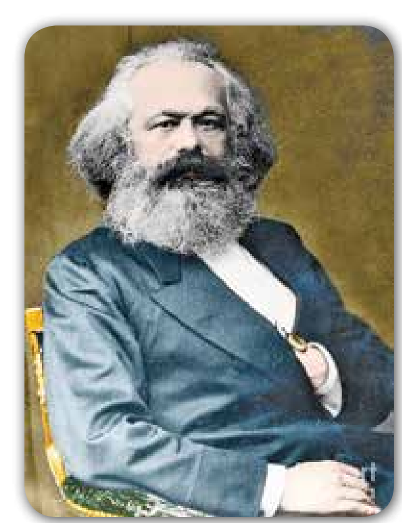
3) Reject Unnatural Alliances

The notion being pedaled today about political "accords" is that "the more signatures, the better." Many of the signatures and organizations are fraudulent. It is a complete illusion that any national "consensus" (moreover rigged) can be achieved. Haiti, like other neo-colonies, is divided into antagonistic classes, where a ruling class survives off the labor of the other: capitalists vs. workers and big landowners vs. landless peasants. By the most classic divide-and-rule policy, Washington has bet on Ariel Henry to govern the country. At the same time, it makes promises to the Montana Accord. We, the Haitian masses, must refuse to march under the leadership of the Haitian bourgeoisie and grandon interests that predominate in the ruling-class-led opportunist coalitions of Musseau, Montana, Pen, Karibe, etc.

4) Unite All Healthy Political Forces

The alternative must be an alliance of all the healthy forces of the nation, of the conscious, consistent, and indisputably nationalist, anti-imperialist, and pro-working class parties and popular organizations. This could include any progressive organization that truly defends and stands with the underprivileged masses' interests, especially in the ghettos.

No group is perfect. It is enough that sincere, devoted, trustworthy, principled militants predominate in their leadership. We must struggle to achieve effective and complete unity nationwide: a progressive united front, dedicated to a true revolution in Haiti. Only a coalition of the exploited and oppressed can lead us to this objective.



Karl Marx: "If you can cut the people off from their history, then they can be easily persuaded."

5) A Progressive Provisional Government

The first stage will be to constitute a government of national and popular unity. Then comes the second, perhaps the hardest, stage: trying to survive the counter-revolutionary backlash and the assault of the imperialist powers.

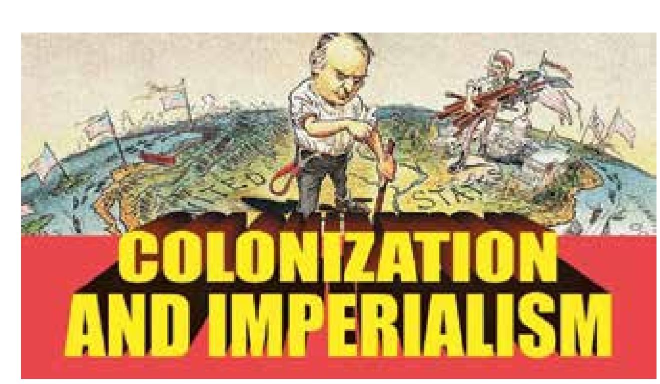
The new regime will not survive through concessions or compromise with the imperialists. Its survival will depend on forthright mutual solidarity with all progressive nations and fraternal peoples struggling to transform their society.

Our ancestors' glorious victory marked the beginning of the end of chattel slavery and colonialism worldwide. The present and future generation of Haitians can once again usher in a new era in human history. We are capable of it!

Therefore, it is fitting to close with another quote from Karl Marx: "If you can cut the people off from their history, then they can be easily persuaded."

Let us not be severed from our history, let us remember who we are, and let us resist the pressure of our oppressors to surrender our sovereignty and bright vanguard future in our courageous struggle for freedom and socialism so that Haiti can finally rise from its ashes.

FONDAMENTALISME ET IMPÉRI
ACTIONS ET



Le projet impérialiste américain est intimement lié à cette vision religieuse fondamentaliste selon laquelle ils sont les messagers de Dieu pour civiliser les barbares.

Par Instituto Tricontinental

Une synthèse du chemin tortueux du fondamentalisme en Amérique latine : de son émergence aux États-Unis à sa projection actuelle dans la politique régionale.

Le fondamentalisme religieux et ses origines

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, la théologie chrétienne, en tant que domaine d'étude, a été marquée par diverses avancées dans la pensée et les méthodologies de recherche, et fortement influencée par les Lumières. Ces visions ont également influencé des pratiques, comme ce qu'on appelle le social gospel, qui a cherché à apporter une réponse théologique à la réalité de la classe ouvrière des grandes villes américaines après la crise économique et les transformations de la guerre civile (1861-1865).



Bolsonaro a reçu 71% des voix de l'électorat protestant aux élections de 2018

Avec l'avancée de la science occidentale et sa compréhension d'autres littératures sacrées, il a été nécessaire de considérer la Bible en termes de langage et de contexte, ce qui est devenu la méthode historico-critique, remettant en question sa littéralité et comprenant l'importance de la figure de Jésus et d'autres histoires plus pour leur valeur éthique et morale que pour leur valeur métaphysique. Ce mouvement est devenu connu sous le nom de théologie libérale.

De ce contexte historique est né le fondamentalisme religieux, avec l'organisation de groupes de protestants conservateurs qui ont commencé à remettre en question la nouvelle façon scientifique de voir le monde, en réagissant aux nouveaux airs qui se faisaient jour. En commençant par 12 volumes publiés entre 1910 et 1915, intitulés *The fundamentals : a testimony to the truth,* ce mouvement a commencé à revendiquer certains points comme non négociables pour la foi chrétienne. Ces publications ont été financées par le milliardaire presbytérien Lyman Stewart, compilées par le révérend Reuben Archer Torreye et distribuées à travers les États-Unis et d'autres pays anglophones. Près de 3 millions d'exemplaires sont parvenus gratuitement aux mains des fidèles, des théologiens et des missionnaires (Sousa en Chevitarese et. Al., 2021: 103-106).

Le fondamentalisme est donc né comme une réaction violente à la science, à l'humanisme et aux valeurs de la modernité issues des Lumières, créant ainsi un ennemi à combattre. La vision de ce projet, qui a vu le jour à la fin du XIXe siècle aux États-Unis, est étroitement liée à l'idée de "destinée manifeste", selon laquelle la conquête de l'Ouest américain par les colons américains était la volonté de Dieu. Cette idée a été actualisée par la droite chrétienne dans la seconde moitié du 20e siècle, devenant une justification concrète des actions impérialistes américaines dans le monde, en particulier en Amérique latine.

Le projet impérialiste américain est intimement lié à cette vision religieuse fondamentaliste selon laquelle ils sont les messagers de Dieu pour civiliser les barbares. Le protestantisme américain a été la justification religieuse de toutes ses actions impérialistes et l'impérialisme ne peut être séparé du fondamentalisme religieux, dont les adeptes considèrent leur lutte comme une guerre du bien contre le mal qui touche non seulement la religion, mais aussi la politique, la puissance militaire, l'éducation et l'environnement. Le fondamentalisme religieux s'insère dans le monde en se positionnant activement contre ses adversaires dans diverses dimensions, en traversant la vie quotidienne des travailleurs. En ce sens, convaincre l'autre est un élément important de ce récit, puisqu'il justifie la maxime protestante : *convertissez l'individu et la société sera transformée »*. Ce ne sont plus les péchés individuels qui doivent être purgés, mais le péché de toutes les nations.

La richesse est un devoir protestant pour ce groupe, qui estime que la foi et la discipline fondées sur des lectures fondamentalistes de la Bible permettraient au croyant de prospérer, notamment sur le plan financier. La pauvreté apparaît comme une conséquence du manque de foi et du travail indiscipliné des fidèles. La théologie de la prospérité, si étroitement liée aux néo-pentecôtistes, est en fait étroitement liée aux protestants conservateurs du début du 20e siècle.

Cependant, pour les Noirs, les immigrés et les ouvriers appauvris des États-Unis qui fréquentaient les églises protestantes au début du siècle dernier, cette vision n'avait pas beaucoup de sens. Cette certaine "inadéquation" à un protestantisme d'abondance est à l'origine du pentecôtisme, suscité par le mouvement de la rue Azusa en 1906 à Los Angeles. Les croyants noirs, pauvres et immigrés, à travers le témoignage du prédicateur noir William J. Seymour, ont vécu une expérience cathartique et spirituelle, qui incorporait l'africanité de ces personnes, exprimée dans leurs corps et leur musique. Cette africanité liturgique a apporté l'héritage des rituels pratiqués par les Africains asservis : le cri des anneaux, la danse, les applaudissements, la dévotion avec des expériences de glossolalie (parler en langues inconnues) et l'émotion qui débordait dans les célébrations et les louanges.

Le pentecôtisme a, à sa manière, donné de la dignité aux personnes marginalisées au milieu des tensions socio-économiques et raciales de cette période aux États-Unis, et a promu l'égalité des sexes parmi ses dirigeants. À partir d'une expérience de foi, une identité collective a été créée, qui a servi à répondre aux souffrances individuelles : la lutte contre l'alcoolisme et la résolution d'une grande partie de la détresse psychosociale et de la violence et des conflits domestiques.

Le pentecôtisme est donc né comme une forme de résistance de la part des Noirs des États-Unis qui voulaient vivre une spiritualité en dialogue avec leur ascendance qui ne cadrait pas avec les discours et la liturgie proposés par le christianisme protestant blanc.

Si les protestants pentecôtistes ont eu du mal à pratiquer leur foi sous la forme institutionnelle et conventionnelle de la religion face à la résistance du protestantisme américain traditionnel et fondamentaliste, c'est à partir des années 1960 que ce dernier a entamé un rapprochement avec les pentecôtistes, dans le but de reconquérir les espaces perdus de la religiosité ouvrière.

Ce phénomène ne peut être compris sans les actions du pasteur baptiste Billy Graham à la fin des années 1940. Billy Graham, en plus d'être un pasteur et un grand prédicateur, était convaincu, à partir d'une lecture fondamentaliste de la Bible, que le "destin de l'Amérique" dépendait de la conversion des individus au christianisme. Il crée l'Association évangélique - considérée comme une réforme du fondamentalisme du début du XXe siècle avec une forte action expansionniste - qui dispose de beaucoup de fonds pour des activités en Amérique latine en alliance avec des gouvernements dictatoriaux (et avec un discours anticommuniste, basé sur un dialogue populaire avec les masses, attaquant les communistes au moyen de lignes directrices morales, comme la défense de la famille patriarcale, que les chrétiens doivent sauvegarder et mobiliser). Graham a été le conseiller personnel de présidents américains tels que Richard Nixon - qui est allé jusqu'à lui offrir l'ambassade d'Israël - Bill Clinton et George W. Bush.

Bien que le fondamentalisme religieux ne soit pas né dans les églises pentecôtistes, il est important de mentionner que, quelle que soit la rupture du mouvement pentecôtiste avec certaines formes d'oppression, la centralité des points considérés comme traditionnels par la foi chrétienne a été maintenue et exploitée au fil du temps dans ce lien stratégique entre fondamentalisme et pentecôtisme. En ce sens, le fondamentalisme, allié à un projet impérialiste, a réussi à absorber une nouvelle manifestation religieuse. La droite chrétienne traditionnelle s'est stratégiquement tournée vers le phénomène pentecôtiste, apportant des éléments théologiques et expansionnistes pour sa consolidation dans divers territoires du Sud global.

Nous pouvons donc conclure que l'une des caractéristiques du fondamentalisme est son caractère réactif. Cependant, afin de progresser dans la compréhension des nouveaux récits fondamentalistes après l'avancée expansionniste du pentecôtisme, nous devons comprendre quels éléments religieux ont pris forme dans Notre Amérique tout au long de cette période.

Christianisme et politique en Amérique latine

À partir des années 1960, nos racines coloniales, esclavagistes et impérialistes, fruits de l'héritage autoritaire dans lequel nous sommes nés, ont ouvert la voie aux dictatures latino-américaines qui se sont répandues avec force. Contre ces oppressions, cependant, un mouvement chrétien a surgi en Amérique latine qui a utilisé les outils de l'analyse marxiste combinés à la foi religieuse en un Dieu de libération. Cela a conduit au développement de la théologie de la libération, qui, à partir des années 1960, a cherché à construire une théologie et une pratique de la lutte contre l'injustice et pour la libération des pauvres et des opprimés, sur la base d'une lecture d'un Jésus historique et libérateur.

La théologie de la libération est l'une des réponses apportées par les diverses organisations populaires qui se sont formées pendant la période d'industrialisation avancée de la région, lorsque la masse de la paysannerie s'est prolétarisée et que les inégalités sociales structurelles de notre continent se sont creusées. Il n'est pas possible de penser à l'avancée du travail à la base dans nos territoires, dans toute l'Amérique latine, sans jeter un regard généreux sur le christianisme populaire et révolutionnaire qui a occupé ces terres. La nouvelle proposition de la foi chrétienne, promue par la théologie de la libération, qui fait une option préférentielle pour les pauvres et les marginalisés, est un point important pour la nouvelle lecture de la Bible. Cette lecture a une méthode qui consiste en une triade : 1) Réalité : vivre avec les gens, apprendre ce qu'ils savent, être des gens ; 2) Bible : mettre la Bible en dialogue avec la vie quotidienne, avec la réalité et chercher des réponses ; 3) Communauté : partager le pain et la vie, par la transformation communautaire de la réalité.

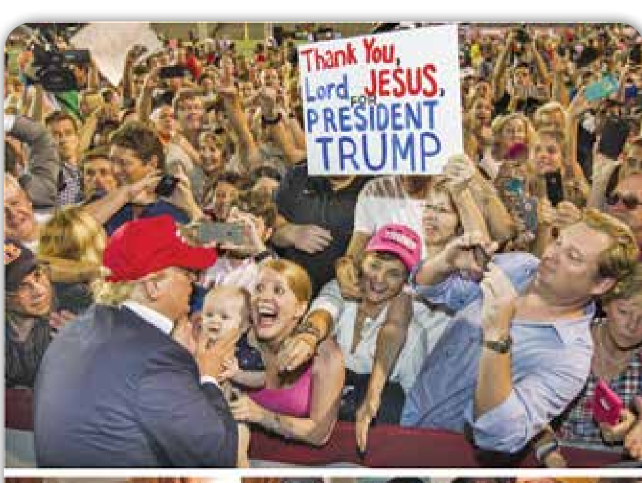
Cette toute nouvelle proposition de la théologie de la libération est devenue fondamentale " pour comprendre les mécanismes d'oppression de l'ordre social dominant ", pour opérer " une rupture radicale avec l'état actuel des choses, une transformation profonde du système de propriété, de l'accès au pouvoir de la classe exploitée, une révolution sociale qui mette fin à cette dépendance et arrive à une société socialiste " (Gutiérrez, 1971, cit. en Semeraro, 2017: 43).

Dans ce contexte, la foi et la lutte ont marché ensemble en Amérique latine. De nombreux exemples peuvent être cités pour réfléchir à ce processus de résistance aux côtés du christianisme, comme la révolution sandiniste au Nicaragua, où les chrétiens, influencés par les actions libératrices du continent latino-américain, ont été essentiels dans la lutte pour la libération nationale. Le Salvador, inspiré par les mouvements chrétiens qui gagnaient en force sur le continent, a pu, à travers la figure du père Rutilio Grande (1928-1977) et sa méthodologie de lecture critique et populaire de la Bible, progresser dans son engagement en faveur des pauvres, tout comme le Bloc révolutionnaire populaire, dont le principal leader était un jeune chrétien, Juan Chacón (1952-1980) (Lowy, 2016) (Lowy, 2016). En Colombie, le prêtre catholique, sociologue et guérillero Camilo Torres Restrepo (1929-1966) a fondé sa vision sur "l'amour efficace du prochain" et a contesté et dénoncé l'église, affirmant qu'elle avait été corrompue par les puissants. Au Brésil, le plus grand exemple de ce croisement est le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), car le travail pastoral de l'Église catholique et de l'Église luthérienne a été fondamental pour la formation du mouvement (Stedile y Fernandes, 2012: 19).



De gauche à droite, le pasteur baptiste Billy Graham et les présidents américains George H. W. Bush, Jimmy Carter et Bill Clinton

Il convient également de rappeler des figures importantes de la branche protestante de la théologie de la libération, comme Richard Shaull (1919-2002), un théologien presbytérien américain qui a vécu plusieurs décennies au Brésil et a consacré ses études au dialogue entre le christianisme et les catégories marxistes, a lié les questions sociales à la foi évangélique et a été appelé le "théologien de la révolution". Rubem Alves (1933-2014), un étudiant de Shaull, a été le premier à utiliser le terme "théologie de la libération" dans sa thèse de doctorat (Alves, 1982). Toujours dans la réflexion théologique, des figures telles que la théologienne et bibliste mexicaine Elsa Támez (1951), l'Argentine Marcella Althaus-Reid (1952-2009) et la Brésilienne et militante de la Commission pastorale de la terre (CPT), Nancy Cardoso (1959), ont approfondi la dimension du corps et de la sexualité dans la perspective de la théologie féministe, critiquant la théologie de la libération.





Des évangélistes en train de prier pour Donald Trump pour qu'il gagne les élections

Cette façon d'être dans le monde, dans la lutte pour la justice fondée sur une insertion active et concrète dans la société - une coupure théologique fondamentale inaugurée par la théologie de la

ALISME EN AMÉRIQUE LATINE : RÉSISTANCE



La putschiste Jeanine Áñez, au palais présidentiel de la Bolivie avec une énorme Bible évangélique dans ses mains

libération - était inacceptable pour l'impérialisme et ses alliés. En ce sens, il est nécessaire de revenir sur l'entreprise impérialiste américaine en Amérique latine, qui, voyant une menace pour ses privilèges et l'ordre établi, s'est retournée contre les personnes qui construisaient leur propre foi révolutionnaire, persécutant la théologie de la libération.

La bataille pour la subjectivité

Vijay Prashad, directeur du Tricontinental Institute for Social Research, nous montre comment cette offensive impérialiste s'est combinée au conservatisme chrétien du continent contre la théolo-



Le prêtre révolutionnaire catholique de la Colombie, sociologue et guérillero Camilo Torres Restrepo (1929-1966)

gie de la libération : « *Les sectes protestantes, en particulier celles qui ont leurs racines aux États-Unis (...) prêchaient l'évangile de l'entreprise individuelle et non celui de la justice sociale* » (Prashad, 2020 : 101). Le slogan « *sois un patriote, tue un prêtre* » a été pris au pied de la lettre au Salvador. Dans les années 1970, les services de renseignement boliviens et la CIA ont constitué un dossier contre les théologiens de la libération.

En plus de soutenir les coups d'État, les dictatures et les interventions dans les élections sur le continent latino-américain, l'impérialisme américain a également choisi de construire d'autres stratégies - plus subtiles et à long terme - à travers la lutte contre les organisations populaires existantes en Amérique latine. Dans les années 1980, le gouvernement américain a resserré ses liens avec l'Église catholique, tandis que le pape Jean-Paul II critiquait les prêtres progressistes lors de la révolution nicaraguayenne. À cette même époque, des agents de la CIA se sont réunis et ont produit un document qui soulignait la nécessité d'investir dans une bataille dans le domaine subjectif, c'est-à-dire qu'ils cherchaient à façonner la manière dont les gens construisaient le sens de leur vie dans le contexte de la misère du capitalisme dépendant.

La désarticulation de la théologie de la libération, au-delà des limites de la gauche organisée, a été la conséquence d'un projet impérialiste, qui voyait en elle une menace dans le domaine subjectif mettant en péril les avancées des politiques néolibérales en Amérique latine.

Dans ce contexte, l'alliance entre le pentecôtisme et le fondamentalisme religieux a donné un nouveau contour à l'expérience de notre peuple et a été appelé néo-pentecôtisme, qui a gagné plus d'espace dans les années 1980 et 1990 et s'est développé avec une grande force à partir des années 2000. L'essor du néo-pentecôtisme a renforcé l'avancée de l'impérialisme et du néo-libéralisme à travers divers courants de foi, notamment la théologie de la domination et l'évangile de la prospérité.

La théologie de la domination, ou reconstructionisme, est apparue dans les années 1970 aux États-Unis et cherche à reconstruire la théocratie, en proposant une vision chrétienne du monde pour que les protestants puissent obtenir et conserver le pouvoir dans les sphères publiques. Ce courant est étroitement associé à l'idée de "combat spirituel", la lutte contre un ennemi qui peut agir dans différents domaines de la vie, étroitement liée à la lecture de l'Ancien Testament. Le chrétien, par conséquent, ne doit pas éviter le monde et tout ce qu'il représente de mal, comme le péché et la tentation - un fait théologique des pentecôtismes précédents - mais il doit être activement dans le monde, en guerre contre ce mal, et même occuper des espaces de pouvoir.

Une autre tendance est la théologie dite de la prospérité, l'accumulation de biens matériels comme signe de bénédiction divine. Être un enfant de Dieu est synonyme de victoire. Bien que cette idée gagne en force parmi les néo-pentecôtistes, elle trouve ses racines dans le protestantisme historique, qui a compris que les aperçus des bénédictions de Dieu peuvent également se refléter dans le "ici et maintenant" sous la forme d'une prospérité financière, comme une sorte de récompense pour la discipline et l'éthique de travail des protestants.

Le discours fondamentaliste des églises trouve un terrain fertile dans ce moment historique où la classe ouvrière est sur la défensive face aux attaques du néolibéralisme contre la vie sociale et les formes de subsistance. Les masses laborieuses n'ont pas consolidé leurs droits sociaux de manière structurelle, ce qui ne permet pas leur autonomisation en tant qu'organisation révolutionnaire. En outre, le processus de désindustrialisation et de restructuration du monde du travail a signifié que de nombreux travailleurs ont perdu non seulement leur emploi, mais aussi leur espace de sociabilité et de lutte collective, puisque dans les usines, ils avaient plus de possibilités de s'organiser collectivement pour améliorer leurs conditions de vie. L'église a absorbé le besoin de socialisation, transformant les agendas collectifs en agendas individuels, resignifiant l'identité de ceux qui travaillent -les transformant en frères et sœurs-, supprimant, du point de vue économique et idéologique, la centralité du prolétariat organisé comme sujet révolutionnaire.

Le néolibéralisme contribue à une naturalisation des faits dans laquelle la pauvreté est justifiée par une situation de chance ou de malchance dans la vie. Les églises fondamentalistes corroborent ce point de vue, en reliant l'idée de chance ou de malchance au dévouement ou au manque de foi. La construction idéologique de la perte de la centralité économique et politique du prolétariat, et l'effondrement consécutif de la vision du socialisme et de la révolution comme horizon dans la quête du dépassement de l'oppression, ont signifié que les théologies critiques et transformatrices ont perdu du terrain face aux manières individualistes de vivre la foi des pauvres et des opprimés. La droite chrétienne a repris et absorbé la religion comme mécanisme de domination, en utilisant souvent des méthodologies de la gauche elle-même, se rendant utile à la classe ouvrière et faisant un travail de terrain quotidien très efficace.

Les églises protestantes pentecôtistes et néo-pentecôtistes ont absorbé les besoins concrets et quotidiens de la population, apportant des réponses objectives et subjectives à une partie considérable de la classe ouvrière, à travers des cultes cathartiques et pleins de louanges, qui fonctionnent en pratique comme une fête, une culture et un loisir dans les périphéries, tout en étant souvent le seul espace collectif de coexistence.

Fondamentalisme religieux latino-américain

L'explosion du néo-pentecôtisme sur le continent latino-américain a gagné en visibilité grâce à l'utilisation de divers médias et à sa relation avec la politique. L'évolution de la position du segment protestant sur la politique latino-américaine peut être datée des années 1980, lorsque le postulat selon lequel "les protestants ne se mêlent pas de politique" a cessé d'avoir un sens. Au Brésil, l'entrée en politique peut être synthétisée par la maxime "un frère vote pour un frère". Les notions de ce qui appartient au "monde" et de ce qui appartient à "Dieu" ont commencé à prendre de nouveaux contours, et ont influencé la manière de se comporter dans la politique institutionnelle. Au fil des ans, on peut dire que la religion, en tant que code/symbole du langage et de la politique, a gagné en force.

Comme exemple de ce mouvement, nous avons les élections présidentielles brésiliennes de 2014, qui ont montré que la communication politique s'est de plus en plus superposée à la religiosité, avec des agendas qui défendent la conception patriarcale de la famille et la morale chrétienne. Des années plus tard, il est important de se souvenir de la façon dont la "religion" a été utilisée pour la destitution de la présidente Dilma Rousseff à la Chambre des députés en 2016. Eduardo Cunha, le président de la Chambre de l'époque, un pentecôtiste de l'Assemblée de Dieu et un acteur clé du processus, a ouvert la séance de destitution par la phrase suivante : "La séance est ouverte. Sous la protection de Dieu".

Pendant le vote, qui a été diffusé dans les médias grand public, une forte motivation et des intentions morales et religieuses ont pu être perçues dans les discours des parlementaires. Bien que le processus n'ait peut-être pas été entièrement orchestré par le banc évangélique, il a bénéficié d'un soutien fondamental de sa part. L'Agencia Pública a rapporté que 83,85 % du caucus évangélique a voté en faveur de la destitution de Dilma (ce qui représente environ 36 % du nombre total de députés fédéraux au Congrès brésilien). Selon des recherches menées par le Huffpost Brésil, les infractions liées à la responsabilité fiscale n'ont été citées que 18 fois à la Chambre des députés, tandis que des termes tels que " famille et enfants " et " Dieu " ont été cités respectivement 270 et 75 fois, sur un total de 513 députés fédéraux (citado en Lopes et Al., 2017: 127).

Un autre moment déterminant de la grammaire religieuse dans la politique latino-américaine a été le coup d'État contre Evo Morales en 2019. Lorsqu'elle a pris ses fonctions après l'éviction de Morales, la présidente intérimaire autoproclamée, Jeanine Áñez, s'est rendue au palais présidentiel avec une énorme bible dans les mains et a déclaré qu'elle allait remanier le système politique bolivien. Quelques années auparavant, elle avait tweeté qu'elle rêvait d'une "Bolivie libérée des rites indigènes sataniques" (Prashad, 2020).

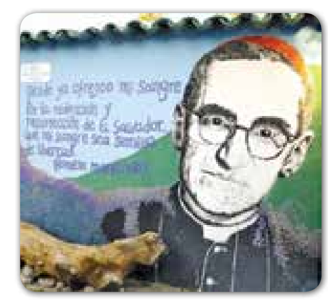
De plus, pendant la pandémie, le fondamentalisme religieux au Brésil, au Chili, au Pérou et ailleurs dans la région a contribué à une poussée contre la distanciation sociale, arguant que la foi, plutôt que les mesures sanitaires, protégerait les fidèles. L'action anti-scientifique est également une caractéristique importante dans la compréhension du fondamentalisme et est présente dès ses racines.

Bien que le protestantisme dans ces territoires ait été caractérisé par une forte action anticatholique, le fondamentalisme religieux en Amérique latine n'est pas seulement protestant. Au cours des dernières décennies, les protestants et les catholiques ont construit ensemble un programme extrêmement conservateur, agissant principalement dans le domaine juridique contre les programmes progressistes, affaiblissant la démocratie et avec une forte bannière anti-genre dans toutes leurs actions. En outre, les discours politiques sont imprégnés de religiosité, tout comme les investissements américains dans les missions et les projets protestants sur le continent.

Drapeaux fondamentalistes

La soi-disant défense des agendas moraux est une bannière importante dans les discours fondamentalistes et se manifeste dans les branches exécutives, législatives et judiciaires. Les discours contre "l'idéologie du genre" ont été le grand étendard du fondamentalisme religieux. La notion d'"idéologie de genre" naît dans le contexte catholique, mais est largement diffusée dans les médias et les réseaux sociaux comme une manière de droite de se référer aux agendas de genre, étant absorbée par les secteurs protestants fondamentalistes. Ce terme condamne tout ce qui n'est pas cis hétérosexuel, considérant que le concept de famille se limite au fruit d'une relation conjugale entre un homme et une femme, l'avortement étant hautement condamnable dans ce contexte en déléguant à Dieu seul le pouvoir d'ôter la vie, sans considérer le droit de la femme à décider de son propre corps. Toute remise en question de cette perspective conservatrice est taxée d'"idéologie du genre", provoquant une panique morale.

Le discours familial pro-patriarcal en tant que projet économico-politique a fait du chemin en Amérique latine. Le maintien de cette "famille idéale" comme modèle à défendre vise à maintenir le statu quo en termes de politique publique : les femmes en tant que procréatrices et principales responsables des enfants, des malades et des personnes âgées, c'est-à-dire que les soins domestiques continueront à relever du monde privé des femmes. À cette fin, les fondamentalistes s'appuient sur la loi et l'éducation comme moyen de perpétuer une société patriarcale et extrêmement inégale.



Mgr. Oscar Romero : un martyr pour la foi et pour la théologie de la libération

Des groupes religieux, main dans la main avec le conservatisme des élites latino-américaines, sont descendus dans la rue pour s'opposer à la légalisation de l'avortement, face aux mouvements féministes qui ont fait avancer le débat sur le droit des femmes à décider de leur propre corps. L'insertion du fondamentalisme religieux dans la dispute pour l'approbation des lois a souvent été décisive pour stopper des agendas importants largement débattus par les secteurs progressistes contre le patriarcat.

Au Brésil, ce sont les calvinistes - protestants historiques - qui ont profondément encouragé les discours fondamentalistes *suite à la page(18)*

Le combat d'une jeune syndicaliste chez Starbucks



Nabretta Hardin était à ManiFiesta en septembre. (Photo Solidaire, Stefaan Van Parys)

Par Cedric Claeys

Comment les employés ont-ils gagné ? Nabretta Hardin (23 ans), de Memphis (Tennessee), nous explique sa recette : miser sur la jeunesse, les réseaux sociaux... et beaucoup de café.

Cedric Claeys : Pourquoi avoir créé un syndicat ?

Nabretta Hardin : Notre Starbucks de Memphis était très mal géré. Les appareils tombaient tout le temps en panne ; chacun d'entre nous s'est pris une décharge électrique au moins une fois... Les mesures sanitaires n'étaient pas respectées, l'endroit était sale et les conditions de travail étaient assez dangereuses, avec des carrelages irréguliers, des portes d'armoires cassées. Et quand nous étions malades, nous n'avions plus aucun revenu. Lorsque nous en avons parlé à la direction, nous n'avons pas reçu la moindre réponse.

Nous avons alors vu ce qui se passait dans le Starbucks de Buffalo (New York), la première filiale dans laquelle un syndicat a été créé. Ils nous ont servi de modèle. Nous avons la chance d'être une grande famille. Avec six de mes plus proches collègues (connus aujourd'hui comme les « Memphis Seven », NdlR), nous avons finalement pu convaincre plus de 40 collègues. Chacun était d'accord pour dire que nous avions besoin d'un syndicat.

Cedric Claeys : Qui sont les Memphis Seven ?

Nabretta Hardin : Il ne s'agit pas d'un groupe branché originaire du Tennessee, même s'ils ont assurément un côté rock'n'roll : Nabretta Hardin, Beto Sanchez, Emma Worriell, Nikki Taylor, Kylie Throckmorton, Lakota McGlawn et Tio Escobar. Ce groupe de jeunes collègues travaillant pour Starbucks a annoncé une action syndicale dans leur filiale de Memphis le 16 janvier 2022, à l'occasion du Martin Luther King Day. Starbucks les a licenciés sur-le-champ pour non-respect des règles de sécurité. En réalité, les sept baristas ont été licenciés pour avoir rejoint le syndicat Starbucks Workers United. Le tribunal l'a bien compris et, en août 2022, a ordonné au géant du café de réintégrer immédiatement les dirigeants syndicaux licenciés.

Cedric Claeys : Comment Starbucks a-t-il réagi ?

Nabretta Hardin : Au début, ils nous ont ignorés. Mais quand nous avons publié notre lettre sur Internet et avons commencé à donner des interviews dans les médias, leur attitude a complètement changé. Soudain, moi et les autres Memphis Seven sommes devenus de « mauvais employés ». Starbucks a usé de prétextes pour nous virer. Ils nous ont accusés d'être restés dans la filiale après les heures de travail et d'être allés dans la réserve pendant le service – ce qui est parfaitement normal dans un Starbucks mais c'est soudain devenu un motif de licenciement.



Les Memphis Seven

Nous avons heureusement reçu le soutien du syndicat Starbucks Workers United récemment créé. Il nous a non seulement encouragé, mais également apporté un soutien financier qui nous a permis de contester notre licenciement devant les tribunaux. Le juge a reconnu que notre licenciement avait pour but d'étouffer l'activité syndicale au sein de Starbucks. « Si tous ceux qui souhaitent former un syndicat étaient licenciés, il ne resterait plus rien du droit d'organisation syndicale protégé au niveau fédéral », a-t-il conclu. Nous avons donc gagné notre procès. Starbucks a dû nous réintégrer et nous avons maintenant un syndicat dans notre filiale. C'est d'ailleurs nécessaire, car Starbucks continue de négliger notre lieu de travail. Rien n'a vraiment changé.

Cedric Claeys : Qu'est-ce que Starbucks Workers United ?

Nabretta Hardin : Fin 2021, les travailleurs d'une filiale Starbucks de Buffalo, dans l'État de New York, ont organisé un vote afin de former un syndicat. Ils l'ont emporté. C'est ainsi qu'est né le premier syndicat dans l'une des 9000 filiales de Starbucks aux ÉtatsUnis. Les travailleurs ont rejoint Workers United, un syndicat faisant partie de la Service Employees International Union (SEIU). Ils souhaitaient remédier au manque de personnel et de formation, un problème auquel l'entreprise est confrontée depuis longtemps et qui s'est aggravé avec la pandémie de coronavirus. Le succès de leur initiative a été perçu comme une victoire symbolique pour le mouvement syndical américain. Le militantisme syndical aux États-Unis est en plein essor, avec des succès récents au sein de Starbucks, Amazon, Apple et Trader Joe's.

Cedric Claeys : Et ce, alors que Starbucks fait des millions de dollars de bénéfices...

Nabretta Hardin : Absolument. Alors que nous avions du mal à nous en sortir, les actionnaires ont triplé leurs profits. Nous avions droit à des boissons et à de la nourriture gratuites jusqu'avant la pandémie, mais cet avantage nous a été retiré. Beaucoup d'entre nous n'ont malheureusement pas les moyens de faire leurs courses. Il leur a donc fallu choisir entre payer leur loyer et acheter leur nourriture. Pendant ce temps, notre milliardaire de patron Howard Schultz a pu s'acheter de somptueux yachts...

Cedric Claeys : Howard Schultz est redevenu PDG de Starbucks cette année dans le but de mater les syndicats. Sans succès, plus de 260 Starbucks étant désormais syndiqués. Comment cela a-t-il été possible ?

Nabretta Hardin : Nous utilisons beaucoup les réseaux sociaux, car c'est là que notre génération se trouve. Et cela nous permet d'impliquer les clients dans notre combat. Les gens voient Starbucks comme l'entreprise parfaite, mais c'est loin d'être le cas. Nous le faisons savoir sur TikTok et Twitter. Nous enregistrons des danses afin de transmettre notre message. Nos réseaux sociaux nous permettent d'informer les gens et de les convaincre de l'importance d'un syndicat. Et si Starbucks cherche à licencier quelqu'un, nous le faisons directement savoir sur nos comptes.

Depuis le retour d'Howard Schultz, Starbucks nous a interdit de parler aux médias. Nos danses sur TikTok sont une manière de contourner cette interdiction. Et ça marche ! Sur le tableau d'affichage de notre filiale figurent des dizaines de messages de soutien de clients. Mais Starbucks n'apprécie pas et nous impose toutes sortes de nouvelles règles – illégales. Tout ce qui est lié de près ou de loin au syndicat nous a été interdit : nos t-shirts, nos pin's... Et les amendes n'ont malheureusement aucune incidence sur Starbucks. Ils ont assez d'argent pour payer... Les amendes n'ont aucun effet sur les multinationales en général.

Elles doivent être tenues responsables, car elles s'en sortent encore trop facilement actuellement. Ils recourent aux mêmes techniques qu'avant, mais cela ne fonctionne plus. C'est au contraire une source de motivation pour nous. Ce n'est pas parce que Howard Schultz a réussi à chasser le syndicalisme de quatre filiales il y a 30 ans qu'il va pouvoir le refaire dans plus de 260 filiales aujourd'hui. De plus en plus de travailleurs ont compris l'importance d'un syndicat. Les nombreux licenciements ne nous arrêteront pas non plus. Les choses vont changer, et ils ne pourront rien y faire.

Cedric Claeys : La vision qu'ont les Américains des syndicats a-t-elle changé ?

Nabretta Hardin : Dans le temps, les syndicats étaient perçus comme une affaire de « vieux hommes blancs ». Mais aujourd'hui, de plus en plus de jeunes et de personnes de couleur se manifestent. Je rencontre parfois des délégués de 16 ans à peine ! Cette diversité est très importante. Nous méritons tous une vie meilleure, mais le sexisme et le racisme restent des problèmes majeurs. 70 % du personnel sont des femmes, nous nous devons donc de mener ce combat. Les gens réalisent de plus en plus le pouvoir du nombre : la classe travailleuse est la plus nombreuse. L'entreprise a besoin de nous, pas le contraire. Je pense que c'est la raison pour laquelle de plus en plus de travailleurs rejoignent un syndicat. Ensemble, nous sommes inarrêtables.

Cedric Claeys : Certains disent que tout combat contre une multinationale est perdu d'avance. Que leur répondez-vous ?

Nabretta Hardin : Que c'est effectivement un combat difficile et de longue haleine mais que ce n'est pas impossible ! Il faut les attaquer là où ça leur fait le plus mal : au porte-monnaie. Il faut leur montrer qu'ils ont besoin de nous. En organisant des grèves, par exemple, ou en s'attaquant à leur image et en montrant leur vrai visage. Car ça marche !

Cedric Claeys : Comment voyez-vous l'avenir ?

Nabretta Hardin : Je suis très optimiste. Nous ne ferons plus marche arrière chez Starbucks. Et notre travail va avoir un effet sur l'ensemble de la classe ouvrière. Nous sommes prêts à nous écouter les uns les autres et à nous entraider. Une jeune génération se lève qui sait à quoi elle a droit, ce dont les entreprises sont capables et ce que ce combat peut nous apporter. Les entreprises vont devoir commencer à écouter leurs employés. Cette génération connaît bien ses droits et sait ce qu'elle a à faire. La classe travailleuse ne va plus se laisser faire. L'avenir sera forcément plus beau.

Solidaire 10 Janvier 2023

«Pourquoi je suis opposé à la guerre du Vietnam» discours de Martin Luther King Jr.



Le révérend Dr. Martin Luther King Jr. fait des gestes et crie à sa congrégation de l'église baptiste Ebenezer à Atlanta, en Géorgie, le 30 avril 1967, alors qu'il exhorte l'Amérique à se repentir et à abandonner ce qu'il a appelé son «aventure tragique et imprudente au Vietnam.» (AP Photo)

A l'occasion du 94e anniversaire de naissance du Dr Martin Luther King Jr. né le 15 janvier 1929. Nous publions son discours **«Pourquoi je suis opposé à la guerre du Vietnam»** *prononcé le 30 avril 1967 à l'église Baptiste Ebenezer d'Atlanta (Géorgie).*

« Le sermon que je prononce ce matin n'est pas un sermon ordinaire, mais il est important car il porte sur une des questions les plus controversées auxquelles notre pays soit confronté: «Pourquoi je suis opposé à la guerre du Vietnam».

Permettez-moi de préciser d'emblée que je considère cette guerre comme injuste, mauvaise et vaine. Je prêche aujourd'hui devant vous sur cette guerre parce que ma conscience ne me laisse pas d'autre choix. Il est temps que l'Amérique entende la vérité sur ce conflit tragique. Dans les conflits internationaux, la vérité a de la peine à se faire jour car la plupart des nations se trompent sur leur propre compte. Les rationalisations et la recherche incessante de boucs émissaires nous rendent aveugles à nos péchés. Mais le temps n'est plus au patriotisme superficiel. Quiconque vit dans le mensonge vit dans l'esclavage spirituel. La connaissance de la vérité nous apporte la liberté. «*Vous connaîtrez la vérité, dit Jésus, et la vérité vous rendra libres.*» J'ai choisi de prêcher sur la guerre du Vietnam parce que je pense, comme Dante, que les endroits les plus brûlants de l'enfer sont réservés à ceux qui restent neutres aux époques de crise morale. Il y a un moment où le silence devient trahison. La vérité de ces paroles ne fait pas de doute mais la mission à laquelle elles nous appellent est des plus difficiles. Même quand ils sont poussés par les exigences de la vérité intérieure, les hommes n'assument pas facilement la tâche de s'opposer à la politique de leur gouvernement, surtout en temps de guerre. Et l'esprit humain a énormément de peine à secouer toute l'apathie de sa pensée conformiste et de celle du monde qui l'entoure. De plus, quand les questions sont aussi compliquées que celles de cet effroyable conflit, nous sommes toujours sur le point de nous laisser hypnotiser par l'incertitude. Mais nous devons avancer.

Certains d'entre nous qui ont déjà commencé à briser le silence ont découvert que parler les exposait à des souffrances. Mais nous devons parler, avec toute l'humilité qui convient à notre vision limitée des choses, mais nous devons élever la voix. Et nous devons également nous réjouir car au cours de toute notre histoire, il n'y a jamais eu de telles divergences d'opinion dans la population américaine pendant une guerre. Des sondages révèlent que près de quinze millions d'Américains sont explicitement opposés à la guerre du Vietnam. Et des millions d'autres ne peuvent pas être pour. Et même les millions qui sont pour manquent de conviction, sont désorientés, doutent. Cela nous montre que des millions de gens ont choisi de s'écarter des prédictions du patriotisme doucereux pour s'élever au niveau du désaccord déterminé reposant sur les impératifs de la conscience et la lecture de l'histoire.

Maintenant, bien entendu, une des difficultés à parler aujourd'hui provient du fait qu'il y a des gens qui cherchent à assimiler le désaccord à la déloyauté. C'est un jour sombre pour notre nation lorsque les plus hautes autorités cherchent à utiliser n'importe quel moyen pour réduire l'opposition au silence. Mais il se passe quelque chose et le peuple ne se laissera pas réduire au silence. Il faut dire la vérité et je dis que ceux qui cherchent à faire passer tous les opposants à la guerre du Vietnam pour des fous, des traîtres ou des ennemis de nos soldats sont des gens qui luttent contre ce que notre tradition a de meilleur.

Oui, nous devons nous lever et parler, de briser la trahison de nos propres silences et de parler de ce qui nous ronge. J'ai demandé qu'on mette fin à la destruction du Vietnam. De nombreuses personnes ont voulu savoir si la voie que j'avais suivie était sage. Souvent ils exprimaient leurs préoccupations sans ménagements: *«Pourquoi parlez-vous de la guerre? Pourquoi associez-vous votre voix à celles des opposants? Il ne faut pas confondre paix et droits civiques.»* Et ce matin, je vous parle de cette question parce que je suis décidé à prendre l'Evangile au sérieux. Et je suis monté ce matin dans cette chaire pour adresser une véhémente supplication à mon pays bien-aimé.

Ce sermon ne s'adresse pas à Hanoi ou au Front de libération nationale. Il ne s'adresse ni à la Chine ni à la Russie. Et ce n'est pas une tentative de fermer les yeux sur la complexité de la situation générale et la nécessité de trouver une solution collective à la tragédie du Vietnam. Je ne cherche pas non plus à faire du Nord-Vietnam et du Front de libération nationale des parangons de vertu ni à négliger le rôle qu'ils doivent jouer dans la recherche d'une solution satisfaisante du problème. Cependant, ce matin, je ne vais pas parler à Hanoi ni au Front de libération nationale mais plutôt à mes compatriotes qui ont la plus grande part de responsabilité et sont entrés dans un conflit qui a exigé un lourd tribut sur les deux continents. Comme je suis prédicateur par vocation, je suppose qu'il n'est pas surprenant que j'aie quelques bonnes raisons de soumettre la guerre du Vietnam à ma conception morale.

Il existe un rapport évident et presque simpliste entre la guerre et la lutte que je mène avec d'autres en Amérique. Il y a quelques années, nous avons vécu un moment remarquable dans cette lutte. Il semblait y avoir un réel espoir pour les pauvres, les blancs comme les noirs, grâce au Programme contre la pauvreté. Il y a eu des expériences, des espoirs, de nouveaux départs. Puis on a intensifié la guerre et j'ai vu qu'on interrompait le Programme comme si c'était quelque jouet politique inutile d'une société devenue folle de guerre. Et j'ai su que l'Amérique n'investirait jamais les fonds ou les énergies nécessaires à la réhabilitation tant que des aventures comme le Vietnam aspireraient des hommes, des talents et de l'argent comme une ventouse démoniaque et destructrice. Et peut-être ne le savez-vous pas, mes amis, mais on estime à 500 000 de dollars le coût de chaque soldat ennemi tué alors que nous ne dépensons que cinquante-trois dollars pour chaque personne rangée parmi les pauvres et que l'essentiel de ces cinquante-trois dollars est destiné au salaire de personnes qui ne sont pas pauvres. Aussi, j'ai été de plus en plus obligé de considérer la guerre comme une ennemie des pauvres et de m'y opposer pour cette raison.

C'est peut-être quand j'ai compris que la guerre faisait beaucoup plus que de détruire l'espoir des pauvres du pays que m'est apparu tout le tragique de la réalité. Le pays envoyait combattre et se faire tuer les pauvres – fils, frères, maris – dans une proportion extraordinairement élevée par rapport au reste de la population. Nous prenions les jeunes Noirs qui avaient déjà été mutilés par la société et nous les envoyions à des milliers de kilomètres garantir en Asie du Sud-Est des libertés qu'ils n'avaient pas trouvées en Géorgie du Sud-Est et dans l'Est de Harlem. Aussi – cruelle ironie – avons-nous souvent vu à la télévision des soldats noirs et blancs tuer et mourir côte à côte pour un pays qui avait été incapable de les asseoir ensemble dans les mêmes salles de classe. Nous les avons vus brûler les huttes d'un village pauvre avec une brutale solidarité. Mais nous réalisons qu'ils ont peu de chances de vivre dans le même immeuble à Chicago ou Atlanta. Je ne peux donc pas me taire face à une aussi cruelle manipulation des pauvres.

Ma troisième raison se situe à un niveau de conscience plus profond car elle est née de mon expérience des ghettos du Nord pendant les trois dernières années, en particulier au cours des trois derniers étés. J'ai dit aux jeunes gens rejetés qui étaient désespérés, en colère, que les cocktails Molotov et les fusils ne résoudraient pas leurs problèmes. J'ai essayé de leur manifester ma profonde compassion tout en soutenant que le moyen le plus intelligent d'amener le changement social était l'action non-violente. Car ils me demandaient: «Et qu'en est-il au Vietnam?» Ils me demandaient si notre pays n'avait pas recours à des doses massives de violence pour résoudre ses problèmes, pour amener les changements qu'ils désirent. Leurs questions ont porté et j'ai su que je ne pourrais plus jamais élever la voix contre la violence des opprimés des ghettos sans commencer par parler clairement au plus grand fauteur de violence du monde aujourd'hui: mon propre gouvernement!

Par égard pour ces jeunes, par égard pour ce gouvernement, par égard pour les centaines de milliers de personnes qui tremblent devant notre propre violence, je ne peux pas me taire. On a beaucoup applaudi ces dernières années. On a approuvé notre mouvement, on m'a approuvé moi-même. L'Amérique et la plupart de ses journaux m'ont approuvé à Montgomery. Et des milliers de Noirs étaient prêts à provoquer des émeutes lorsque ma maison a été bombardée, mais j'ai dit: «Nous ne pouvons pas faire ça.» On a approuvé nos sit-in non-violents dans les bars de restauration rapide. On nous a approuvés lorsqu'au cours de nos «voyages de la liberté», nous ne répondions pas aux coups reçus. On a loué notre attitude à Albany, Birmingham et Selma en Alabama. Oh, la presse était si magnanime dans son approbation lorsque je disais: *«Soyez non-violents à l'égard de Bull Connor ou envers Jim Clark [sheriff ségrégationniste de Selma] »*. Un pays, une presse ont une attitude étrangement contradictoire quand ils vous approuvent lorsque vous dites: *«Soyez non-violents envers Jim Clark»* mais vous maudissent lorsque vous dites: *«Soyez non-violents à l'égard des enfants vietnamiens»*. Il y a quelque chose qui ne va pas dans cette presse!

Et comme si le poids de mon engagement en faveur de la vie et de la santé de l'Amérique ne suffisait pas, j'ai dû assumer une autre lourde responsabilité en 1964. Je ne peux pas oublier que le Prix Nobel de la Paix n'était pas qu'un simple événement mais une mission qu'on me confiait, la mission de mettre encore plus d'énergie que jamais à œuvrer en faveur de la fraternité humaine. C'est une vocation qui me place au-delà des allégeances nationales. Mais même en son absence, je devrais vivre selon l'esprit de mon engagement dans le ministère de Jésus-Christ. Pour moi, le rapport entre ce ministère et la recherche de la paix est si évident que parfois je m'étonne lorsqu'on me demande pourquoi j'élève la voix contre la guerre. Se pourrait-il que ceux qui me posent cette question ignorent que la Bonne Nouvelle s'adressait à tous les hommes, aux communistes comme aux capitalistes, à leurs enfants comme aux nôtres, aux blancs comme aux noirs, aux révolutionnaires comme aux conservateurs? Ont-ils oublié que mon ministère consiste à obéir à Celui qui a tellement aimé ses ennemis qu'il est mort pour eux? Alors qu'est-ce que je peux dire au Viêt-cong, à Castro, à Mao en tant que ministre fidèle de Jésus-Christ? Puis-je les menacer de mort ou ne dois-je pas partager ma vie avec eux? Finalement, je dois être fidèle à la conviction que je partage avec tous les hommes: la vocation à être le fils du Dieu vivant. Au-delà de la vocation de la race, de la nation ou de la foi, c'est cette filiation et cette fraternité. Et comme je crois que le Père se préoccupe au plus haut point tout particulièrement du sort de ses enfants qui souffrent, qui sont sans défense ou exclus, je parle aujourd'hui en leur faveur. Et tandis que je réfléchis à la folie de la guerre du Vietnam et que je cherche en moi les moyens de comprendre et de répondre par la compassion, mon esprit se tourne constamment vers les habitants de cette péninsule. Je ne parle pas maintenant des soldats des deux parties, ni du gouvernement militaire de Saigon mais simplement des gens qui subissent le fléau de la guerre depuis près de trois décennies. Je pense à eux également parce qu'il est clair pour moi qu'on n'arrivera pas à une solution satisfaisante tant qu'on n'essaiera pas de connaître ces gens et d'entendre leurs cris étranglés.

Maintenant, permettez-moi de vous dire la vérité à ce sujet. Ils doivent considérer les Américains comme de curieux libérateurs. Vous rendez-vous compte que le peuple vietnamien – c'est une chose qu'on ignore généralement – a proclamé son indépendance en 1945 après une occupation à la fois française et japonaise? Et, soit dit en passant, c'était avant la révolution communiste en Chine. Il était dirigé par Ho Chi Minh. Dans leur document, il cite notre Déclaration d'indépendance et pourtant notre gouvernement a refusé de le reconnaître. Le président Truman a déclaré qu'ils n'étaient pas prêts pour l'indépendance. Aussi avons-nous, à l'époque, été victimes en tant que nation de la même arrogance mortelle que celle qui a empoisonné la situation internationale pendant toutes ces années. La France, alors, a entrepris de reconquérir son ancienne colonie. Et pendant huit ans, elle a mené de longs combats brutaux pour tenter cette reconquête. Et savez-vous qui a aidé la France? Ce sont les Etats-Unis. Nous en sommes arrivés à assumer plus de 80% du coût de la guerre. Et même lorsque la France a commencé à désespérer de son action irresponsable, nous ne l'avons pas fait. Et en 1954, une conférence s'est réunie à Genève et on est parvenu à un accord parce que la France avait été défaite à Dien Bien Phu. Mais même après cela, après les Accords de Genève, nous avons continué. Nous devons admettre le triste fait que notre gouvernement a réellement cherché à saboter ces Accords. Eh bien, après la défaite française, il semblait qu'ils allaient apporter l'indépendance et la réforme agraire. Mais au lieu de cela, les Etats-Unis ont commencé à soutenir un certain Diem qui s'est avéré être un des plus impitoyables dictateurs de l'histoire. Il a réduit toute opposition au silence. Des gens ont été assassinés parce qu'ils élevaient la voix contre les mesures politiques brutales de Diem. Et les paysans assistaient terrorisés à la brutale répression de l'opposition, répression encouragée par les Etats-Unis et par des troupes de plus en plus nombreuses des Nations Unies venues aider à réprimer l'insurrection provoquée par les méthodes de Diem. Lorsque Diem a été renversé, ils auraient pu être contents, mais la longue série de dictatures militaires n'a apparemment apporté aucun changement réel, en particulier en ce qui concernait leur besoin de terres et de paix. Et qui soutenons-nous au Vietnam aujourd'hui? Un général du nom de Ky [général de division aérienne Nguyen Cao Ky] qui a combattu contre son propre peuple aux côtés des Français et qui a déclaré un jour que le plus grand héros qu'il connaissait était Hitler. C'est lui que nous soutenons aujourd'hui au Vietnam. Oh, ni le gouvernement ni la presse ne vous diront de telles choses, mais Dieu m'a dit de vous en parler ce matin. La vérité doit être dite.

Le seul changement est venu de l'Amérique lorsque nous avons accru nos engagements militaires pour soutenir des gouvernements qui étaient singulièrement corrompus, incompétents et sans soutien populaire. Et pendant tout ce temps, les gens

suite à la page(16)



Les funérailles du Dr Martin Luther King Jr. à l'église Baptiste Ebenezer d'Atlanta le 8 Avril 1968

A Gaza ou en Tunisie, la souffrance est la même



Des funérailles ont été organisées à Gaza le 18 décembre 2022 pour 8 Palestiniens morts en tentant de passer d'Afrique du Nord en Europe - Photo : Mohammed Asad, via MEMO

Par Majd Salem

« Nos enfants sont jetés à la mer et les poissons les mangent. »

J'ai eu de la chance. A la fin de mes études secondaires à Gaza en 2016, j'ai obtenu une bourse d'études à l'université en Tunisie. Il fallait que j'échappe à la peur et à la tension qui règnent à Gaza pour me concentrer sur mes études.

Je me souviens encore de mes premiers jours à Tunis. Tout était nouveau et excitant. J'ai découvert le train que je n'avais vu qu'à la télévision et dans les films qu'on regardait à la maison. Par la fenêtre du train, j'ai aperçu des montagnes pour la première fois de ma vie. Gaza est une ville côtière ; il n'y a pas de montagnes. La plupart des montagnes de Palestine se trouvent en Cisjordanie, où les Gazaouis ne peuvent pas aller à cause du siège israélien.

J'étais tellement émerveillé que j'ai oublié de descendre à la station où j'allais. Il m'a fallu vivre un certain temps dans mon nouveau pays pour me rendre compte que la vie pouvait aussi y être dure, et que les perspectives économiques pour les jeunes, ici aussi, pouvaient être sombres. Et je me suis dit que Gaza et la Tunisie se ressemblaient de ce point de vue. J'étais loin de me douter à quel point c'était vrai.

Tragédie en Méditerranée

Le 21 septembre 2022, un bateau transportant 19 jeunes Tunisiens – qui tentaient d'échapper aux désastreuses conditions économiques du pays en émigrant illégalement vers l'Italie – a coulé en Méditerranée, à plusieurs kilomètres de la côte. Les parents dont les enfants avaient disparu ont accusé l'État de faire preuve de négligence dans la recherche des survivants.

Le 10 octobre, des pêcheurs locaux ont décidé d'entreprendre eux-mêmes des recherches. Ce qu'ils ont trouvé a dépassé nos pires attentes. Les pêcheurs ont repêché un certain nombre de corps de jeunes gens et les ont remis aux garde-côtes tunisiens pour identification. L'examen des corps, ainsi que des passeports détrempés et d'autres documents trouvés avec eux, a révélé qu'il ne s'agissait pas d'émigrants tunisiens, mais de Palestiniens.

Leur bateau, en route pour l'Europe, était parti de Libye avec 11 jeunes Palestiniens à bord. Huit des victimes de la noyade ont été identifiées comme étant des Gazaouis. Leurs noms sont Talal Al-Shaer, Muhammad Al-Shaer, Adam Shaat, Aheed Abu Zureik, Younus Al-Shaer, Muhammad Qeshta, Moqbel Aateem et Khalil Fares. Ils étaient originaires de mon pays et, comme moi, à la recherche d'une vie meilleure.

Selon le Bureau central palestinien des statistiques, les jeunes de Gaza (18 à 29 ans) représentent 21,5 % de sa population.

Beaucoup sont diplômés de l'université dans différentes spécialités. Le taux d'analphabétisme à Gaza est l'un des plus bas au monde, mais le chômage y est l'un des plus élevés ; près de 80 % des jeunes de Gaza sont sans emploi.

Les conditions de vie sont souvent insupportables. Un rapport des Nations unies publié en 2012 indiquait que Gaza serait devenu inhabitable en 2020.

Et bien sûr, en ce début de l'année 2023, la situation est encore pire. L'environnement chaotique et contraint créé par le siège israélien et la menace constante d'une attaque engendrent le désespoir et la détresse. La bande de Gaza est souvent décrite comme la plus grande prison à ciel ouvert du monde. Les jeunes cherchent tous un moyen de partir, même si c'est dangereux, car rien ne leur semble pire que ce qu'ils sont obligés de vivre chaque jour dans leur ville assiégée.

Le cimetière des étrangers

Il existe un cimetière dans la ville côtière de Zarzis, dans le sud de la Tunisie, appelé le « cimetière des étrangers ». Les dépouilles des personnes qui se sont noyées en essayant de passer de la Libye à l'Europe, et dont les corps se sont échoués sur le rivage, y sont enterrés. Seules quelques-unes des plus de 400 tombes portent un nom ; les autres sont anonymes.

Ghassan Bourguiba est un militant tunisien de Zarzis qui suivait les recherches de ceux qu'il pensait être des habitants de sa région morts noyés en tentant d'améliorer leur vie. Lorsqu'il a découvert que les morts étaient palestiniens et non tunisiens, il a téléchargé une vidéo sur son compte Facebook.

Dans une vidéo, l'un des parents tunisiens qui avaient perdu leurs fils dans l'épave du bateau a déclaré : « Même si les morts que nous avons trouvés près de notre ville sont des Palestiniens et non nos fils perdus, nous leur organiserons des funérailles ».

« Nous les enterrerons à nos frais dans des tombes gravées de leurs noms dans le cimetière de notre ville, et ne les mettrons pas dans le cimetière des étrangers car nous les considérons comme nos fils », a-t-il ajouté.

À Gaza, un parent de Younus Al-Shaer a vu la vidéo et a contacté Bourguiba pour lui communiquer la liste de tous ceux dont ils n'avaient plus de nouvelles depuis que le contact avait été perdu avec leur bateau. Bourguiba se souvient d'avoir appelé la famille d'Al-Shaer à Gaza pour lui confirmer que Yunous faisait partie des morts. *« Personne ne peut imaginer le profond chagrin et l'immense douleur que j'ai ressentis lorsque j'ai dû leur annoncer ce qui était arrivé à leur fils »*, a-t-il confié.

La sœur d'Al-Shaer a déclaré aux médias locaux qu'elle avait supplié son frère de rester à Gaza. Elle l'a imploré de terminer ses études à l'université.

Mais il lui a répondu : « Tu vois tous les diplômés qui sont au chômage ici ! Je ne veux pas être comme eux quand j'aurai fini mes études ». Il était déterminé à aller en Europe et y trouver du travail. « Je vais réussir et je te rembourserai et je ferai en sorte que vous soyez tous heureux », lui avait-il promis.

Le 18 décembre, les huit corps des jeunes noyés ont été rapatriés de la Tunisie à Gaza, via le passage de Rafah. Leurs familles ont enfin pu les voir, les pleurer et leur faire leurs adieux.

Parents, amis et compatriotes de Gaza ont organisé d'immenses funérailles pour chacun d'entre eux et ils ont enfin été enterrés dans leur patrie. L'une des mères en deuil a déploré la fin tragique de tant de jeunes Palestiniens : « Tous les habitants du monde mangent du poisson, sauf nous, les Palestiniens. Nous, nos fils sont jetés à la mer et servent de nourriture aux poissons ».

Je ne sais pas ce que ces émigrés auraient trouvé en Europe si leur bateau avait atteint l'Italie. Je ne sais pas non plus ce que je vais devenir. J'espérais, en quittant Gaza pour la Tunisie, que la situation serait meilleure quand le moment serait venu de rentrer chez moi. J'espérais que le siège israélien sur ma ville serait levé, que les industries détruites par les attaques israéliennes seraient reconstruites et que le chômage aurait diminué. J'espérais pouvoir revenir, trouver du travail et passer du bon temps avec ma famille et mes amis.

Mais aujourd'hui, six ans plus tard, la situation n'a fait qu'empirer. Tant de jeunes gens essaient de s'en sortir ! Nous sommes des fils et des filles de Gaza et de Tunisie. Nous sommes devenus une famille à force de partager les mêmes chagrins mais aussi le même espoir de vivre une vie, et pas une mort, faite de paix, de bonté et de réussite, le même espoir de trouver un refuge où nous soyons tous en sécurité.

* Majd Salem est un réfugié palestinien de Gaza, mais sa ville d'origine est Al-Jiyya. Il a grandi à Gaza jusqu'à son départ à l'âge de 17 ans, où il s'est rendu en Tunisie pour poursuivre ses études universitaires en relations internationales. Il écrit, entre autres médias, pour We Are Not Numbers et

The Palestine Chronicle 5 janvier 2023
Traduction : Dominique Muselet
Chronique de Palestine – 10 janvier 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après avoir délibéré conformément aux vœux de la loi jugeant à charge d'appel, Octroie défaut contre le sieur Gaston Salgado qui n'a comparu ni personne pour lui, à l'audience susdite. Accueille l'action en réintégrant du requérant pour être juste et fondée en droit; Dit et déclare constant les fait de trouble possessoire reprochés au sieur Gaston Salgado qui a occupé illégalement ledit terrain ; Par voie de conséquence, Ordonne son expulsion du terrain située à la Rue de la Réunion au No :202 dont il occupe toujours; le condamne à vingt-cinq mille (25.000 gourdes) au frais et dépens de l'instance; Commet pour la signification de cette sentence l'huissier Marc-Arthur Meilleur, vu qu'elle est par nous, Me. James Saint-Jean, Juge de Paix de la Section Sud de Port-au-Prince, à l'audience civile et publique du mardi trois janvier deux mille vingt-trois, An 220ème de l'Indépendance avec l'assistance de notre Greffier Me. Jean Smith GELIN.
Il est ordonné.... etc.....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce du sieur Guerly LERICHE d'avec son épouse née Osna ST CYR, pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capital sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet Commet l'Huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification du présent jugement.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Me. Nelson CILIUS, Juge au Tribunal de Première de Port-au-Prince, en audience civile publique et ordinaire du douze mai deux mille
vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.-
Il est ordonné etc...
En foi de quoi etc...
Me. Ingrid Karline WOOLLEY
Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée et pour le profit, déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Wilson BERNARD d'avec son épouse née Marie Sonie DOMESCA pour incompatibilité de caractère aux torts de l'épouse. PRONONCE en conséquence, la dissolution des liens matrimoniaux ayant existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la section sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capital sous peine de dommages envers les tiers, s'il y échet. Compense les dépens; commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement ;
Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Me. Jean Osner PETIT-PAPA, juge en audience civile, ordinaire et publique, du vendredi deux décembre deux mille vingt-deux en présence de Me Eunide LEGERME, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de la greffière Marie Yolande Cadet ZETRENNE.
Me Joseph Vilfranche HEROLD, Av.

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance de tout un chacun que le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, après examen sur les conclusions du Ministère public, à rendu en audience publique en ses attributions civiles le jugement de divorce du sieur Gerald DANIEL, contre son épouse Rosalia ST JEAN pour causes d'injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux; lequel jugement a été prononcé en date du mercredi huit Juin 2022 par le Mag. JEAN Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile ordinaire et en présence de Me Wesley Paul, Substitut Commissaire de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Me. Geston LOUIS, Av

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance du Public en général et aux intéressés en particulier que le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, admet en conséquence le divorce de la dame THOMAS CLERMONT née CHARLES GLORIE d'avec son époux le sieur THOMAS CLERMONT pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince pour l'accomplissement le surplus des formalités y relatives. Commet l'huissier CANAL GABRIEL pour la signification du jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et Prononcé par nous, FREDD' HERCK LENY, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt et un Juillet deux Mille Vingt deux, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY Greffier du siège
Il est ordonné.......etc.......
En foi de quoi....etc......
Me Fanfan CHERUBIN, Av

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Ronald GAY d'avec son épouse Nerlande JEAN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages- intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Nelson CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du treize Janvier deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.-
Pour ordre de publication
Me. Jean Renel Francen, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Pierre Louis MERIZIER d'avec son épouse Marie Kettelie MASSENA, pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Maxime CANDIO, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Me. Nelson CILIUS Juge en audience civile ordinaire du mercredi vingt-cinq août deux mille vingt-et-un, en présence de Me. Jean
Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné etc...
En foi de quoi etc...
Me Jean Luma CHARLES
Officier d'Etat Civil

Suite de la page (7)

des hommes, de leur conscience et de leur disposition à apprendre à "penser vrai (dans la complexité) pour appendre à agir avec intelligence en prenant le temps de donner du sens à leurs actions. Autrement dit c'est toujours au travers d'un contexte de difficultés et de frustrations que l'intelligence se développe en poussant le sujet frustré à apprendre à faire corps avec le réel pour pouvoir le comprendre et mieux agir sur lui. Car on ne commande à la nature qu'en se soumettant à ses lois, ou pour reprendre autrement un certain Albert Einstein l'intelligence ne vient qu'en apprenant à passer plus de temps avec les problèmes qui ne sont que des frustrations.

En outre, il y a longtemps que la souveraineté nationale d'Haïti n'est qu'une imposture entretenue pour masquer l'asservissement total de l'écosystème haïtien. Et, à ce propos, je reprends la pensée de l'homme politique québécois René Lévesque, que doit bien connaître Madame Jean : quand un pays confie à d'autres la sécurité de son territoire, la prise en charge de sa justice, la formation de sa police, l'orientation de ses institutions éducatives et sanitaires, la promotion culturelle et académique de ses élites, ce n'est plus un pays, mais une insignifiance, un lieu d'errance où cohabitent des êtres en sursis qui ne cherchent qu'à survivre. Dans sa quête pour la survie, entre malice et marronnage, le collectif haïtien n'a pas encore compris le sens de la mission d'un peuple libre et digne. Car le marron n'a pas le temps pour apprendre et transmettre : il se fait silencieux, il épie, guette les lieux où il y a de quoi se ressourcer, les mémorise comme des trésors pour revenir dans l'obscurité les chercher. Dans ce jeu trouble, où la malice est la règle, le marron n'a pas de disponibilité pour la communication, il a peur du conflit, car il ne veut pas provoquer celui qui pourra lui apporter les ressources à sa survie. Ainsi, il ne peut pas agir avec intelligence, car il ne pense pas, ne communique pas et ne s'engage que pour accéder à une ressource qui lui permettra de survivre en soignant sa panse et son confort minimal insignifiant.

En conséquence, nous devons reconnaître que ces prises de position, pour sincères et bien intentionnées qu'elles puissent être, ne pourront pas changer la dynamique locale du chaos haïtien. Pour cause, celui-ci n'est que le résultat de la dynamique globale de l'éternelle géostratégie de la déshumanisation qui veut que la puissance des empires se construit toujours par d'odieux et d'immondes actes de barbarie. Cuba, Nicaragua, Venezuela, Rwanda, Congo, Indochine, Vietnam, Irak, Iran Libye, Afghanistan et Haïti sont quelques-uns des morceaux brisés du miroir étincelant qui reflète la barbarie et l'inhumanité de l'occident. Dans ce contexte, proposer que les mêmes charognards, formant le BIG GANG, qui ont planifié le naufrage haïtien, soient les mêmes qui coordonnent et mettent en place le sauvetage ne relève pas seulement de l'insignifiance, mais d'une volonté consciente ou inconsciente de perdurer le cauchemar du peuple haïtien.

Briser la dépendance pour redevenir intelligent

Dans l'un ou l'autre des cas, il y a une perte de sens ; car, à l'évidence, il est improbable de sensibiliser les démons qui régulent la dynamique de déshumanisation. Ils sont programmés pour vampiriser et sont fermés à toutes incantations ou supplications de bienveillance. On ne raisonne pas et ne supplie pas un esprit malfaisant, on le combat, on l'exorcise ! De même, face à la géostratégie de la déshumanisation, on ne quémande pas de bienveillance, on oppose une résistance collective, digne et insolente. Les peuples dignes sont ceux qui résistent, car ils ont des élites qui s'enracinent sur leur terroir et qui assument le coût éthique et cognitif pour entretenir l'intelligence collective. Le drame haïtien est qu'il a des élites culturelles et académiques qui ne connaissent pas ou n'assument pas leur rôle : elles courent après les rêves blancs d'ailleurs ou ne se destinent qu'à devenir des portefaix locaux des intérêts transnationaux ou les hommes à tout faire des oligarques étrangers du pays, et ce quel que soit leur niveau d'étude.

Pour cause, en Haïti, on n'accède à la médiatisation de la réussite politique, économique et académique que si on a un donneur d'ordre blanc auquel on obéit du doigt et à l'œil, ou si on assume d'être instrumentalisé comme couillon par les crapules économiques accréditées comme les nouveaux commissaires du BIG GANG dans leur rôle d'oligarques du shithole. Ici, ceux qui ne mangent pas directement dans les creux des mains des Clinton et des Soros, sucent les bouts d'os que jettent les Boulos, les Apaid, les Deeb, les Acra, les Brandt, les Abdallah et autres "Oliga-tollahs" du shithole. C'est du reste pourquoi les réseaux académiques et culturels ne peuvent pas prendre de position radicale dans la déshumanisation d'Haïti pour affirmer authentiquement, avec constance, cohérence et intelligence, leur dignité et leur rejet du gangstérisme. Ils ne peuvent que supplier leurs maîtres blancs pour qu'ils fassent pression sur les contremaîtres. Seule la pensée autonome, non subventionnée peut aller loin dans la critique, et c'est pourquoi les automates influents, dans leur rayonnement indigent, la détestent tant.

Regardez les légions d'insignifiants anoblis qui avaient apporté leur appui au boycott du bicentenaire en 2004, Ce sont les mêmes qui viennent gémir aujourd'hui en 2022 en sollicitant l'assistance du blanc pour rétablir l'ordre et juguler le chaos que le blanc a financé, entretenu. Elles ont déjà oublié que ce sont elles qui avaient, vent debout, rejoint les 184 groupes de salopards, pour comploter avec le blanc contre la dignité nationale, rien que pour leur petit succès culturel, académique et littéraire ou économique. Rien ne peut encore prouver en quoi la légitimité de la lutte contre Jean Bertrand Aristide exigeait de chier sur un tel évènement à valeur symbolique planétaire. Le monde entier était rivé sur cet évènement qui, hélas, a été boycotté et sabordé par de puissantes injonctions diplomatiques, politiques et économiques. Sans vouloir nous attarder sur cet épisode malheureux, il faut admettre qu'il y a une insoutenable insignifiance chez les lettrés haïtiens qui n'ont pas compris que c'est par la fracture de 2004 que la souveraineté haïtienne a été profondément érodée par l'indigence du nouveau contrat social qui a été ensemencée dans la consciente des élites culturelles (*Grenn Nan Bounda*). Une once d'intelligence aurait pu faire comprendre à ces insignifiants, étonnants voyageurs de l'errance, qu'une alliance soutenue par toutes les puissances néocoloniales, par les oligarques qui se sont enrichis sous les Duvalier et qui ont financé tous le pogroms et massacres contre les paysans et les militants des organisations populaires et par les mercenaires traditionnels de la politique ne pouvaient qu'être, au-delà de la menace anti-démocratique du gouvernement lavalas, un complot contre la souveraineté du pays.

Le pire est que dans leurs travaux de recherche académique, financés par le blanc, ces insignifiants répètent en chorale cacophonique, pour faire plaisir au blanc et légitimer son ingérence sur tous les domaines stratégiques du pays, que l'intelligence est en déroute. Alors que ce sont elles qui tuent l'intelligence par leur dépendance vis-à-vis des intérêts étrangers, ils se couchent, sans pudeur, sans dignité, pour mieux s'aligner sur le plan des basses eaux où l'assistance internationale maintient les projets qu'elle finance sous leur haute expertise académique et managériale. N'avez-vous pas vu qu'il y a un puissant lien économique, académique, culturel entre ceux qui sont au pouvoir depuis 2011 et le blanc ? Tous ceux qui ont apporté leur talent, leur rayonnement, leur savoir-faire malicieux et indigent, pour anoblir la médiocrité politique au pouvoir depuis 2011, doivent leur renommée au blanc. D'ailleurs, les sanctions en sont une preuve éloquente de ce lien de dépendance qui sert d'attracteur d'asservissement du pays.

Ainsi, pour commenter intelligemment les sanctions, on peut dire contrairement à ce que laissent croire certains médias, certaines associations patronales, certaines associations socio-professionnelles, certains réseaux de droits humains, certains dignitaires comme Michaëlle Jean, ce qu'il se passe dans le shithole n'est qu'un refroidissement des strates sociales haïtiennes qui, devenues trop instables et chaotiques dans leur prolifération, menaçaient de rompre, par leur expansive agitation, l'équilibre de la géostratégie de l'errance conçue pour les espaces shitholiens comme Haïti par le biais des élites poubelles. Le démiurge, qui les contrôle et les finance, tente de les ramener à un état proche du point d'inflexion qui les réalignera sur l'axe de pilotage du gangstérisme polymorphe stratifié (GPS). Un pilotage qui semble avoir été gravement perturbé pendant plus de 4 ans, depuis notamment les révélations sur le scandale Petro Caribe en 2018. Or, objectivement, il faut que ce GPS reste, malgré son morcellement, une interface pilotée par le Big Gang, qu'est la communauté internationale, pour maintenir Haïti sur la trajectoire séculaire de son errance. De sorte qu'on puisse dire comme le maître du jeu qui déclare closes les mises et de lancer la partie : rien ne va plus, messieurs et mesdames les insignifiants. Le blanc a donné, le blanc a ôté, que le nom du blanc soit loué (inspiré de Job 1. 21).

Ainsi, sachant que dans leur forme ces sanctions ne sont que des postures diplomatiques pour préparer le prochain cycle de l'errance et que dans le fond elles ne peuvent être que des impostures sans effet politique sur la dynamique du chaos, dans une prochaine tribune, nous esquisserons en détail ce que Madame Michaëlle Jean et tous ceux qui veulent qu'Haïti sorte de ce marécage putride doivent faire pour permettre de ramener l'intelligence en déroute.

Quant à nous, nous continuons de croire qu'un collectif qui a survécu à la déshumanisation par la malice et le marronnage, qui furent des armes contextuelles efficaces contre le barbare blanc qui faisait la chasse aux nègres, et quand tout, depuis son indépendance, lui rappelle les notes et le décor de cette même déshumanisation, il ne peut que retrouver dans sa mémoire fragmentée, où règnent le grégaire et l'inconscient, les réflexes des gestes et les trames de ce qui lui ont permis de survivre : d'où l'absence de lien entre le collectif et son pays, d'où les irresponsabilités, d'où les peurs collectives, d'où les stratégies à somme nulle qui poussent au sauve qui peut. Quand 95% des maigres ressources du pays sont aux mains de moins de 10 familles étrangères, quand le leadership politique du pays est choisi pour avoir le profil corrompu et médiocre voulu par le blanc pour mieux lui imposer ses injonctions, quand le leadership culturel et académique est anobli par le blanc pour avoir l'insignifiance voulue par le blanc, c'est-à-dire juste utile pour reproduire la déshumanisation sans le blanc, mais futile pour le pays, il est logique que soient la violence et l'errance. C'est un enseignement des sciences cognitives et de la pensée stratégique : ce qui assure la survie du groupe est ce qui lui permet de se reproduire. Voilà pourquoi, pour reprendre la thèse fétiche qui semble justifier toutes les irresponsabilités, l'intelligence est en déroute en Haïti. Il faut donc trouver un propulseur pour remonter le temps et partir à sa recherche avant que tout ne s'effondre totalement.

Notes

[i] https://lenouvelliste.com/article/239898/michaelle-jean-estime-que-les-pays-comme-le-canada-devraient-prendre-leurs-responsabilites

[ii] https://www.courrierinternational.com/article/opinion-les-entrailles-dhaiti-pourries-par-la-corruption

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur LEDNY CINEA d'avec son épouse née MARIE DENISE DUVERSEAU, pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, BERNARD SAINT-VIL, Juge en audience civile et publique en date du vingt-deux Janvier deux mille quinze, en présence de Me. RONALD PIERRE, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance de Monsieur JOSEPH PIERRE LOUIS, Greffier du siège
Il est ordonné.....etc.....
En de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Jeanite BAPTISTE d'avec son époux Calème AIMABLE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la
Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Nelson CILIUS, Juge, en audience civile.
ordinaire et publique du dix-sept février deux mille vingt-deux, en présence de
Me. Jean Rolex
MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur
W TASSY, Greffier du siège.-
Pour ordre de publication
Me. Jean Renel Francen, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur Ronald Elionise VICTOR, d'avec son épouse née Esther MARCELIN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits Epoux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de Pétion Ville, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capital sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE par nous FREDD'HERCK LENY, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-et-un Juillet deux mille vingt-deux, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Evangeline Christa Phara SYMBLEME d'avec son époux Pierre Nixon TERNIER pour abandon du toit marital; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages- intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification.
Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Nelson CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du vingt et un juillet deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex
MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.-
Pour ordre de publication
Me. Jean Renel Francen, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de la dame Evangeline Lissabeth DESIR d'avec son époux Ascencio SEVERE pour abandon du toit marital; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Nelson CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du vingt et un juillet deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex
MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.
Me. Jean Renel Francen, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Bernard DESIR d'avec son époux Rose Flavienne Stanline PASCAL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce
la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la
Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Nelson CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du vingt-sept Janvier deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.
Pour ordre de publication
Me. Jean Renel Francen, Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré et au vœu de la loi, accueille favorablement et en la forme l'action du requérant contre ses adversaires pour être juste et fondée, se déclare compétent pour trancher l'affaire; maintient le défaut octroyé au sieur Thomas NORISSAINT contre les nommés Saintoiné FELISME et Shorty FRANÇOIS, faute de comparaître Juge à charge d'appel, déclare résilier le contrat de bail à loyer liant les parties; ordonne en conséquence le déguerpissement des cités. Accorde l'exécution provisoire sans caution sur le chef de déguerpissement conformément aux prescrits de l'article 276 du code de procédure civile: réserve le droit au requérant de réclamer aux cités des dommages intérêts pour les préjudices causées. Condamne les cités aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Pierre Juste Clovis pour la signification du jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Mag. Pierre BELVU, Juge à l'audience du Mardi six (06) Septembre deux mille vingt-deux (2022); An 219ème de l'indépendance, avec l'assistance de la greffière Makensie VIL
Il est ordonné.....etc...
En foi de quoi.....etc....
Makensie VIL ,Greffière

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame ROSEMIE NAPOLÉON d'avec son époux JOHNNY CAZEAU pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du douze Mai deux mille vingt-deux, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi...etc.....
Me INGRID KARLINE WOOLLEY OFFICIER D'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant à charge d'appel maintient le défaut requis et octroyé contre les nommés Gedeon SAINT LOUIS, Belony SAINT-LOUIS, Izavien SAINT-LOUIS et Catherine SAINT-LOUIS à l'audience du Jeudi 03 Janvier 2023; Dit et déclare compétent pour connaître la cause; Accueille favorablement l'action de la requérante pour être juste et fondée; Ordonne en conséquence l'expulsion des lieux des cités de la propriété de la requérante sise à l'Habitation Bois Caradeux, plus précisément Village Rapatriés Silo, Rue Bethleem 31, Cassagnol 17, Section Communale de Saint-Martin, Commune de Delmas; Accorde, sur le chef du déguerpissement l'exécution provisoire sans caution de la présente sentence nonobstant appel et pourvoi en cassation ; Condamne les cités à payer quinze mille gourdes à titre de dommages et intérêts; Les condamne aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Michel Mackendy de ce siège pour la signification du jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Jean Flaury Raymond; Juge en audience publique et Civile du jeudi 5 Janvier 2023, avec l'assistance de Wang Steeve Major greffier du siège.
Il est ordonné......etc....
En foi de quoi......etc......

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience précitée et pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Evens PIERRE NOËL née Marie Andrée MARCELLUS d'avec son époux le sieur Evens PIERRE NOËL pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier Yvon ZETRENNE pour la signification. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du mercredi vingt-deux Juin deux mille vingt-deux, en présence de Me. Souvenir JENTY, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.-
Pour ordre de publication
LMON
Me. Fanfan GUERILUS, Avocat

Suite de la page (5)

à Saint-Domingue depuis 1492 ? Ce serait une interprétation nouvelle ou peu commune des faits rapportés dans les ouvrages des grands historiens qui ont analysé minutieusement cette époque, écrit abondamment sur cette épopée titanesque. Nous avons essayé d'appréhender « nous-même » le sens philosophique et spécifique d'un mouvement révolutionnaire, à proprement parler. Nous avons aussi tenté l'expérience de différencier les termes « *révolte* », « *insurrection* » de celui de « *révolution* ». C'est une façon de vérifier s'il y a effectivement des rapports synonymiques entre ces trois principaux substantifs. Pas seulement des relations de complémentarité! Saurait-on parler de l'échec d'une révolution? Dans le cas qui nous concerne, les mots « *révolte* » et «*insurrection* » ne devraient-ils pas être plutôt associés aux notions de «moyens» qui permettent à la « *fin* » de se justifier, laquelle serait elle-même le basculement complet, radical du vieil ordre existant? Et surtout de le remplacer par un meilleur? En politique, un « *mouvement révolutionnaire* » doit être considéré, interprété comme une série d'actions collectives, violentes ou non violentes, dans le but de faire une « **révolution** ».

Marie-Jean Hérault de Séchelles [6] a rédigé un rapport à propos du projet de la constitution de 1793 dans lequel il déclare : « *Le jour où vous aurez fait la constitution sera celui d'une résurrection pour la France, d'une révolution pour l'Europe. Tous nos destins reposent dans ce monument; il est plus puissant que toutes les armées.* » Pourtant, la prise de la Bastille date du 14 juillet 1789. En 1793, le député Hérault de Séchelles parlait encore d'une « révolution » à venir. N'est-ce pas la suite qui allait déterminer l'« axe idéologique » sur lequel il fallait installer le phénomène de l'abolition de la monarchie en France?

À notre humble avis, une révolte, une insurrection peut échouer. Mais pas une révolution. Car cette dernière se mesure à l'aune de résultats avantageux. Et non à celle de conséquences désastreuses. Seulement, on peut la détruire. Comme les États-Unis sont en train de le faire au Venezuela! Parler de la nécessité d'une deuxième « révolution » ne reviendrait-il pas à admettre inconsciemment qu'il n'y a pas vraiment eu une « première » ?

La mort prématurée de Jean-Jacques Dessalines dévia l'affluent de la victoire des Noirs et des mulâtres du fleuve d'une totale « révolution ». Le phénomène de la métamorphose systémique a été contrarié. Interrompu par ce meurtre crapuleux. L'élite avant-gardiste, progressiste, doit reprendre le processus de transformation perturbé, discontinué des rapports sociaux, là où il fut suspendu le 17 octobre 1806.

Robert Lodimus

____

Notes et références

[1] Paroles du colonel Paulin au roi Henri Christophe d'Haïti qui voulait le dégrader : «*Cette croix m'a été donnée par vous, mais quant à mes épaulettes, je les ai gagnées et conquises sur le champ de bataille : vous ne pouvez me les arracher*! »

[2] Thomas Vampire, **De coups d'État en dictatures, l'histoire convulsive d'Haïti**, Le Figaro, 13 mai 2011.

[3] Paul Schrecker, **Kant et la Révolution française**, **Les doctrines politiques modernes**, 1947.

[4] Apôtre Pierre, personnage de la Sainte Bible.

[5] La Toupie.

[6] Marie-Jean Hérault de Séchelles, homme politique français, député guillotiné à Paris le 5 avril 1794.

Suite de la page (13)

lisaient nos tracts et recevaient régulièrement des promesses de paix, de démocratie et de réforme agraire. Maintenant, ils croupissent sous nos bombes et considèrent que leur véritable ennemi, c'est nous et non pas leurs compatriotes vietnamiens. Ils se déplacent tristement et avec apathie quand nous les chassons des terres de leurs ancêtres pour les parquer dans des camps de concentration où leurs besoins élémentaires sont rarement satisfaits. Ils savent que s'ils ne partent pas, ils seront tués par nos bombes. Alors, ils partent, avant tout les femmes, les enfants et les personnes âgées. Ils nous voient empoisonner leur eau et anéantir leurs récoltes. Ils ne peuvent s'empêcher de pleurer quand ils voient les bulldozers arriver en vrombissant sur leurs terres pour en détruire les arbres précieux. Ils vont dans les villes et y trouvent des milliers et des milliers d'enfants sans abri, nus, courant en meutes dans les rues comme des animaux. Ils voient que nos soldats les humilient lorsqu'ils mendient de la nourriture. Ils voient ces enfants vendre leur sœur à nos soldats, réclamer leur mère. Nous avons détruit les deux institutions qui leur étaient les plus chères: la famille et le village. Nous avons détruit leurs terres et leurs récoltes. Nous avons contribué à écraser la seule force révolutionnaire non communiste du pays, l'Eglise bouddhiste unifiée. Tel est le rôle endossé par notre pays, rôle de ceux qui rendent impossibles les révolutions pacifiques en refusant d'abandonner les privilèges et les plaisirs que procurent les immenses profits des investissements d'outre-mer. Je suis convaincu que si nous voulons être du bon côté de la révolution mondiale, notre pays doit révolutionner radicalement ses valeurs. Nous devons rapidement passer d'une société axée sur les choses à une société axée sur les personnes. Quand les machines et les ordinateurs, la recherche du profit et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les gens, les triplés géants que sont le racisme, le militarisme et l'exploitation économique ne peuvent pas être vaincus.

Une vraie révolution des valeurs nous amènera bientôt à mettre en question l'honnêteté et l'équité de quantité de nos politiques actuelles. D'une part, nous sommes appelés à jouer les Bons Samaritains au bord des chemins de la vie. Mais ce n'est qu'un début. Un jour, nous nous rendrons compte que c'est toute la route de Jéricho qui doit être transformée afin que les hommes et les femmes ne soient pas constamment battus et dévalisés au cours de leur voyage sur la route de la vie. La vraie compassion, c'est davantage que le fait de jeter une pièce à un mendiant. La vraie révolution des valeurs ne tardera pas à considérer avec inquiétude et une indignation justifiée le contraste flagrant entre la pauvreté et la richesse. Elle regardera au-delà des mers et verra des capitalistes occidentaux qui investissent des sommes considérables en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud uniquement pour en retirer des profits sans se soucier d'améliorer la situation sociale des pays. Elle se dira: c'est injuste. Elle examinera notre alliance avec l'aristocratie terrienne d'Amérique latine et dira: ce n'est pas juste. L'arrogance de l'Occident qui consiste à penser qu'il a quelque chose à apprendre aux autres et rien à apprendre d'eux n'est pas juste. Une vraie révolution des valeurs examinera l'ordre mondial et dira de la guerre: Cette façon de régler les différends n'est pas juste. Brûler des gens au napalm, de faire dans les familles de notre pays des quantités de veuves et d'orphelins, instiller le poison de la haine dans les veines de personnes au comportement généralement humain, renvoyer chez eux des soldats que les champs de batailles sinistres et sanglants ont handicapés physiquement et dérangés psychologiquement, tout cela est incompatible avec la sagesse, la justice et l'amour. Une nation qui continue de dépenser d'année en année plus d'argent pour la défense que pour les programmes sociaux est proche de la mort spirituelle.

Mes amis, s'il y a une chose que nous devons voir aujourd'hui, c'est que nous sommes dans une période révolutionnaire. Dans le monde entier, des hommes se révoltent contre les anciens systèmes d'exploitation et d'oppression et les blessures d'un monde faible donnent naissance à de nouveaux systèmes de justice et d'égalité. Les gens en haillons et aux pieds nus se soulèvent comme ils ne l'ont jamais fait. Ceux qui étaient dans le noir ont vu une vive lumière. Ils pensent inconsciemment ce que nous disons dans nos chants de liberté «Je ne laisserai personne me décourager». Il est regrettable qu'à cause du confort, de leur suffisance, de leur peur maladive du communisme, de leur tendance à s'accommoder de l'injustice, les pays occidentaux, qui ont mis en place tant d'aspects de l'esprit révolutionnaire du monde moderne deviennent d'absolus contre-révolutionnaires. Cela a incité de nombreuses personnes à penser que seul le marxisme incarnait l'esprit révolutionnaire. Par conséquent, le communisme est un jugement condamnant notre échec à réaliser la démocratie et à poursuivre les révolutions que nous avons mises en route. Aujourd'hui, notre seul espoir réside dans notre capacité à reconquérir l'esprit révolutionnaire et à déclarer dans un monde parfois hostile une hostilité éternelle à la pauvreté, au racisme et au militarisme. Ce puissant engagement nous permettra de défier audacieusement le statut quo, les mœurs injustes et nous hâterons la venue du jour où «*chaque vallée sera glorifiée, où chaque montagne et chaque colline sera aplanie, où les endroits rudes seront transformés en plaines, où les endroits tortueux seront redressés, où la gloire du Seigneur sera révélée et où tous les vivants le verront tous ensemble*» .

Une authentique révolution des valeurs implique en dernière analyse que nos loyautés deviennent œcuméniques plutôt que de s'adresser à des groupes particuliers. Tous les pays doivent maintenant développer une loyauté prépondérante vis-à-vis de l'humanité tout entière afin de préserver ce que chacune des sociétés a de meilleur. Cet appel en faveur d'une fraternité mondiale qui dépasse les préoccupations liées à la tribu, à la race, à la classe et à la nation est en réalité un appel à un amour complet et inconditionnel pour tous les hommes. Cette notion souvent mal interprétée, si volontiers rejetée par les disciples de Nietzsche comme une manifestation de faiblesse et de lâcheté est devenue une nécessité absolue pour la survie de l'humanité. Quand je parle d'amour, je ne pense pas à une réaction sentimentale et faible, je parle de cette force dans laquelle toutes les grandes religions ont vu le principe unificateur suprême de la vie. L'amour est en quelque sorte la clé qui ouvre la porte vers la réalité suprême. Cette croyance hindoue, musulmane, chrétienne, juive et bouddhiste en une réalité suprême est magnifiquement résumée dans la première Epître de Jean: «*Aimons-nous les uns les autres, puisque l'amour est de Dieu et que quiconque aime est né de Dieu et connaît Dieu. Celui qui n'aime pas n'a pas connu Dieu car Dieu est Amour. […] Si nous nous aimons les uns les autres, Dieu demeure en nous, en nous son amour est accompli.*»

Finalement, je dirai que je suis opposé à la guerre du Vietnam parce que j'aime l'Amérique. Ce qui m'inspire n'est pas la colère mais la crainte et le chagrin, et le profond désir de voir notre pays bien-aimé être un exemple moral pour le monde. Je m'oppose à cette guerre parce que je suis déçu de l'Amérique. Je suis déçu de constater notre incapacité à nous attaquer positivement et avec franchise aux trois maux que sont le racisme, l'exploitation économique et le militarisme. Nous nous sommes engagés dans une impasse qui pourrait conduire à un désastre national. L'Amérique sombre dans le racisme et le militarisme. La maison que tant d'Américains ont léguée était construite solidement et de manière idéaliste. Ses piliers étaient solidement ancrés dans notre héritage judéo-chrétien. Tous les hommes sont créés à l'image de Dieu. Tous les hommes sont frères. Tous les hommes naissent égaux. Chaque homme reçoit en héritage la dignité et la valeur. Chaque homme possède des droits qui ne lui sont pas accordés par l'Etat, qui ne dérivent pas de l'Etat. Ils viennent de Dieu. Avec le même sang, Dieu a destiné les hommes à habiter la face de la Terre. Quel merveilleux fondement pour chaque foyer! Quel endroit magnifique et salutaire pour y habiter. Mais l'Amérique s'est égarée et cette dérive contre nature n'a fait qu'apporter le trouble et la confusion. Elle a laissé les cœurs tourmentés par la culpabilité et les esprits dénaturés par l'irrationalité. Il est temps que tous les êtres doués de conscience en appellent à l'Amérique pour qu'elle retrouve ses racines. Omar Khayyam avait raison quand il écrivait: «*Le doigt qui se déplace écrit et ayant écrit, il avance.*» J'en appelle aujourd'hui à Washington. J'en appelle à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté de l'Amérique tout entière. J'en appelle à tous les jeunes Américains qui doivent faire un choix aujourd'hui, qui doivent prendre position sur cette question. Demain, ce sera peut-être trop tard. Et ne croyez pas ceux qui vous disent que Dieu a choisi l'Amérique en tant que force divine et messianique destinée à être le gendarme du monde. Dieu a sa façon de juger les nations et je l'entends dire à l'Amérique: «*Tu es trop arrogante et si tu ne modifies pas ta politique, je vais me révolter et briser les fondements de ton pouvoir et le placerai entre les mains d'une nation qui ne connaît même pas mon nom. Reste tranquille et sache que je suis Dieu.*»

Certes, il n'est pas facile de défendre la vérité et la justice. Cela provoque parfois des frustrations. Quand vous dites la vérité et prenez position, vous avez parfois le cœur lourd. Vous risquez de perdre votre emploi, d'être insulté, méprisé. Vous aurez peut-être un enfant de sept ou huit ans qui vous demandera: «Papa, pourquoi est-ce que tu dois aller si souvent en prison?» Il y a longtemps que j'ai appris qu'être disciple de Jésus-Christ, c'est porter la croix. Et ma Bible me dit que le Vendredi Saint précède Pâques. Avant de porter la couronne, nous devons porter la croix. Portons-la pour la vérité, pour la justice, pour la paix. Sortons d'ici aujourd'hui avec cette détermination. Je n'ai pas perdu la foi. Je ne suis pas désespéré car je sais qu'il y a un ordre moral. Je n'ai pas perdu la foi parce que l'arc de l'univers moral est long mais qu'il est tendu vers la justice. Je peux encore chanter «Nous vaincrons» car Carlyle avait raison lorsqu'il écrivait: «*Aucun mensonge ne peut vivre éternellement.*» Nous vaincrons parce que, comme l'écrivait à juste titre William Cullen Bryant, «*une vérité que l'on écrase à terre se redressera.*» *[…] Nous vaincrons parce que, selon la Bible, «on récolte ce qu'on a semé».*

Avec cette foi, nous serons capables de tailler dans la montagne de désespoir une pierre d'espoir. Avec cette foi, nous transformerons les dissonances criantes de notre monde en une belle symphonie fraternelle. Avec cette foi, nous hâterons la venue du jour où la justice déferlera comme les eaux et la droiture comme un flot puissant. Avec cette foi, nous hâterons la venue du jour où le lion et l'agneau se côtoieront paisiblement et où chaque homme pourra s'asseoir au pied de son cep de vigne ou de son figuier et où personne n'aura plus peur parce que le Seigneur aura parlé. Avec cette foi, nous hâterons la venue du jour où nous pourrons nous donner la main dans le monde entier et chanter les paroles du vieux negro spiritual «*Enfin libres! Enfin libres! Dieu soit loué, nous sommes enfin libres!*» *[…] « Les hommes transformeront leurs épées en socs et leurs lances en ébranchoirs. Les nations n'attaqueront plus les autres nations et les hommes n'apprendront plus à faire la guerre. Je ne sais pas ce qu'il en est pour vous, mais moi, je n'apprendrai plus à faire la guerre. »*

Source: Pacifica Radio/KPFA/UC Berkeley Library's Media Resource Center's Site.
(Traduction: Horizons et débats)

Les infirmières de la ville de New York et la lutte contre la pandémie



Des infirmières font grève devant l'hôpital Mount Sinai, le 10 janvier 2023, à New York [AP Photo/Andres Kudacki] [AP Photo/Andres Kudacki]

Par Jerry White

Plus de 7.000 infirmières ont débrayé lundi matin dans deux des plus grands hôpitaux privés de New York: Mount Sinai à Manhattan et Montefiore Medical Center dans le Bronx.

La grève des infirmières new-yorkaises est la première grande grève de 2023, une année qui verra de nombreuses batailles de classe explosives. Le salaire est un problème majeur pour les infirmières qui luttent contre la hausse du coût de la vie dans l'une des villes les plus chères du monde. Mais l'enjeu central de la grève est le manque chronique de personnel et l'état catastrophique du système de santé aux États-Unis, alors que débute la quatrième année de la pandémie mondiale.

Sur les piquets de grève, les infirmières ont décrit des conditions qui rendent impossible de soigner les patients de manière adéquate et sûre. Chaque infirmière a jusqu'à 20 patients ou plus par poste, et les conditions de travail brutales poussent les nouvelles infirmières et les infirmières expérimentées à quitter la profession.



Piquet de grève du syndicat des infirmières à l'hôpital Montefiore dans le Bronx jeudi 12 janvier dernier (Photo Marty Goodman)

Même si la pénurie d'infirmières existait avant la pandémie, les conséquences mortelles de décennies d'attaques contre la santé publique sont devenues pleinement visibles avec la pandémie de COVID-19. La classe dirigeante américaine, comme ses homologues du monde entier, a réagi en donnant la priorité au profit sur la vie humaine. Au lieu de mettre en œuvre des mesures de santé publique de base pour arrêter la propagation du virus, on l'a laissé se propager sans retenue, submergeant les hôpitaux et le système de santé dans son ensemble.

Le personnel infirmier et les autres professionnels de la santé ont été les plus touchés par la crise lorsque la ville de New York est devenue l'épicentre de la pandémie mondiale en mars 2020. Des millions de personnes ont réagi avec stupeur aux images d'infirmières de l'hôpital Mont Sinai s'enveloppant dans des sacs poubelles en raison du manque d'équipement adéquat pour les protéger du virus mortel.

Le 23 mars 2020, Kious Kelly, une infirmière gestionnaire adjointe de 48 ans qui traitait des patients atteints du COVID à l'hôpital voisin Mount Sinai West, est la première infirmière de la ville de New York qui serait morte de la pandémie. Au cours de la seule première année de la pandémie, on estime que 3.607 travailleurs de la santé américains ont succombé à cette maladie mortelle.

Tout au long de la pandémie, les infirmières des États-Unis et du monde entier ont été soumises au traumatisme quotidien de conditions épuisantes et dangereuses, ainsi qu'au danger de contracter la maladie, d'être affaiblies de façon permanente par le COVID longue durée et de contaminer leurs proches. L'épuisement professionnel, le stress et les problèmes de santé mentale, y compris un risque permanent de syndrome de stress post-traumatique, ont conduit 230.000 médecins, infirmières praticiennes, assistants médicaux et autres cliniciens à quitter la profession entre 2020 et 2021, selon une analyse des données de réclamations médicales de Definitive Healthcare.

Le refus de Trump puis de Biden de prendre des mesures pour maintenir les entreprises et les écoles non essentielles fermées jusqu'à ce que la propagation de la maladie soit stoppée et que le COVID-19 soit éliminé a entraîné la mort d'au moins 1,1 million d'Américains, dont plus de 44.127 New-Yorkais.

Biden a accueilli l'émergence du variant Omicron en novembre 2021 comme prétexte pour mettre fin au port du masque, aux tests, à la recherche des contacts, à l'isolement des patients infectés et à la déclaration systématique des cas et des décès. Ignorant la science, Biden a proclamé que «la pandémie est terminée» et que la vie pouvait revenir à la normale. Mais comme les virologues l'avaient prévenu, la propagation incontrôlée du virus a conduit à l'émergence de nouveaux variants qui sapent l'efficacité des vaccins et l'immunité des infections précédentes.

À New York, le maire démocrate Eric Adams a abandonné toutes les mesures d'atténuation et, après deux ans de limitation des célébrations, il a supervisé un événement du Nouvel An à Times Square sans même des mesures minimales de distanciation sociale.

Le sous-variant XBB.1.5, qui serait apparu à New York selon les scientifiques, est en train de devenir rapidement dominant dans tous les États-Unis. Pendant des semaines, les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont dissimulé l'émergence de ce nouveau variant plus résistant au système immunitaire. Alors que la «triple pandémie» de COVID, de grippe et de VRS est ressentie dans tout le pays, New York est une fois de plus un épicentre.

La situation actuelle, et toute l'expérience de ces trois dernières années ont démontré l'indifférence de l'élite patronale et financière à l'égard de la santé et de la vie de la population. Plutôt que d'injecter de l'argent dans les soins de santé, l'establishment politique a mis en œuvre une politique de mort massive. On a laissé les «héros de la santé» seuls face à cette catastrophe, tandis que la classe dirigeante s'intéresse davantage au travail des pompes funèbres.

La politique globale de la classe dirigeante a coïncidé avec le caractère du système de soins de santé à but lucratif. Montefiore et Mont Sinai sont des sociétés privées, malgré leur statut fiscal d'«organisations à but non lucratif». Elles disposent de dizaines de millions de dollars d'investissements privés et versent à leurs dirigeants des salaires exorbitants. Le PDG de Mont Sinaï, Kenneth Davis, a gagné 5,6 millions de dollars en 2019, et celui de Montefiore, Philip Ozuah, 7,4 millions de dollars en 2020, selon les dernières déclarations fiscales disponibles.

Les hôpitaux, qui auraient augmenté leurs actifs d'un milliard de dollars en 2021, ont également fortement réduit les «dépenses de soins de charité» jusqu'à la moitié pour les résidents pauvres et à faible revenu, tout en augmentant les investissements dans des quartiers beaucoup plus riches. La pression incessante exercée sur les infirmières pour qu'elles effectuent un travail qui dépasse leurs capacités physiques et mentales ne fait que renforcer les rendements des hôpitaux, ainsi que des sociétés géantes d'assurance, de produits pharmaceutiques, d'équipements médicaux et autres qui bénéficient du système de médecine à but lucratif.

L'impact de la pandémie a suscité un sentiment de colère et d'opposition dans toute la classe ouvrière, notamment chez les infirmières. L'année dernière, près d'un tiers des grandes grèves aux États-Unis concernaient des infirmières et d'autres travailleurs de la santé, y compris les grèves des infirmières du Minnesota et de Californie, et les conventions collectives arrivent à échéance pour des dizaines de milliers d'autres cette année. Des manifestations de masse ont également eu lieu pour protester contre la persécution de RaDonda Vaught, infirmière du Vanderbilt Medical Center, pour une erreur médicale qui était le résultat inévitable du manque de personnel et de la surcharge de travail.

Cela fait partie d'un mouvement mondial. Des séries de grèves d'infirmières et d'autres travailleurs de la santé ont eu lieu en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande, au Sri Lanka, en Argentine et dans d'autres pays du monde. Malgré les affirmations de la classe dirigeante selon lesquelles la pandémie est terminée, 2022 a été la pire année de la pandémie dans de nombreux pays, notamment au Canada et en Australie. L'année s'est terminée par la fin du COVID zéro en Chine, un changement de politique exigé par le capital financier international, qui a produit une vague massive d'infections et de décès.

La lutte des infirmières de New York soulève des questions organisationnelles et politiques fondamentales. Premièrement, on ne peut accorder aucune confiance à l'Association des infirmières de l'État de New York et à l'Union nationale des infirmières qui ont isolé délibérément les 7.000 infirmières en grève en signant des accords de capitulation pour les 10.000 infirmières restantes dans les hôpitaux privés de la ville. Ces accords prévoient des augmentations de salaire inférieures à l'inflation et ne font rien pour remédier sérieusement au manque de personnel. L'appareil syndical, en outre, n'a rien fait pour s'opposer à la réponse de la classe dirigeante à la pandémie, et a même partout collaboré à la politique d'infection massive.

Dans la ville de New York, les infirmières doivent former un comité de grève de la base, dans le cadre de l'Alliance ouvrière internationale des comités de base des travailleurs, pour faire valoir leurs revendications, rompre l'isolement de la grève et mobiliser les sections les plus larges de la classe ouvrière dans la ville et au-delà pour gagner leur grève.

Cela doit être lié à une lutte politique de l'ensemble de la classe ouvrière contre le capitalisme et la politique de la classe dirigeante du «COVID sans fin». Les infirmières ont choisi leur profession avec le désir de sauver des vies. Mais l'expérience des trois dernières années a démontré que sauver des vies, à l'hôpital et au-delà, est lié à l'opposition à la classe dominante et au système capitaliste.

La fin de la politique pandémique de mort et de débilitation massives ne peut être obtenue que par une lutte politique de l'ensemble de la classe ouvrière pour la transformation socialiste de la société, y compris du système de santé.

Wsws 11 janvier 2023

Indonésie : les syndicats rejettent la réglementation d'urgence remplaçant la loi omnibus



Les affiliés d'IndustriALL en Indonésie ont condamné la réglementation d'urgence qui vient en lieu et place de la loi sur la création d'emplois (Perppu) promulguée par le président en décembre dernier, car elle ne répond pas aux revendications des syndicats.

La loi omnibus controversée, officiellement connue sous le nom de Loi sur la création d'emplois, a été adoptée par le Parlement en octobre 2020, mais ensuite déclarée inconstitutionnelle par la cour constitutionnelle indonésienne.

Fin décembre 2022, le président Joko Widodo a promulgué un règlement d'urgence sur la création d'emplois pour remplacer la loi omnibus, sous prétexte de faire face aux risques de récession mondiale en 2023 et d'attirer davantage d'investissements étrangers, au détriment des droits des travailleurs.

La Confédération des syndicats indonésiens (KSPI), la Confédération des syndicats de tous les travailleurs indonésiens (KSPSI), la Confédération des travailleurs unis d'Indonésie (KPBI) et d'autres, ainsi que le Parti du travail indonésien, ont rejeté cette nouvelle réglementation.

Les syndicats et le parti affirment que certaines dispositions du règlement ont donné aux gouverneurs un pouvoir discrétionnaire pour déterminer le salaire minimum. Par exemple, l'insertion du mot "peut", l'utilisation d'un indice variable vague et le pouvoir donné au gouverneur d'adopter une formule différente pourraient exclure certains secteurs du règlement sur le salaire minimum et porter atteinte aux droits des travailleurs.

« Le règlement d'urgence ne répond pas aux revendications des syndicats. Nous en rejetons le contenu sur la base de neuf conditions défavorables, notamment l'externalisation, les indemnités de licenciement, le recrutement de travailleurs étrangers et les sanctions pénales contre les employeurs qui désavantageront les travailleurs » a déclaré Iwan Kusmawan, Président du conseil d'IndustriALL pour l'Indonésie.

Les syndicats et le parti travailliste prévoient un rassemblement devant le palais présidentiel le 14 janvier. C'est la Confédération des syndicats pour la prospérité de l'Indonésie (KSBSI) a porté le Perppu devant la Cour constitutionnelle. « *Nous demandons instamment au gouvernement indonésien d'abroger le règlement d'urgence condamné par les syndicats indonésiens. Le gouvernement doit respecter la décision de la Cour constitutionnelle et prendre en considération les préoccupations des travailleurs* ».

Selon Shinya Iwai, le Secrétaire régional d'IndustriALL : « *Les affiliés indonésiens ont fait campagne contre la loi sur la création d'emplois depuis son introduction, en organisant de nombreuses manifestations, en déposant des recours juridiques auprès de la cour constitutionnelle et en faisant pression sur les parlementaires pour obtenir leur soutien. IndustriALL va continuer à soutenir la lutte de ses affiliés indonésiens contre les réglementations anti-ouvrières préjudiciables aux droits des travailleurs.* »

Le 3e Congrès d'IndustriALL a adopté une résolution exhortant le gouvernement indonésien à abroger sa loi sur la création d'emplois.

IndustriALL 12 janvier 2023

Suite de la page (11)

de l'actuel gouvernement du président Jair Bolsonaro et ont occupé d'importants ministères tels que celui de la Justice (pasteur André Mendonça) et de l'Éducation (pasteur Milton Ribeiro). Le pasteur baptiste Damares Alves, ministre des femmes, de la famille et des droits de l'homme - une figure populaire parmi les protestants qui a bâti sa propre histoire sur l'oppression et la violence à l'égard des femmes - s'est fermement opposé à l'égalité des sexes et aux libertés sexuelles, et a mené des actions internationales contre la légalisation de l'avortement.

Le pasteur presbytérien et ancien ministre de l'éducation, Milton Ribeiro, a défendu le programme d'enseignement à domicile, un engagement pris par le gouvernement fédéral, et une question en dialogue avec le conservatisme américain créé dans les années 1960 et 1970. Étant donné que l'école est un espace fondamental au Brésil, comme dans d'autres pays, non seulement du point de vue de l'éducation, mais aussi de la protection et de la survie de nombreux enfants contre la violence et la faim, le programme d'enseignement à domicile n'est pas en phase avec la classe ouvrière la plus démunie. Cependant, afin de freiner les programmes progressistes au sein de l'école ou toute vision remettant en cause la réalité vécue, le gouvernement Bolsonaro s'est fait le champion de la soi-disant "école sans parti", qui est devenue un projet de loi visant à intimider les enseignants pour qu'ils se limitent à une "éducation neutre".

Il est important de réfléchir au fait que, si l'on considère notre histoire et notre situation, le fondamentalisme a agi stratégiquement du côté du peuple. Sans cette action quotidienne au sein des églises, l'avancée institutionnelle des programmes conservateurs ne serait pas possible, car le soutien populaire pour la défense de ces questions est essentiel pour créer une légitimité apparente dans la société.

Le projet de pouvoir en politique : un exemple brésilien

En 2016, un mois avant le coup d'État contre la présidente de l'époque, Dilma Rousseff, Jair Bolsonaro, catholique déclaré, a quitté le Parti progressiste (PP) pour rejoindre le Parti chrétien-social (PSC). Dans l'acte d'affiliation, Bolsonaro a été baptisé - un rituel symbolique dans le domaine religieux protestant - par le président du parti, le pasteur Everaldo Pereira, de l'église Assembly of God. Le baptême n'a pas eu lieu n'importe où, il s'est déroulé en Israël, dans les eaux du Jourdain, le lieu où, selon la Bible, Jésus a été baptisé. Cela a conduit beaucoup de gens à croire à la conversion de Bolsonaro à la foi évangélique, un geste stratégique pour capter l'imagination du peuple protestant.

C'est la panique morale, combinée aux fake news, qui a dopé la candidature de Bolsonaro et sa pertinence dans le camp religieux chrétien lors des élections présidentielles de 2018. Il était très important pour les protestants d'avoir un candidat "authentique" qui défendait la famille patriarcale et s'exprimait sans filtre, un homme simple qui ne se souciait apparemment pas du statut, et qui représentait le "nouveau" par opposition aux années de gouvernement du Parti des travailleurs (PT), associé par la campagne de Bolsonaro à la "vieille politique" corrompue. Cette stratégie s'est avérée fructueuse, aboutissant à la victoire de Bolsonaro en 2018, malgré ses déclarations et positions racistes, misogynes et violentes. Le succès de Bolsonaro est également dû à son rapprochement avec le secteur protestant, qui a occupé les espaces institutionnels du pouvoir. Bolsonaro a reçu 71% des voix de l'électorat protestant (Balloussier, 2018) ; un secteur qui représente 31% de la population brésilienne (Balloussier, 2020).

Les discours de défense de la famille et de la morale, des sophismes de l'idéologie du genre et des fake news destinés à ce public ont été très importants pour sa victoire. Le fondamentalisme religieux est entré dans la sphère politique pour affirmer un certain modèle de société : le capitalisme, qui apparaît actuellement sous un visage néo-fasciste. Allié au néo-conservatisme, ce fondamentalisme a progressé sur le continent latino-américain ces dernières années, donnant une place centrale au discours moral lié aux questions de reproduction basées sur la "famille tra-

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

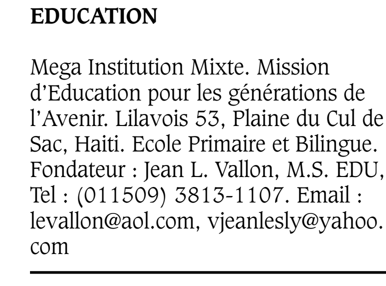
AUTO DONATIONS

Wheels For Wishes benefiting Make-A-Wish® Northeast New York. Your Car Donations Matter NOW More Than Ever! Free Vehicle Pick Up ANYWHERE. We Accept Most Vehicles Running or Not. 100% Tax Deductible. Minimal To No Human Contact. Call: (877) 798-9474. Car Donation Foundation d/b/a Wheels For Wishes. www.wheelsforwishes.org.

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION



Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

ATTENTION VIAGRA USERS: Generic 100mg blue pills or generic 20mg yellow pills. Get 45 plus 5 free $99 + S/H. Call Today. 877-707-5523

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

Up to $20.70 NYC, $20.00 L.I., $16.20 Upstate NY! If you need care from your relative, friend/ neighbor and you have Medicaid, they may be eligible to start taking care of you as personal assistant under NYS Medicaid CDPA Program. No Certificates needed. 347-713-3553

HOME IMPROVEMENT

ditionnelle", et a construit des bases apparemment indestructibles dans le dialogue avec notre classe, la réorganisant même pour favoriser un projet dont elle est la principale victime.

Résistance et horizons futurs

La classe ouvrière vit sa religiosité au quotidien, dans ses rites individuels, dans ses conversations complices avec Dieu, dans ses valeurs et dans les espaces collectifs de communion. C'est dans cette quotidienneté qu'ils évoluent vers une identité protestante forgée dans le mot "frère" plutôt que "travailleur". Cela démontre le pouvoir de la religion à la base, où les codes linguistiques sont différents, non plus ceux d'un peuple qui s'organise exclusivement à travers les syndicats, les collectifs sociaux et les mouvements populaires, mais principalement dans les églises. Il n'y a pas de révolution sans sujet révolutionnaire ; dans le cas de l'Amérique latine, nous osons dire que nous n'avancerons pas vers une transformation radicale de notre société sans considérer, dans la pratique, la formation chrétienne de notre peuple.

Un nouvel habit de foi a été établi dans les foyers des familles de la classe ouvrière, c'est à partir de là, à partir d'un sauvetage innovant de nos théologies de lutte libératrices, que nous pourrons combattre le fondamentalisme religieux et construire un nouvel espace où la foi est respectée et même absorbée comme un langage légitime de notre classe. Nous devons nous ouvrir à une compréhension plus large de la religion, comme nous l'a enseigné Fidel Castro : " il ne peut y avoir rien de plus anti-marxiste que la pétrification des idées " (cit. en Martínez, 2019: 91).

C'est dans la bataille des idées et des émotions, dans le dialogue profond et respectueux avec le peuple croyant, qui a trouvé dans la Bible la littérature pour un chemin possible de survie face aux nombreuses adversités vécues dans notre continent, que nous pourrons éteindre le fondamentalisme religieux.

Il est important de souligner que la majorité de la base des mouvements populaires au Brésil sont des chrétiens religieux engagés dans la lutte et dans la foi. Il est nécessaire de comprendre la Bible, Dieu, la foi et toutes les dimensions de la religiosité comme une manière de comprendre le monde, afin qu'il soit possible de construire de nouveaux langages libérateurs qui nous unissent en tant que classe pour un projet révolutionnaire commun.

Le sauvetage de la pensée du marxiste italien Antonio Gramsci sur la religion et le christianisme (Gramsci, 1972), en particulier le rôle de l'Église catholique, nous aide à dépasser la discussion limitée de la croyance ou de la non-croyance en Dieu. Il s'agit de comprendre la religion et son pouvoir de faire bouger les cœurs et les esprits vers l'action politique. Gramsci radicalise la maxime de Marx selon laquelle la religion est l'opium du peuple, car si elle est un instrument de dénonciation et de protestation contre les maux dont souffrent les secteurs populaires, comme la faim et l'analphabétisme, elle est aussi le pouvoir de création collective de nouvelles valeurs éthiques et morales face à une réalité oppressante. La religion porte en elle deux facettes contradictoires : elle est à la fois aliénation et force transformatrice.

La compréhension de la religion par Gramsci n'est ni naïve ni conciliante, car il comprend toutes les oppressions historiques contre le peuple dans lesquelles la religion a été un protagoniste, domestiquant souvent la classe ouvrière et exploitant ses faiblesses. Mais à partir d'elle et de ce qui anime les individus, il sera possible de construire un sens commun contre-hégémonique, comme le disait Gramsci. En ce sens, les tactiques révolutionnaires basées uniquement sur un plaidoyer anticlérical et athée seront un obstacle, même sous un habillage élitiste, au dépassement des visions fondamentalistes qui occupent aujourd'hui nos territoires.

Dans cette tâche, Cuba a beaucoup à nous apprendre sur les possibilités d'avancer dans le dialogue entre la construction de la Révolution et l'articulation entre foi et lutte. Après un premier moment de conquête révolutionnaire, de nombreux religieux restés à Cuba ne se sont pas vraiment sentis partie prenante du processus révolutionnaire, étant donné la résistance de l'État aux églises, résultat d'une lecture encore limitée de la question par le marxisme européen et aussi en raison de l'origine américaine des églises protestantes du pays. Cette résistance était encore très présente dans les années 1970, mais elle a lentement ouvert un espace pour une nouvelle perspective d'action conjointe entre l'Église et l'État. Au fil du temps, la révolution cubaine a pu embrasser et incorporer les éléments de la foi pour renforcer la lutte.

Si le fondamentalisme a réussi, à force de financements et de travail de terrain dans les territoires, à créer un nouveau sens commun chez les travailleurs, même s'il est en contradiction avec leur quotidien, c'est à partir du concret et des multiples langages qui traversent la vie de ces travailleurs que nous construirons une possibilité critique et révolutionnaire de vivre leur foi. Réélaborer de manière critique la foi de nos peuples est une voie nécessaire et urgente pour consolider la philosophie de la praxis sur le continent latino-américain.

Du point de vue des stratégies marxistes basées sur les enseignements de Gramsci, nous pouvons considérer qu'une première étape consiste à examiner les forces contre-hégémoniques dans le domaine religieux qui résistent déjà. Nous savons que la personne croyante n'est pas simplement passive face à sa religion, mais que c'est par la religion qu'elle produit et reproduit des visions du monde, non sans contradictions et reformulations. Comme le souligne Gramsci, " il existe un catholicisme des paysans, un catholicisme des petits bourgeois et des ouvriers des villes, un catholicisme des femmes et un catholicisme tout aussi varié des intellectuels " (1975, Q11, §13 : 1397). Il en va de même pour les protestants, car en matière de religion, il s'agit de la multiplicité d'une même croyance.

Il est donc important de ne pas généraliser et homogénéiser les protestants d'Amérique latine comme des fondamentalistes ou des masses manipulables. Il ne suffit pas que la gauche répète le sentiment anti-religieux de certains penseurs marxistes occidentaux pour traiter de la religiosité dans le Sud global, qu'elle soit chrétienne ou non.

Si le centre du débat fondamentaliste sur le continent latino-américain a été la bannière contre "l'idéologie du genre", c'est dans la construction d'alternatives que se consolide la résistance, qui ne peut avancer qu'en créant une dialectique entre foi et lutte. Le fondamentalisme réagit aux avancées du camp progressiste et a incorporé certains de ses composants dans sa stratégie ; nous devons examiner ces avancées et les renforcer avec notre classe, en partant de cet autre langage qui n'a pas été pleinement incorporé par le marxisme au cours des dernières décennies. C'est à partir de là que le marxisme peut défaire les nœuds du dialogue populaire et avancer sur ce terrain occupé par l'impérialisme et ses alliés. Il est nécessaire de connaître et de dialoguer avec les voies qui continuent à résister, souvent isolées du camp populaire marxiste. Sauver notre histoire récente et regarder les résistances qui occupent aussi nos territoires, c'est commencer à construire les ponts nécessaires et indispensables entre la foi et la lutte.

Les défis liés à la construction de rêves et d'un avenir nous obligent à créer un espoir qui puisse être vécu au quotidien. Il nous appartient également de sauver notre histoire et de faire en sorte que la lutte pour les droits sociaux se traduise par une organisation populaire basée sur des espaces d'éducation et de compréhension de la réalité, tout en comprenant de nouveaux langages et en permettant des expériences de solidarité collective, de loisirs et de fête. Dans le cadre de ces efforts, il est important de ne pas négliger ou rejeter les manières nouvelles ou différentes d'interpréter le monde, comme la religion, mais de promouvoir un dialogue ouvert et respectueux entre elles afin de construire l'unité autour de valeurs progressistes communes.

Il n'y a pas de réponses toutes faites, comprendre notre ennemi, comment il agit à l'échelle macro et micro, c'est-à-dire à partir des grands projets, mais aussi entre les lignes des discours et des pratiques, est un point de départ pour créer de nouveaux mécanismes de dialogue et de construction collective pour notre projet contre-hégémonique, mais nous n'avancerons pas si nous ne savons pas en profondeur ce que veut notre classe et ce pour quoi elle se mobilise.

Le marxiste péruvien José Carlos Mariátegui, reprenant le terme agonie de Miguel de Unamuno, nous appelle à la nécessité de nous réenchanter. Les révolutionnaires marxistes comme les révolutionnaires chrétiens étaient des âmes agonisantes, luttant pour ce réenchantement (Lowy, 2005). Cette agonie révolutionnaire, pour Mariátegui, se traduit également par le dépassement de l'antagonisme entre foi et athéisme, assimilant l'émotion révolutionnaire à l'émotion religieuse. En réalité, Mariátegui veut dire que ce qui nous anime, êtres agonisants pour la justice, est plus que ce qu'une institution peut limiter : c'est un sentiment profond à la recherche de quelque chose qui n'a pas encore été réalisé et que nous cherchons obstinément à construire comme une nécessité vitale. Mariátegui élargit la manière habituelle de parler de la religion et nous provoque en affirmant qu'une révolution est toujours religieuse, soulignant ainsi la dialectique entre matérialisme et religion, mystique révolutionnaire et foi, christianisme et marxisme.

Références

ALVES, Rubem. Dogmatismo e Tolerância. São Paulo: Edições Paulinas, 1982.

BALLOUSSIER, Anna Virginia. "Evangélicos veem Bolsonaro como o mais autoritário e o que mais defende a democracia". Folha de São Paulo. São Paulo, 18 de octubre de 2018. Disponible en:—. "Cara típica do evangélico brasileiro é feminina e negra, aponta Datafolha". Folha de São Paulo. São Paulo, 13 de enero de 2020. Disponible en:

CUNHA, C. V., Lopes, P. V. L., y Lui, J. Religião e política: medos sociais, extremismo religioso e as eleições de 2014. Rio de Janeiro: Fundação Heinrich Böll, 2017.

FRANCO, Clarissa de. Um olhar contra-hegemônico e pluralista sobre o quadro religioso global desde as epistemologias do Sul. En: RIBEIRO, Claudio de Oliveira. Diversidade Religiosa e o princípio pluralista. São Paulo: Editora Recriar 2021.

GRAMSCI, Antonio. Sotto la Mole (1914-1920). Torino: Einaudi, 1972.

Quaderni del carcere (a cura di V. Gerratana). Torino: Einaudi, 1975. 4 vols.

LOWY, Michael. "Mística Revolucionária: José Carlos Mariátegui e a Religião". Estudos Avançados, 19(55), 2005, p. 105-116.

—. O que é cristianismo da libertação: religião e política na América Latina. São Paulo, 2016.

MEDEIROS, Étore. Boi, Bala e Bíblia contra Dilma. Agência Pública, 2016. Disponible en: .

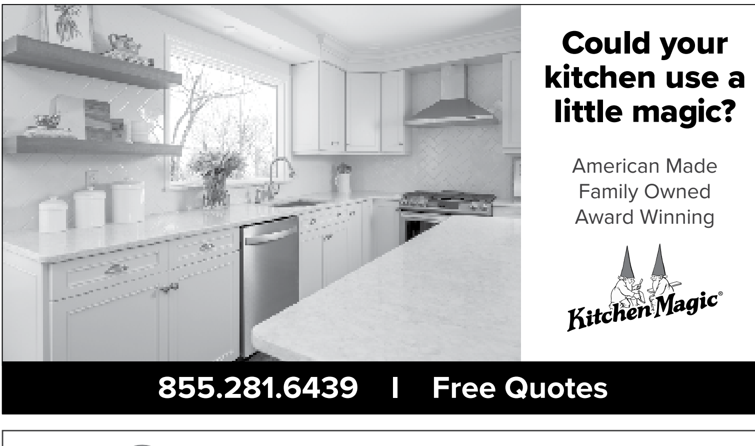
PRASHAD, Vijay. Balas de Washington: uma Historia da CIA, Golpes e Assassinatos. São Paulo: Expressão Popular, 2020.

SEMERARO, Giovanni, 2017. "Gramsci e a religião: uma leitura a partir da América Latina". O Social em Questão, 20(39), p. 87-108.

SOUSA, R. F. "O Nascimento do Fundamentalismo Cristão nos Estados Unidos: das origens ao Caso Scopes". En: André Leonardo Chevitarese, Juliana Cavalcanti, Sergio Dusilek, Tayná Louise de Maria. (Org.). Fundamentalismo Religioso Cristão – Olhares Transdisciplinares. 1ed. Rio de Janeiro: Kliné, 2021, v. 1, p. 103-116.

STEDILE, João Pedro y Fernandes, Bernardo Mançano. Brava Gente – a trajetória do MST e a lucha pela terra no Brasil. Expressão Popular / Perseu Abramo, 2012.

Instituto Tricontinental
28 décembre 2022
Traduction Bernard Tornare
2 Janvier 2023







Les femmes Afghanes : « Nous sommes mortes et pourtant vivantes »





Les femmes afghanes, n'appartenons pas à cette Terre ; on a l'impression d'être comme des animaux sans but. Les femmes n'ont plus d'avenir ni d'espoir

« *J'ai l'impression d'être dans une prison* », a déclaré Fatima*, une jeune travailleuse humanitaire afghane. « *Ils doivent juste nous tuer et nous enterrer toutes, les filles en Afghanistan. Je me sens indésirable et détesté par les autorités. Ceci n'est pas une vie. Nous sommes mortes et pourtant vivantes.* »

Fatima réagissait aux décrets publiés en décembre par les autorités de facto afghanes, interdisant aux femmes d'aller à l'université et de travailler pour des organisations non gouvernementales.

Depuis août 2021, les autorités de facto ont introduit une série de mesures qui ont de plus en plus restreint les droits des femmes et des filles. Cela comprend leur droit à l'éducation, leur droit à l'emploi et leur liberté de mouvement. Ces restrictions ont de plus en plus confiné les femmes et les filles dans leurs foyers et les ont rayées de la société. L'Afghanistan est rapidement devenu le pire pays au monde pour vivre une femme.

Fatima a ajouté : « *Avec ces interdictions pour les femmes, je me sens perdue et bloquée dans une cage. Sans but, on a l'impression d'être comme des animaux sans but. Les femmes n'ont plus d'avenir ni d'espoir* ».

Impact de l'interdiction de l'éducation

Fatima a expliqué sa situation : « Chaque fois que je suis au bureau avec d'autres collègues féminines de différents pays, je suis inspirée. Je sens que le ciel est la limite. Je suis cette fille afghane avec un grand potentiel pour être comme eux et être ce que je veux.

Mes études de master ont été affectées après le décret du 20 décembre qui interdisait à toutes les étudiantes de fréquenter l'enseignement supérieur. J'ai besoin de ce diplôme pour mon travail. C'est vital pour moi et mon avenir.

« Les talibans ont refusé de nous laisser terminer nos études en ligne. Ils ont fait valoir qu'il ne s'agit pas de la présence physique des femmes et des filles dans les universités, mais de l'accès à l'éducation - qu'elle soit en ligne ou physique.

« Je suis tellement triste pour mes amis qui étaient dans les dernières années de leurs études. Ils seront condamnés à être des mendiants, des ouvriers agricoles ou des commerçants informels, et pourtant ils ont le potentiel de contribuer au développement du pays. C'est tellement douloureux et triste de perdre tant d'années d'études.

Une inspiration et un soutien de famille

Fatima est désespérée qu'après tant d'années de travail acharné, ses efforts se réduisent lentement à rien. L'espace se rétrécit, se ferme presque. « *Je suis fière d'être la première personne de ma famille à obtenir un diplôme* », a-t-elle déclaré. « Je suis une énorme source d'inspiration pour ma famille, mes jeunes filles et ma communauté.

« Ma famille est si fière qu'une fille afghane comme moi puisse le faire, et cela a changé le point de vue des autres familles sur les filles. Chaque famille veut que son enfant – sa petite fille – soit comme moi.

« Je suis le seul à avoir un revenu stable dans ma famille. Mes frères ont du mal à trouver un emploi. Mes parents sont à la retraite et ils ont besoin de mon aide. Je suis le soutien de famille car ma famille dépend de moi, et pourtant aujourd'hui je m'inquiète pour la sécurité de l'emploi - non pas parce que je n'ai pas la qualification ou les compétences pour faire le travail mais à cause de l'attitude de nos dirigeants.

« *Si nous n'allons pas travailler, qu'adviendra-t-il de nos emplois ? Combien de temps allons-nous travailler à domicile ? Qu'adviendra-t-il de ceux qui dépendent de moi pour leur survie ?* »

Passion, objectif, impact

Fatima a ajouté : « Mon travail actuel me donne un sens profond du but. C'est une évasion de l'environnement oppressant. Cela me fait entrevoir un avenir meilleur et me donne l'espoir qu'une fille afghane puisse réussir dans le monde.

« Cela me donne un sens parce que je sens que j'aide les gens. Je touche la vie des gens. J'inspire les jeunes filles et les familles en tant que femme.

« J'aime aider les autres. Cela apporte du bonheur dans leur vie. L'interdiction des travailleuses humanitaires signifie que je ne peux plus faire mon travail.

« Je suis agent de terrain. Je ne peux pas faire mon travail depuis le bureau ou la maison. J'ai besoin d'aller à la rencontre des gens, de parler avec eux et d'entendre ce qu'ils disent de nos projets. Je ne peux pas atteindre mes objectifs de travail à moins d'aller sur le terrain.

"Ne pas pouvoir aider les femmes et les filles à cause d'une interdiction est si douloureux. Les femmes et les filles afghanes comptent sur nous pour obtenir de l'aide.

« L'interdiction nous empêche de faire notre travail, mais surtout, elle empêche les femmes et les filles d'accéder à des services humanitaires vitaux.

« Je me sens tellement démoralisé parce que je suis maintenant incapable de faire ce pour quoi j'ai été embauché. Ça fait mal. Cela me fait me sentir inadéquat. Je me sens toujours bien quand je fais avec succès ce pour quoi j'ai été embauché.

Désespoir et peur

« Chaque fois que nous discutons de l'interdiction des femmes, j'ai l'impression que nous, les femmes afghanes, n'appartenons pas à cette Terre ; nous ne sommes pas humains et sommes des extraterrestres, avec lesquels les talibans ont affaire.

« Quand je parle à d'autres femmes et filles, elles me disent que leur seul espoir, ce sont les Nations Unies, les autres pays musulmans et la communauté internationale.

« Les Afghans ne peuvent plus s'exprimer. Ils sont pleins de peur en eux. Ils ont vu le pire et ils ont choisi de rester en vie plutôt que d'être tués par les talibans.

« Tout le monde compte sur la communauté internationale pour se tenir aux côtés du peuple afghan. Nous appelons également les autres pays musulmans à intervenir et à soutenir le peuple afghan. »

Un dernier message

Fatima a un message pour les talibans : « Faites-nous confiance. Nous sommes des femmes musulmanes. Nous connaissons les valeurs de notre religion et de notre culture. Nous appliquons avec plaisir ces valeurs chaque jour de notre vie. Je suis et respecterai toujours les règles et les règlements de l'Islam.

« S'il vous plaît, ne nous tuez pas en nous privant de nos droits. Mon travail consiste à aider les gens, ce qui fait partie des principes de l'Islam. Ne m'arrêtez pas. J'ai des rêves en tant que personne. Pensez à vos filles. Ce n'est pas la charia si des femmes professionnelles sont transformées en mendiantes, en vendeuses de rue ou en ouvrières agricoles alors qu'elles pourraient mieux faire.

*Le nom a été changé.

OCHA 09 janvier 2023

Des manifestants à New York exigent la fin du militarisme américain et de l'OTAN

Les manifestants ont appelé à une attention urgente aux graves problèmes internes des États-Unis et à cesser leur ingérence dans les affaires des autres États



Manifestation à New York le samedi 14 janvier dernier pour dénoncer l'expansion de l'OTAN

Des milliers de personnes se sont rassemblées le samedi 14 janvier dans la ville américaine de New York pour exiger la fin de la participation des États-Unis (USA) au conflit en Ukraine et pour arrêter l'expansion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

De nombreux participants ont déployé des banderoles exigeant la paix pour l'Ukraine, la dissolution de l'OTAN, la fin de la politique interventionniste américaine et l'élimination de ses mesures restrictives unilatérales contre Cuba, le Venezuela et d'autres États, entre autres.

La marche était également organisée pour évoquer l'héritage anti-guerre du combattant des droits civiques Martin Luther King, alors que la mobilisation nationale qu'il a organisée peu avant sa mort contre le militarisme, le racisme et la pauvreté, qu'il considérait comme les trois maux, a été rappelée aux États-Unis.

The *Answer Coalition et The People's Forum* ont organisé la mobilisation, qui a été soutenue par *Veterans for Peace*, *CodePink*, Party for Socialism and *Liberation*, *United National Anti-War Coalition*, *Haïti Liberté*, *Rising Together*, *Peace in Ukraine Coalition*, *NYC-DSA Anti - War Working Group*, *Massachusetts Peace Action* et d'autres groupes.

Avant la marche, le directeur national de la coalition Answer, Brian Becker, a affirmé que des décennies de politique du gouvernement américain avaient rendu le conflit en Ukraine presque inévitable.

Lors de l'évaluation des causes des affrontements entre ce pays et la Russie, qui y déploie une opération militaire spéciale depuis février 2022 pour protéger la population du Donbass, l'activiste a déclaré que « *l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est, le retrait de l'avertissement américain des grands traités de contrôle des armements et la perspective que l'Ukraine devienne un terrain d'essai pour les systèmes d'armes avancés de l'OTAN ont ouvert la voie à ce conflit.* »

Aporrea 15 Janvier 2022